

MONDE ARABE: APRES BEN ALI ET MOUBARAK, A QUI LE TOUR ?

NOTRE AFRIK



N°9 - Mars 2011

Belgique 3,5€ - Europe 3,5€ USA 4,5\$US

Afrique centrale et de l'Ouest 2 000 FCFA

RD Congo, Rwanda, Ethiopie 4,5\$US

Maroc 25DH

Mensuel panafricain d'information



NOTRE AFRIK

www.notrefrik.com

DOSSIER



TITRE	PRODUCTION	
REALISATEUR	DIRECTEUR PHOTO	
SCENE	PLAN	PRISE

**LA SAGA DU
FESPACO 2011**

CÔTE D'IVOIRE

**Entre peurs
et rumeurs**

NIGER

**Le duel
Issoufou-Oumarou**

RD/CONGO

Présidentielle 2011, Kabila, contrats chinois, Rwanda...

VITAL KAMERHE SE DEVOILE

ENTRETIEN EXCLUSIF AVEC LE LEADER DE L'UNC



777-200LR



NON-STOP DESTINATIONS. ONE LEAP AWAY

With our new Boeing 777-200LR the choice of flying non-stop from the US to Addis Ababa and to more destinations in Asia is now yours.

More Comfortably...

More Quickly...

To More Places...

Come take the leap with us!

WWW.ETHIOPIANAIRLINES.COM

Ethiopian
የኢትዮጵያ

THE NEW SPIRIT OF AFRICA



REMOUS POLITIQUES AFRICAINS REMOUS CACAPHONIQUES GAULOIS...





TABLE RONDE

De quoi souffre l'Afrique ?

les 29 et 30 avril 2011 à Bruxelles

Raffia Synergies a.s.b.l

Avenue Louise, 306 • 1050 Bruxelles • + 32(0) 476 873 542

www.raffiasyn.org - info@raffiasyn.org



en partenariat avec:



NOTRE AFRIK

cémis
Centre d'études et de mémoire
des migrations subsahariennes



Attention au vent du Nord !

Par Thierry Hot



EDITO



L'année 2011 est partie sur des chapeaux de roue avec une bourrasque venue du Nord du continent, qui dévaste les régimes dictatoriaux d'Afrique sur son passage. Parti de Sidi Bouzid, en Tunisie, ce vent du Nord a mis, en 23 jours, un terme au long règne de Zine el Abidine Ben Ali, qui présidait aux destinées de ce pays du Maghreb depuis 23 ans! Et il n'en fallait pas plus pour que le continent, mais singulièrement le monde arabe, se mette à la mode de la révolution populaire. En Egypte, mais aussi au Yémen, en Syrie et en Jordanie, les peuples osent enfin se soulever contre l'arbitraire et la stagnation, et crier leur soif de liberté, leur besoin de développement. En témoigne en l'occurrence l'Egypte où des milliers de personnes ont squatté la place Tahrir, rebaptisée «Place de la libération», jusqu'à l'obtention du départ du raïs Hosni Moubarak, au pouvoir depuis 30 ans.

On aurait tort de croire qu'il s'agit là d'un épiphénomène dans un monde arabe qui aspire sur le tard et à juste titre à une démocratisation juste et promotrice de liberté et de développement. Ce vent du Nord inaugure en vérité une nouvelle ère dans la vie des nations, à l'image du vent de l'Est qui redistribua les cartes de la géopolitique internationale au début de la décennie 1990. Rappelez-vous, en effet, qu'associé au mémorable discours de La Baule, ce vent-là avait propulsé l'ouverture démocratique dans les autocraties des pays de l'Est et en Afrique subsaharienne et favorisé, quelques années plus tard, la chute du mur de Berlin. Si elle n'est pas parfaite, la recomposition de la classe politique africaine et les nouvelles règles démocratiques introduites sur le continent au lendemain des conférences nationales a complètement changé la donne dans des pays réputés pour leur mode de gestion monopartisan, calqué sur le modèle soviétique.

Nous sommes donc incontestablement à la veille d'un nouveau bouleversement politique majeur sur le continent. On l'espère en tout cas!

L'exemple égyptien ainsi que la détermination des populations des pays du monde arabe montrent bien que le syndrome tunisien est à nos portes et qu'il peut gagner l'Afrique au Sud du Sahara. D'autant que le mal-vivre des populations reste patent et que l'efficacité institutionnelle que l'on croyait bétonnée au début des années 1990, est rudement mise à mal par des «charcutages constitutionnels» récurrents. Le Niger - qui sort heureusement d'une sévère prise en otage de ses institutions - n'est qu'un exemple du nouveau fléau qui sévit sur le continent. Un continent qui a mal à ses dirigeants, qui n'ont cessé d'accumuler les années à la tête de nos Etats, foulant aux pieds les règles de démocratie et d'alternance auxquelles ils ont pourtant souscrits.

C'est pourquoi il importe, aujourd'hui plus qu'hier, de créer sur le continent de véritables Etats de droit dans lesquels le pouvoir arrête les dérives du pouvoir. Cela passe par l'émergence d'une société civile plus aguerrie, des institutions plus fortes et la promotion de la justice sociale pour tous. Les peuples sont fatigués de vivre dans l'indolence des dirigeants face à leurs souffrances et réclament avec force une meilleure répartition des richesses...

Le vent qui vient du Nord du continent est, à cet égard, une gifle magistrale assénée à tous ceux qui comptent des décennies au pouvoir alors que leurs peuples croupissent dans la misère et la pauvreté. Il appartient désormais à chacun de savoir décrypter le message et d'agir en conséquence afin de ne pas se laisser emporter par la bourrasque de la révolution populaire. □

NOTRE AFRIK

NOTRE AFRIK
est édité par
Samori Media Connection

SIEGE SOCIAL
11, Rue des colonies
1000 Bruxelles
Tél: 00 322 517 61 10
Fax : 00 322 791 92 02
Email : ecriture@notrefrik.com

ADMINISTRATION ET GESTION

Directeur général
Thierry HOT
thierry.hot@notrefrik.com
Responsable Commercial- Afrique de l'ouest
Dominique Bela
Responsable Commercial-Afrique centrale
Jean-Charles Dicka

REDACTION

Directeur de publication
Thierry HOT
Directeur de publication délégué
Serge Mathias TOMONDJI
Directeur de la Rédaction
Morin YAMONGBE

CORRESPONDANTS

Mohamed Areski Himeur (Algérie)	Souana Doré (Guinée)
Désiré Sawadogo (Burkina)	Sékou Tamboura (Mali)
Albéric Ndayirukiye (Burundi)	Mostapha Znaidi (Maroc)
Gustave Samnick (Cameroun)	Souleymane Lamine (Niger)
Dorine Ekwé (Cameroun)	Daouda Aliyou (Nigeria)
Christian Tsoumou (Congo)	Ousseynou Nar Guieye (Sénégal)
Séthou Banhoro (Côte d'Ivoire)	Eric Topona (Tchad)
Frehiwot Tsigie Shiferaw (Ethiopie)	Edem Ganyra (Togo)
Antoine Lawson (Gabon)	

CREATION-REALISATION

Claude Fontaine
Fred Luguel
REALISATION GRAPHIQUE
Arzouma Mitipkieta
IMPRESSION
Corelia Printing

www.notrefrik.com

ISSN : 2033-3730

SOMMAIRE

- 3 **AFRIK CARTOON** MAM et la diplomatie africaine
- 5 Editorial **Attention au vent du Nord!**
- 9 **RED PHONE** Le Groupe ACP soutient Ouattara Moreno Ocampo à l'index Kieffer et Mitterrand au Fespaco ICG et le cas Rwasa



Trois questions à...
Charles Bambara de l'ONG Oxfam

- 13 **DE A A Z** **Toute l'actualité mondiale**

- 17 **POLITIQUE & SOCIÉTÉ**
Nigeria
Le Nord et le Sud à couteaux tirés

Côte d'Ivoire
Entre peurs et rumeurs

Niger
Le duel Issoufou-Oumarou



Congo
Quand l'Etat traque les fonctionnaires indélébiles

Guinée Equatoriale
Pétrole et démocratie, à quand la rime?

Egypte
Les scénarii du changement

Algérie
Haro sur les violences aux femmes

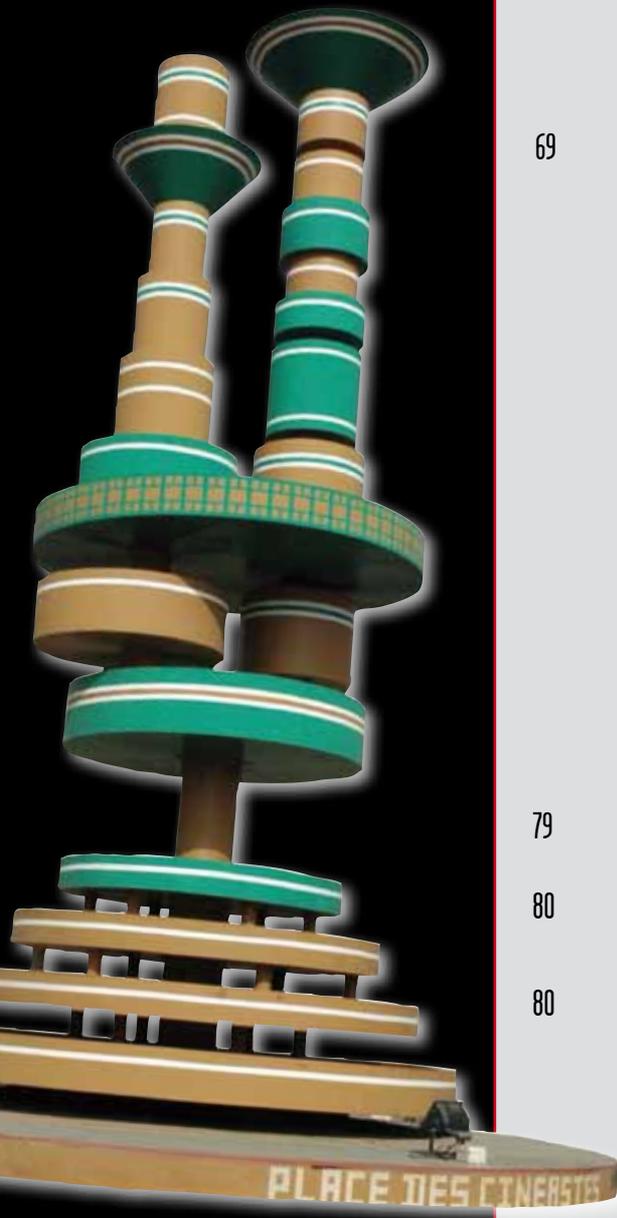


La saga du Fesp

- Prologue: L'Afrique refait son cinéma** (31)
- Un parrain porteur de voix et d'images (33)
- Dix-huit films à l'assaut de l'Étalon d'or de Yennenga** (33)
- A la recherche des salles perdues (34-35)
- Une édition riche en innovations (36)
- Quand la presse s'en mêle (38)
- Le printemps des écoles de formation (37)
- Michel Ouédraogo: «L'Afrique peut faire vivre son cinéma»** (38-39)
- Dikongué Pipa dans le rétroviseur du Fespaco 1976 (40)
- Ils ont brandi l'Étalon de Yennenga: le palmarès complet** (42-43)
- Léonce Ngabo, le prodige du cinéma burundais (44-45)
- Mwezee Ngangura: «Le Fespaco m'appartient aussi...» (46-47)
- Ces noms qui ont marqué le cinéma africain** (48-49)
- Que devient Idrissa Ouédraogo? (49)
- Tchad: «Le Normandie» renaît de ses cendres (50-51)
- La seconde vie de la cinémathèque africaine (52)

31 DOSSIER

aco'2011



55 ENTRETIEN

Vital Kamerhe«Main dans la main
avec Tshisekedi pour la présidentielle»

64 AFRIK ECO

Télécommunications

Le boom de la téléphonie mobile au Gabon

Bintou Diallo Barro

Une battante dans le staff de Géocoton

Célestine Ketcha Courtès

«Le poisson est un produit hautement périssable»

69 CULTURE

Patrimoine: SOS pour la Casbah d'Alger**Guinée:** «Urban Afreeka», nouveau rendez-vous musical**Valery Ndong et Major Asse** font rire le Cameroun**Jean-Pierre Guingané:** le «Fou du peuple» s'en est allé!**Fashion:** Pepita D, designer de charme**L'escale picturale** de Nathalie Rey

79 SANTE

VIH-Sida: conduite à tenir

80 FOCUS

Arrêt sur le cinquantenaire du Burkina à Bruxelles

80 POINT DE VUE

Révolutions au Maghreb: l'inévitable contagion



MSEC

International Inc.
Solutions personnalisées en sécurité de l'information



Our business: Securing your business!

Notre expertise

- Gouvernance de la sécurité de l'information
- Architectures technologiques et de sécurité
- Centres de traitement de données (Data centers)
- Mise en place d'Intranet sécurisé
- Analyse légiste informatique (Forensics)
- Formation et séminaires techniques sur la sécurité

Nos clients

- Gouvernements
- Organismes internationaux
- Entreprises
- Universités
- Particuliers

Confiez la sécurité de votre information à des professionnels du domaine !

Tél. : 001 514 357 4094

E-mail : info@msecnet.com

<http://www.msecnet.com>

COTE D'IVOIRE

LE GROUPE ACP SOUTIENT OUATTARA

Sous l'impulsion de son patron, le Ghanéen Mohamed Ibn Chambas, le Groupe des pays Afrique Caraïbes Pacifique (ACP) a officiellement pris position pour Alassane Ouattara dans la bataille qui l'oppose à Laurent Gbagbo pour la présidence ivoirienne. Au siège du Secrétariat du groupe ACP à Bruxelles, les ambassadeurs ouest-africains ont remporté leur bras de fer face à leurs homologues d'Afrique australe en imposant Sara Amani, la chargée d'affaires désignée par Alassane Ouattara comme représentante légale de la Côte d'Ivoire auprès des ACP, au détriment de l'ambassadeur de Laurent Gbagbo, Marie Gosset. C'est



Mohamed Ibn Chambas

du reste le chef du service de presse du groupe des pays ACP, Robert Iroga, qui a contacté les journalistes de la presse internationale pour la conférence de presse que devait animer, au 451 Avenue George Henri, la mission d'explication du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), conduite courant février par Alphonse Djédjé Mady.

MORENO OCAMPO A L'INDEX



Luis Moreno Ocampo

Dans une lettre ouverte, deux avocats camerounais près du Tribunal pénal international pour la Rwanda (TPIR) et la Cour pénale internationale (CPI) dénoncent la démarche du procureur auprès de la CPI, Luis Moreno Ocampo, sur le dossier ivoirien. Me Josette Kadji et son confrère Jean de Dieu Momo accusent le procureur argentin de violer les règles de la CPI: «Il a sauté une importante disposition de la saisine de la CPI... C'est seulement lorsque les juridictions nationales n'ont pas la volonté ou la compétence pour juger de tels crimes (...) que la CPI est saisie, et il faut démontrer cette lacune des juridictions nationales», persiflent les deux avocats du barreau du Cameroun. Ils s'interrogent par ailleurs, plus loin, sur l'impartialité de la CPI qui «n'a émis et continue à ne pas émettre de menaces contre les soldats français qui avaient tiré sur la foule aux mains nues à Abidjan en 2004».

GBAGBO ET POUTINE ACTIONNAIRES DE GUNVOR?



Le président ivoirien, Laurent Gbagbo, et le Premier ministre russe, Vladimir Poutine, seraient actionnaires de Gunvor International Limited, une société de négoce en pétrole enregistrée à Amsterdam avec une base opérationnelle à Genève, selon l'hebdomadaire français Le Point.

Troisième trader de pétrole brut au monde, créé en 1997 par le magnat russe Guennadi Timochenko et le Norvégien Torbjorn Tornqvist, Gunvor est présente sur les marchés africains, américains et asiatiques. M. Poutine a démenti son implication dans Gunvor par la voix de son porte-parole, Dimitri Peskov.



CAMEROUN-MEDIAS

SAMNICK LANCE «L'ACTU»...



Gustave Samnick, journaliste chevronné et ancien directeur de publication du magazine sportif Ndamba (South Media Corporation), prépare dans le plus grand secret le lancement du sixième quotidien d'information du Cameroun. Edité par le groupe de presse *New Pages*, *L'Actu* –c'est ainsi que s'appelle le nouveau canard- sera imprimé, dans sa phase de rodage, à 5000 exemplaires et vendu sur toute l'étendue du territoire camerounais.

... KALAK SUR LA BANDE FM



Le paysage audiovisuel camerounais va s'enrichir d'une nouvelle station de radio communautaire urbaine. Basée dans la capitale Yaoundé, et fondée par Marcel Amoko, ancien journaliste de la British Broadcasting Corporation (BBC), Kalak FM poursuit la phase des essais techniques entamés en janvier dernier et devrait officiellement lancer ses programmes (infos-sports-talk) dans le courant du mois de mars, en modulation de fréquence sur 94.5. Selon ses promoteurs, la création de Kalak FM participe de «la volonté d'informer, d'éduquer et de divertir, du souci de promouvoir la rigueur professionnelle, le respect de l'éthique et de la déontologie journalistique dans le strict respect des lois et règlements de la République du Cameroun».

BURUNDI

ICG ET LE CAS RWASA

Devant la dégradation du climat social et l'impasse politique vers laquelle s'achemine le Burundi huit mois après la réélection controversée du président Pierre Nkurunziza, l'ONG International crisis group (ICG) lance un appel pressant pour le rétablissement du dialogue politique entre le gouvernement et l'opposition. Dans un rapport qu'elle vient de rendre public, ICG préconise «la sortie de la clandestinité pour les FNL et leur chef, Agathon Rwaswa». Des services de renseignement occidentaux opérant dans la région des grands lacs prêtent à l'ancien chef rebelle des Forces nationales de libération (FNL), l'intention de reprendre le maquis. En vue d'apaiser les tensions et d'éviter l'émergence d'une nouvelle rébellion, ICG recommande notamment au président Nkurunziza «d'octroyer des garanties de sécurité et l'absence de poursuites contre Agathon Rwaswa» et «d'annuler la décision administrative de reconnaissance du nouveau président des FNL, Emmanuel Miburo».



Agathon Rwaswa

CINEMA

KIEFFER ET MITTERAND AU FESPACO

Dans le cadre de la 22e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco) qui se déroule du 26 février au 5 mars 2011, Osange Silou-Kieffer, l'épouse du journaliste franco-canadien Guy André Kieffer, disparu mystérieusement à Abidjan le 16 avril 2004, et Frédéric Mitterrand, le ministre français de la Culture, sont attendus dans la capitale burkinabè. Journaliste, spécialiste des cinémas négro-africains, Mme Kieffer est la présidente du festival cinamazonia créé en 2002 pour promouvoir les cinémas des Antilles. Elle a été désignée membre du jury long métrage qui distinguera le réalisateur vainqueur de l'Étalon de Yennenga, tandis que M. Mitterrand, passionné de cinéma, sera le représentant du président français, Nicolas Sarkozy à cette biennale du cinéma africain. Une occasion de rencontre que ne manquera pas de saisir Mme Kieffer pour interroger le représentant officiel de Paris sur la progression de l'enquête sur la disparition de son mari, qui menait des investigations sur la filière cacao en Côte d'Ivoire.



NOTRE AFRIK

*Chaque mois, un regard neuf
sur l'actualité africaine et mondiale*

SECURITE AERIENNE

LE GRANDE PREOCCUPATION DE L'ATAF

Réunie en assemblée générale début février à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, l'Association des transporteurs aériens francophones (Ataf) a réaffirmé son engagement à offrir des services de qualité et à garantir une sécurité optimale à sa clientèle. Placée sous le thème «La compétitivité au service de la croissance», cette 118e assemblée générale devrait générer des outils d'orientation aux gouvernements des différents Etats pour des prises de décisions politiques sérieuses et volontaristes «en vue du plein essor de nos compagnies aériennes dont la performance est devenue une exigence pour leur survie».

Créée en 1950 dans le cadre de l'Union française, l'Ataf, qui regroupe actuellement 16 compagnies aériennes - Aigle Azur, Air Algérie, Air Austral, Air Burkina, Air France, Air Ivoire, Airlinair, Air Madagascar, Air Mali, Air Mauritius, Air Seychelles, Britair, Air Corsica, Middle East Airlines, Royal Air Maroc, Tunisair- avec l'Asecna comme membre associé, est un organisme de concertation multilatérale. Elle veille ainsi à «la mise en place des transferts de technologie et d'information entre les compagnies membres lors de séminaires thématiques: sûreté, sécurité aérienne, e-commerce, veille aérologique, répression des fraudes, etc.»

La 118e assemblée générale qui s'est tenue à Ouagadougou n'a pas dérogé à la règle. «Nous nous mettons à niveau sur les derniers modèles des avions, les règles de sécurité et les possibilités de création des alliances», a indiqué le président de l'Ataf, Pierre-Henri Gourgeon. Pour lui, les objectifs assignés à l'association doivent être atteints afin de bâtir des compagnies aériennes sûres, qui répondent aux attentes de la clientèle.

3 QUESTIONS A

Charles Antoine Bambara

Porte-parole d'Oxfam pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale

Oxfam a lancé avec d'autres ONG un appel à faire respecter les principes de bonne gouvernance en Afrique. Pourquoi un tel appel?

Grâce à sa représentation auprès de l'Union africaine, Oxfam milite pour la bonne gouvernance à travers tout le continent africain. Et il se trouve que le 16e sommet de l'Union africaine avait pour thème: «Valeurs partagées et intégration vers une plus grande intégration». Or parmi ces valeurs partagées, il y a notamment la bonne gouvernance et l'organisation d'élections justes et libres. Et il faut garder à l'esprit que 2011 est une année cruciale en Afrique, où nous n'aurons pas moins de 25 élections locales, législatives ou présidentielles organisées sur le continent. Il était donc important pour Oxfam et ses partenaires de dire très clairement à l'Union africaine tout l'intérêt que nous portons au respect du principe de bonne gouvernance et à l'organisation de bonnes élections afin d'éviter des revers comme nous l'expérimentons actuellement en Côte d'Ivoire, où il y a des exactions multiples que nous déplorons. Nous voyons aussi le flot de réfugiés augmenter constamment à la frontière, notamment au Liberia voisin.

De quels moyens de coercition l'Union africaine dispose-t-elle pour faire appliquer ces principes par ses membres?

Dans son rapport sur «l'état de l'Union» publié l'année dernière, Oxfam a, de concert avec une coalition de treize organisations de la société civile africaine, mis à nu le fait que seulement 10% des décisions annuelles de l'Union africaine sont effectivement appliquées. Et nous savons qu'à chaque sommet, une quarantaine, voire une cinquantaine de nouvelles décisions sont prises. Vous voyez donc le volume de décisions non encore ratifiées par les parlements africains ou jamais mises en application par décret présidentiel pour certains pays!

La Commission de l'Union africaine en est consciente puisqu'elle invite désormais, à tous les sommets, les Etats membres à faire diligence dans la signature de certaines décisions-clé de l'Union. Ce qui veut dire qu'en réalité, la Commission n'a aucun moyen de coercition contre ses membres. Et c'est pour cela que plusieurs pays membres ont salué le «Rapport sur l'état de l'Union» d'Oxfam qui analyse en détails les nombreuses décisions africaines restées en quelque sorte en berne. Nous espérons que cela va changer bientôt et que l'organisation continentale trouvera des solutions innovantes pour contraindre les Etats membres à appliquer ce qu'ils ont volontairement adopté.

Quels sont les pays ou régions d'Afrique qui doivent bénéficier d'un monitoring particulier pour relever leur niveau de bonne gouvernance?

Il y a certes des problèmes de gouvernance en Afrique, et le cas de la Côte d'Ivoire est là pour nous le rappeler. Mais à ce 16e sommet de l'Union africaine, l'unanimité s'est faite pour dire qu'il y a moins de guerres civiles et de troubles ou même des problèmes de gouvernance sur le continent qu'il y a dix ans. Certes, il y a encore les rebelles de la LRA en RDC; certes, il y a la Somalie et, dans une moindre mesure, les troubles en Afrique du Nord. Mais il y a aussi des progrès très encourageants.

Il ne faut cependant pas baisser la garde, car l'expérience nous a montré que les organisations de la société civile africaine, par leur dynamisme, restent le garant d'une société multipartite libre et plus juste. La bonne gouvernance reste encore fragile partout sur le continent et est loin d'être un fait culturel. Mais tout porte à croire qu'elle pourrait s'enraciner au fil des ans.

ABONNEMENT NOTRE AFRIK



1 AN
D'ABONNEMENT POUR

EUROPE
50 €
PRIX DE PORT INCLUS

RESTE DU MONDE
70 €
PRIX DE PORT INCLUS

BULLETIN D'ABONNEMENT

A retourner sous enveloppe affranchie à : Samori Media Connection - 11, Rue des colonies, 1000 Bruxelles - Belgique

Je désire m'abonner à **NOTRE AFRIK**

J'offre un abonnement à

1 an (12 numéros) pour 50 € tarif pour l'Europe

1 an (12 numéros) pour 70 € tarif pour le reste du monde

Ci-joint mon règlement à l'ordre de Samori Media Connection

Par chèque

Par virement bancaire sur le compte

Dexia IBAN : BE45 0688 9097 0689 - BIC : GKCCBEBB

Mme

Mlle

M.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Pays : _____

Tél. : _____ Fax : _____ Email : _____



A COMME... ASILE

Après la mort tragique d'un Nigérian rapatrié de force, Berne et Abuja expérimentent une nouvelle forme de coopération. Elle portera notamment sur la lutte contre le trafic d'êtres humains, le trafic de drogue et le renforcement des capacités des services d'immigration. De même, l'aide à l'identification des personnes et au retour, les programmes d'échange, la migration régulière, la prévention de la migration irrégulière ou encore la promotion des droits de l'homme seront pris en compte dans le projet. Un comité d'experts se réunira deux fois par an pour en assurer le suivi. En vertu de ce projet, 10 à 20 Nigériens bénéficieront d'un programme de formation qui se traduira notamment par des stages en entreprise. C'est la société Nestlé qui ouvre la voie à ce nouveau partenariat. Cinq étudiants, au bénéfice d'une bourse du gouvernement suisse, pourront suivre un programme de formation technique dans le centre d'Agbara, au Nigeria, indique un porte-parole de la multinationale. En 2010, le Nigeria a été une fois de plus le principal pays de provenance des demandeurs d'asile.

B COMME... BERLUSCONI

Les femmes italiennes refusent d'être des objets sexuels et réclament le droit au respect. C'est ce qu'il faut retenir de la marche qu'elles ont initiée le 13 février 2011 dans les villes italiennes. L'Italie se révolte ainsi contre les dérives sexuelles du président du Conseil, Silvio Berlusconi qui, à 74 ans, aurait eu des rapports sexuels avec une mineure d'origine marocaine. Les femmes italiennes se veulent émancipées, réclament le droit au respect et se sentent bafouées par leur président du Conseil qui ne les révèle, aux yeux du monde, que comme de simples objets sexuels. C'est pour cette raison qu'elles ont demandé sa démission. Mis en examen, le procès dit du «Rubygate», du surnom de la jeune marocaine, devrait s'ouvrir le 6 avril prochain à Milan.

C COMME... COTE D'IVOIRE

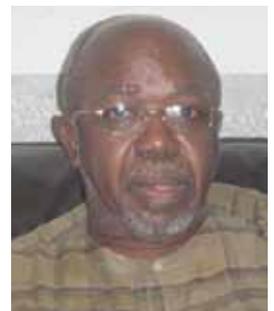
Des experts envoyés par le panel de chefs d'Etat africains chargés de dénouer la crise ivoirienne ont rencontré dans la capitale ivoirienne les camps des deux adversaires, Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo. Au terme de ces rencontres, les experts ont rédigé un rapport destiné aux cinq chefs d'Etats désignés fin janvier en marge du sommet de l'Union africaine. Le panel est présidé par le président mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz, et comprend aussi Idriss Deby (Tchad), Jacob Zuma (Afrique du Sud), Jakaya Kikwete (Tanzanie) et Blaise Compaoré (Burkina Faso). Les partisans de Laurent Gbagbo combattent la présence de ce dernier au sein du panel. Président du Burkina Faso, Blaise Compaoré a conduit une médiation entre le pouvoir de Laurent Gbagbo et la rébellion des Forces nouvelles de fin 2006 à 2010; mais il est considéré comme un adversaire pour avoir apporté sa caution au sommet extraordinaire de la CEDEAO, qui a demandé à Laurent Gbagbo, le 7 décembre 2010, de «quitter» le pouvoir. Le panel des chefs d'Etat se retrouvera le 20 février à Nouakchott avant de se rendre à Abidjan, où Blaise Compaoré était également annoncé.

D COMME... DEPART

11 février 2011. Cette date est à jamais gravée dans l'esprit des Egyptiens. C'est ce jour-là en effet qu'après moult tergiversations, Hosni Moubarak, qui a présidé aux destinées de l'Egypte pendant 30 ans, est contraint de quitter le pouvoir, sous la pression de la rue. Une vive clameur et des cris de joie ont salué l'annonce de la nouvelle par Omar Souleiman, vice-président, ami de toujours et fidèle du régime. Pourtant, la veille, le raïs avait encore dit sa détermination à conserver le pouvoir quitte à consentir quelques ajustements pour calmer la colère du peuple. Le 11 février 2011 marque donc le triomphe de la «révolution du Nil». Il revient désormais à l'armée de gérer la période transitoire et, déjà, elle doit faire face à une série de grèves. Les appels à la grève se multiplient dans le pays pour obtenir une revalorisation des salaires et de meilleures conditions de travail. Ce que le Conseil suprême des forces armées, au pouvoir en Egypte, critique. Dans le «Communiqué numéro 5» diffusé par la télévision publique, les militaires, qui dirigent le pays depuis la démission d'Hosni Moubarak, soulignent que «les nobles égyptiens voient que ces grèves, dans cette période délicate, produisent des résultats négatifs».

E COMME... ELIKIA

Le professeur Elikia M'Bokolo, écrivain, scénariste et historien congolais sera le parrain du 22e Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco) qui se tient du 26 février au 5 mars 2011 à Ouagadougou. Cette 22e édition sera placée sous le thème «Cinéma africain et marchés». A l'ouverture et à la clôture de ce grand regroupement où 18 films sont annoncés pour la compétition long métrage, le chanteur congolais (RDC) Fally Ipupa et le groupe togolais «Toofan» entretiendront le public.



Ainsi tourne notre monde...

De A comme Asile à Y comme Yemen, plongez au cœur de l'actualité mondiale de ces dernières semaines, d'une seule traite, en quelques brèves...

Coordonné par Dorine Ekwè

F COMME... FORUM

Du 6 au 11 février, Dakar, la capitale sénégalaise, a vibré au rythme du Forum social mondial qui a vu la participation de nombreuses personnalités au rang desquelles l'ancien président brésilien, Ignacio Lula da Silva. Si cette rencontre sociale a remis au goût du jour des sujets préoccupants tels la migration, les femmes, le changement climatique, la crise alimentaire, l'agriculture, la santé et la sécurité sociale, il a également réservé quelques surprises. La première est venue du président sénégalais, Abdoulaye Wade qui, au deuxième jour des travaux, a annoncé que son pays était désormais autosuffisant en matière alimentaire et notamment en riz, ce que contestent observateurs et experts. Par la suite, ce sont des bacheliers en attente d'orientation qui ont fait parler d'eux. Depuis des années en effet, et malgré la création de trois nouvelles universités, le Sénégal peine à orienter tous les nouveaux bacheliers. Entre 500 et 2 000 bacheliers seraient dans cette situation intenable. L'Afrique était le continent le mieux représenté à ce Forum social, avec 45 pays.



Le président Bouteflika

G COMME... GREVE

La Coordination nationale algérienne pour le changement et la démocratie (CNCND) a appelé la population à marcher le 12 février en dépit du refus des autorités algériennes d'autoriser cette marche. Depuis l'annonce faite par la Coordination, plusieurs parties sont montées au créneau pour soutenir cette démarche d'un côté, et pour s'y opposer de l'autre. Si l'appel de la CNCND a suscité un large soutien à l'étranger, où des marches synchronisées sont prévues à Paris et Marseille, en France, mais également au Canada, la situation est plutôt mitigée en Algérie. Profitant de cette division et malgré la marche, pas très courue, du 12 février dernier, le gouvernement algérien a affirmé, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, que l'Algérie ne suivra pas la voie de la Tunisie et de l'Egypte. Toutefois, Alger a annoncé la levée imminente de l'état d'urgence instauré dans le pays depuis 1992.

H COMME... HAINE

La star irlandaise de la pop, Bono, a été critiquée pour avoir approuvé une chanson qui comprend les paroles «Shoot the Boer». La chanson est au cœur d'une polémique qui oppose le leader de la ligue de la jeunesse de l'ANC, Julius Malema, à un groupe de pression pro Afrikaner, qui souhaite l'interdiction de ce texte prônant, selon lui, la haine raciale. Bono, le chanteur de U2, qui se trouvait alors à Johannesburg pour un concert, a déclaré que «Shoot the farmer» conservait toute sa place mais que ce type de texte ne devait pas être interprété dans n'importe quel contexte. Les commentaires sur les radios et sur internet sont allés bon train pour savoir si les propos de Bono constituaient un soutien à Julius Malema, le bouillant leader de la jeunesse du Congrès national africain (ANC) ou au contraire à Afriforum, un groupe de pression qui cherche à faire interdire la chanson, après avoir attaqué Malema devant la justice pour l'avoir chanté en public. Afriforum considère que dans la chanson, le terme «Boers» doit être pris au sens large et désigne à la fois les fermiers, les Blancs et les Afrikaners.

I COMME... IMPORTATIONS

Le Zimbabwe a annoncé une interdiction des importations de viande et de bétail en provenance de l'Afrique du Sud voisine, suite à une épidémie de fièvre de la Vallée du Rift. Le ministère de l'Agriculture a toutefois indiqué que cette interdiction était temporaire et serait levée dès que l'Afrique du Sud aurait contenu l'épizootie sévissant actuellement sur son territoire. Cette décision intervient un mois après des restrictions par le Zimbabwe sur la volaille sud-africaine. Ce après que les principales sociétés d'exportation sud-africaine ait été accusée d'avoir envoyé à l'étranger du poulet dont la date de consommation avait expiré. Pour ce qui est de la viande et du bétail, on se souvient que la fièvre de la Vallée du Rift affecte tant le bétail que les hommes et a été dépistée dans certaines parties de l'Afrique du Sud, en particulier les provinces du Cap oriental et occidental.



Le président Robert Mugabe

K COMME... KREMLIN

Dans l'affaire du jugement Khodorkovski, en Russie, un témoin pointe le Kremlin. L'attachée de presse de la Cour qui a condamné, en décembre dernier, l'ancien P-DG de Loukos à 14 ans de prison, a fait sensation le 14 février en affirmant, comme le disent les défenseurs de l'ex-magnat du pétrole et contradicteur du Kremlin, que le verdict avait été dicté par les autorités. Natalia Vassilieva a fait ces révélations dans un entretien au quotidien en ligne libéral gazeta.ru et à la chaîne privée Dojd. Le juge Danilkine, qui avait lu au pas de charge un jugement accusateur avant de condamner, le 30 décembre, Mikhaïl Khodorkovski et son associé, Platon Lebedev, à un total cumulé de 14 ans de prison à partir de leur arrestation en 2003, a aussitôt dénoncé une «diffamation» et menacé de porter plainte. Le Tribunal central de Moscou, accusé en substance par l'assistante judiciaire d'avoir orchestré les pressions dans une affaire «politique», et d'avoir imposé au juge un jugement rédigé en haut lieu, a dénoncé une «provocation».

M COMME... MIGRANTS

Rome s'inquiète d'un exode massif déclenché par la révolte qui a renversé le régime Zine El Abidine Ben Ali, en Tunisie. Quelque 5 000 clandestins ont débarqué sur l'île de Lampedusa, proche de la Sicile, pour la plupart venus chercher un emploi en Europe. Face à cette situation, la Tunisie a annoncé avoir déployé des soldats pour endiguer le flux de migrants clandestins tentant de gagner l'Italie. Le ministre italien de l'Intérieur, Roberto Maroni, a dit que l'afflux d'immigrants tunisiens constituait un «exode biblique» sans précédent. Il a précisé qu'il demanderait l'autorisation de la Tunisie pour qu'un contingent italien contribue à bloquer l'afflux. Une proposition que Tunis a rejetée. Toutefois, en Suisse, l'exode massif de Tunisiens vers le Nord préoccupe les autorités. Ces dernières ont déjà commencé à se préparer à un flot éventuel de réfugiés nord-africains, a indiqué la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga.



Abdourahmane Ghousmane, président de la Ceni

N COMME... NIGER

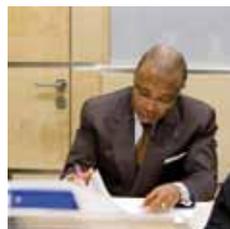
Le second tour de l'élection présidentielle du Niger aura lieu le 12 mars prochain. A cet effet, l'ex-Premier ministre Hama Amadou, arrivé troisième lors du premier tour, le 31 janvier, a décidé de soutenir l'opposant historique Mahamadou Issoufou. Un soutien de poids car, avec 19,8% des suffrages, Hama Amadou fait figure d'arbitre du second tour. Mahamadou Issoufou, candidat du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS) et opposant historique au président Mamadou Tandja renversé par un putsch en février 2010, est arrivé en tête avec 36,06% des voix. Il affrontera Seïni Oumarou, ex-Premier

O COMME... OUGANDA

Les élections présidentielle et législatives ont eu lieu le 18 février, en Ouganda. Face au président sortant, Yoweri Museveni (66 ans), sept candidats se sont présentés. Il s'agit de Kizza Besigye, Olara Otunnu, Norbert Mao, Bidandi Ssali, Beti Olive Kama, Samuel Lubega et Abed Bwanika. Le prochain président ougandais, élu pour cinq ans, disposera par ailleurs d'un nouveau levier de pouvoir, avec le début attendu de l'exploitation d'importantes réserves pétrolières du pays (estimées à 2,5 milliards de barils). La Commission électorale (EC) ougandaise a publié un registre provisoire des électeurs du pays montrant que plus de 13 millions d'Ougandais seront habilités à voter lors de ces élections générales.

P COMME... PROCES

Le procès de l'ancien président du Liberia, Charles Taylor, accusé de crimes de guerre et crimes contre l'humanité en Sierra Leone, a été reporté à une date ultérieure le 11 février dernier. Ledit procès qui se tient devant le Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL) à Leidschendam, près de La Haye, a été suspendu en attendant un arrêt de la chambre d'appel. Le TSSL aurait dû tenir sa dernière audience le 11 février, avant la mise en délibéré du jugement, attendu mi-2011, dans le procès pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité de Charles Taylor durant la guerre civile en Sierra Leone. Mais Courtenay Griffiths, l'avocat de M. Taylor, a été autorisé à interjeter appel de la décision des juges de ne pas accepter le dépôt du document final de la défense qu'il avait remis avec vingt jours de retard. Pour protester contre le refus des juges, l'avocat a refusé, le 8 février, d'assister au réquisitoire du procureur et de prononcer sa plaidoirie finale.



Charles Taylor

R COMME... RONALDO

L'attaquant brésilien a révélé le 14 février qu'il arrêterait sa carrière professionnelle à l'âge de 34 ans, et qu'il souffrait depuis plusieurs années d'hypothyroïdie, un problème découvert en Italie et à l'origine, selon lui, de ses problèmes de poids. Avec des mots tout simples, pour une trajectoire qui n'a jamais été rectiligne, de dribbles splendides en blessures graves, il a annoncé sa retraite. A 34 ans, Luis Nazario de Lima alias Ronaldo, classé meilleur buteur de l'histoire de la Coupe du monde, jouait ces derniers mois à un jeu qui n'était plus de son âge. «Je ne peux plus supporter de vouloir exécuter un geste en match et ne plus pouvoir l'accomplir tel que je le souhaiterais», a-t-il expliqué.

S COMME... SIDA

Le Fonds mondial de lutte contre le Sida, le paludisme et la tuberculose a indiqué, dans un communiqué publié le 4 février, qu'il prend une «série de mesures destinées à renforcer ses protections financières et à mieux lui permettre de déceler les cas de fraude et de malversation touchant ses subventions». Ainsi, le Fonds va augmenter le nombre d'employés chargés de la gestion financière et mettre sur pied un «groupe de haut niveau composé d'experts internationaux chargés d'examiner les systèmes mis en place et de veiller à ce que les mesures destinées à prévenir la fraude soient parmi les plus solides du monde». En décembre, le Fonds avait annoncé que 34 millions de dollars avaient été détournés dans quatre pays africains dont Djibouti, le Mali, la Mauritanie et la Zambie.

T COMME... TABAC

En Finlande, la vente ou le don de tabac à un mineur est désormais un délit criminel passible de six mois de prison. Le pays souhaite en effet venir à bout du tabac et, semble-t-il, le processus est sur la bonne voie. Le changement prévu sur cinq ans se passe si bien que les autorités finlandaises se félicitent de recevoir des demandes de conseils à ce sujet en provenance du monde entier. La révolution s'est mise en marche en octobre. Une série de nouvelles lois est entrée en vigueur, interdisant la possession de tabac pour les jeunes de moins de 18 ans et faisant de la vente ou du don de tabac à un mineur, un délit criminel passible de six mois de prison. Le plan quinquennal prévoit non pas d'interdire le tabac mais d'en rendre la vente et l'achat de plus en plus difficiles.

U COMME... USA

Les Etats-Unis relancent l'idée d'une taxe bancaire. Cette taxe viserait les banques dont l'actif consolidé dépasse les 50 milliards de dollars. Elle pourrait entrer en vigueur en décembre 2012. Cette idée refait surface alors qu'elle avait déjà fait l'objet d'un rejet par le congrès en juin 2010. Toutefois, l'administration Obama compte présenter un nouveau projet de loi en ce sens, baptisé «contribution pour la responsabilité de la crise financière». La taxe serait calculée sur une partie du passif des banques, qui serait frappée d'un taux unique «d'environ 0,075%». Selon le Trésor, elle entrerait en vigueur au 31 décembre 2012. Le gouvernement, qui risque à nouveau de se heurter au Congrès, attend de cette taxe qu'elle recouvre l'intégralité des fonds publics mobilisés dans le cadre du plan de sauvetage de la finance voté en octobre 2008.



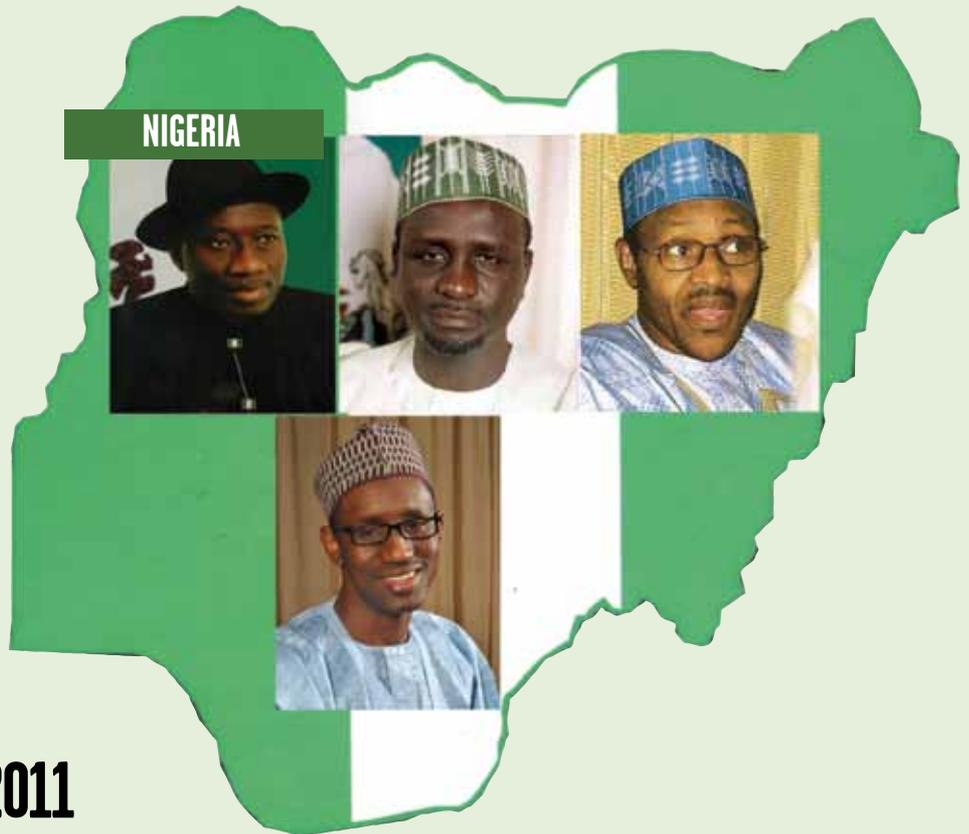
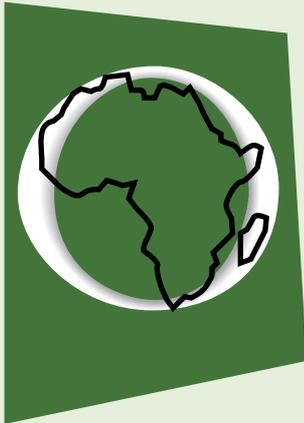
V COMME... VOTE

Les Sud-Soudanais ont voté à 98,83% en faveur de l'indépendance, selon les résultats définitifs du référendum. Ces résultats ouvrent ainsi la voie à la naissance, en juillet prochain, d'un nouvel Etat en Afrique. Les résultats, affichés sur des écrans lors d'une cérémonie à Khartoum, montrent que sur les 3 837 406 votes valides, seulement 44 888, soit 1,17%, étaient en faveur du maintien de l'unité avec le Nord. Cette annonce était une simple formalité puisque les résultats préliminaires complets publiés le 30 janvier avaient déjà indiqué que 98,83% des Sud-Soudanais avaient voté pour l'indépendance. Le référendum, qui s'est tenu du 9 au 15 janvier et dont la communauté internationale a salué la crédibilité, était un élément clé de l'accord de paix qui avait mis fin, en 2005, à plus de deux décennies de guerre civile meurtrière entre le Nord, principalement musulman et arabe, et le Sud, majoritairement chrétien et noir.

Y COMME... YEMEN

Après la Tunisie et l'Egypte, le Yemen est également entré dans le cycle des revendications sociales. Des heurts ont opposé le 14 février à Sanaa des milliers de manifestants réclamant la démission du président Ali Abdallah Saleh à des partisans du chef de l'Etat, armés de bâtons et de pierres. Human Rights Watch (HRW) a demandé aux autorités de ne pas employer les pistolets à impulsion électrique (Taser) pour disperser les manifestants. La situation économique et sociale est au cœur de cette agitation. Le Yémen, qui compte 24 millions d'habitants, est depuis longtemps frappé par la pauvreté et le chômage. Ces rassemblements constituaient la première manifestation publique significative de l'opposition réformatrice depuis un an.

POLITIQUE



Présidentielle 2011

Le Nord et le Sud à couteaux tirés

Près de 64 millions de Nigériens en âge de voter prendront d'assaut, le 9 avril 2011, les 120 000 bureaux de vote installés à travers le Nigeria pour élire le 15^e président de la République depuis l'indépendance du «géant de l'Afrique de l'Ouest», le 1^{er} octobre 1960. Sur la dizaine de candidats en lice, seuls quatre pèsent véritablement sur la scène politique, avec Goodluck Jonathan qui part avec les faveurs des pronostics...

De notre correspondant, Daouda Aliyou

LA JOIE ET L'EUPHORIE QUI ont suivi l'avènement de la démocratie au Nigeria en 1999, après 25 années de régimes militaires, ont fait place au désespoir. Et pour cause! Douze ans après, les Nigériens n'ont pas encore récolté les fruits de cette démocratisation. Le taux de pauvreté est passé de 45% en 1999 à plus de 70% en 2010, et celui de chômage a également pris l'ascenseur. Avec 150 millions d'habitants, le géant du continent ne produit que 3 000 mégawatts d'électricité par jour, forçant plusieurs compagnies à mettre la clé sous le paillason.

En somme, l'économie est au point mort. La corruption a atteint tous les secteurs de la vie socio-économique du sixième producteur mondial de l'or noir. Entre 1999 et 2010, près de 10 000 personnes ont été tuées dans des violences interreligieuses et communautaires. Autant de défis à relever par le prochain président de la Répu-

blique Fédérale du Nigeria, qui sera élu le 9 avril 2011.

Le quartet infernal

Les projecteurs sont d'ores et déjà braqués sur quatre candidats: Goodluck Jonathan du Parti démocratique du peuple (PDP au pouvoir), l'ancien chef d'Etat militaire Muhammadu Buhari du Parti pour un changement démocratique (CPC), l'ancien président de l'Agence de répression des crimes économiques et financiers, Nuhu Ribadu, et l'actuel gouverneur de l'Etat de Kano (Nord du Nigeria), Ibrahim Shekarau.

Le candidat du parti au pouvoir, le président sortant Goodluck Ebele Jonathan, chrétien du Sud, sera donc face à trois musulmans du Nord. Si l'on tient compte de la polémique suscitée par une règle non écrite qui prévaut au sein du parti au pouvoir, selon laquelle le Nord, à majorité musulmane, et le Sud, à

dominante chrétienne, doivent se succéder à la présidence tous les deux mandats, le prochain président devrait émerger du nord musulman. Le mandat présidentiel dure quatre ans, mais on se rappelle qu'Umaru Yar'Adua, élu en 2007, est mort le 5 mai 2010 et n'a donc pas achevé son premier mandat de quatre ans à la tête du pays. Aussi l'élite du Nord est-elle en train de remuer ciel et terre pour que s'applique la fameuse règle des «deux mandats successifs».

Les Haoussas, majoritairement musulmans (environ 80 millions de la population), voient donc d'un mauvais œil le fait qu'un candidat issu de la minorité, Goodluck Jonathan, de l'ethnie ijaw (14 millions d'habitants) de la région pétrolière du delta du Niger –qui termine, en vertu de la Constitution, le premier mandat de Yar'Adua- gouverne la majorité. Dans le même temps, les observateurs avertis de la politique nigérienne se demandent si le candidat du parti

au pouvoir dispose des atouts nécessaires pour mettre sous l'éteignoir le trio haoussa (Buhari, Ribadu, Shekarau) en qui une partie du Nord place sa confiance.

Le Nord à la croisée des chemins

Les élections primaires du parti au pouvoir, tenues le 13 janvier dernier et remportées haut la main par Goodluck Jonathan -qui a écrasé son challenger, l'ancien vice-président Atiku Abubakar avec 2736 voix contre 805- donnent cependant une bonne indication quant à l'issue de la prochaine élection présidentielle nigériane. En effet, le président sortant a confondu les bookmakers, non pas parce qu'il a remporté ces primaires, mais pour avoir marqué des points importants dans les Etats-clé du Nord, y compris dans le fief de son challenger, Adamawa, d'où est originaire Atiku Abubakar. Sur les 19 Etats que compte le Nord du Nigeria, Atiku Abubakar, candidat de consensus d'une partie de l'élite du Nord, n'a eu la confiance que de cinq Etats, perdant les 14 autres au profit du président sortant, qui a également obtenu un cent pour cent dans le Sud, sa région, ainsi qu'une victoire écrasante dans les autres parties du pays,

comme le Sud-ouest et le Centre.

En somme, cet originaire de la région pétrolière du delta du Niger a été plébiscité par les membres du PDP. Goodluck Jonathan a ainsi réussi à séduire les Nigériens, déterminés à tourner la page en barrant la route aux anciens soldats qui se «recyclent» pour revenir au pouvoir. Il serait donc difficile à Muhammadu Buhari de constituer un obstacle au président sortant, même si son parti -le Parti pour un changement démocratique- est en train de gagner en popularité dans le Nord du pays. De même, Nuhu Ribadu du principal parti de l'opposition, Action Congress of Nigeria et Ibrahim Shekarau du Parti de tout le peuple nigérian, qui sont à leur baptême de feu, sont également loin d'inquiéter le président sortant.

La déroute probable du parti au pouvoir

Cependant, si les pourparlers entre Action Congress of Nigeria (ACN) et Congress for Progressive Change (CPC) de Muhammadu Buhari aboutissent à la fusion souhaitée, cela pourrait ébranler le parti au pouvoir, qui traverse une crise interne. Sans doute, une bonne occasion pour l'opposition.

Si les jeux semblent être faits au niveau de la présidentielle, ce n'est pas le cas avec les législatives (le 2 avril) et l'élection des 36 gouverneurs de la Fédération (le 16 avril). Il est à rappeler que les élections générales d'avril permettront également de renouveler le parlement, soit les 360 membres de la chambre basse et 109 sénateurs, sans oublier les 36 gouverneurs de la Fédération. Mais, suite aux querelles internes et à la crise de leadership qui minent le parti au pouvoir, on a enregistré le départ massif de plusieurs membres influents vers d'autres partis de l'opposition. A cela s'ajoute la fraude sans précédent perpétrée par ce parti lors des élections de 2007 dominées par le PDP. Conséquence, l'annulation de l'élection de plusieurs élus du parti au pouvoir, et même des gouverneurs ont éjectés de leurs fauteuils entre 2008 et 2010.

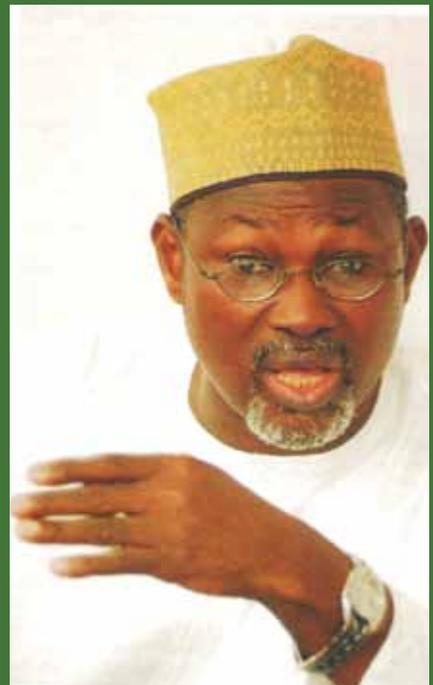
Ces facteurs joueront sans doute contre le PDP, qui n'a pas a priori les coudées franches pour réaliser les 80% obtenus en 2007. Contrairement aux élections précédentes dominées par le parti au pouvoir, celles de 2011 permettront sans doute d'enregistrer une présence accrue de l'opposition au parlement et de plusieurs gouverneurs de l'opposition. □

Vers une élection libre et transparente?

Déterminé à organiser des élections crédibles et transparentes, le président sortant, Goodluck Jonathan, a ordonné, en août 2010, le décaissement de près de 450 millions de dollars pour la commission électorale. Si le plafond de 70 millions d'électeurs visé par la commission n'a pas été atteint en raison de la défaillance des appareils biométriques utilisés à cet effet, quelques 50 millions de Nigériens se sont toutefois fait inscrire sur les listes électorales. Les Nigériens sont déterminés à user de leur vote pour tourner la page en barrant la route aux politiciens corrompus. La population est donc sortie massivement pour se faire enregistrer sur les listes. «J'ai insisté pour me faire inscrire sur la liste électorale parce que je veux mobiliser les jeunes pour rejeter les politiciens qui veulent se remplir les poches», affirme Kunle Olaniyekun, âgé de 85 ans.

Ce scrutin se déroulera sous une nouvelle loi électorale ratifiée en janvier dernier par le président Goodluck Jonathan. Cette loi limite les excès des politiciens en fixant le montant à dépenser par chaque candidat pendant la séduction électorale. Tout candidat qui incitera à la violence sera simplement écarté de la course et sera condamné à payer une amende. Pour la première fois dans l'histoire des élections au Nigeria, la biométrie sera utilisée dans les 120 000 bureaux de vote. L'inspecteur général de la police, Hafiz Ringim, a également mis en garde les partis politiques contre la violence. Il affirme qu'il n'hésitera pas à brandir le carton rouge.

Autre nouveauté, à chaque bureau de vote, les électeurs seront accrédités et se verront attribuer un numéro avant de passer au vote proprement dit. Le scrutin est à la majorité simple à un seul tour.



Attahiru Jega, président de la Commission électorale

Les quatre favoris en deux mots

MUHAMMADU BUHARI

L'intégrité comme cheval de bataille



Même ses ennemis reconnaissent qu'il est rigoureux et honnête. Il dispose de l'expérience requise pour venir au chevet d'un Nigeria malade. Il a en effet dirigé le pays entre 1983 et 1985 en tant que militaire. Pendant son règne, il avait fait preuve d'une discipline sans précédent et lutté contre la corruption sous toutes ses formes. Sous le régime de Feu Sani Abacha, il était en charge du Fonds spécial du pétrole où il s'était distingué par une gestion transparente. Ejecté du pouvoir suite à un coup d'Etat, en 1985, il a tenté de revenir en 2003 et 2007 sous la bannière du Parti de tout le peuple nigérian (ANPP). Mais il a chaque fois perdu, respectivement contre Olusegun Obasanjo et Feu Umaru Musa Yar'Adua. Il revient à la charge pour la troisième fois, cette fois-ci avec le Parti pour un changement démocratique (CPC). Mais son passé le rattrape

puisqu'on n'oublie pas qu'il avait emprisonné, pendant qu'il était aux affaires, plusieurs politiciens dont la majorité est morte en détention. Il avait également confisqué la liberté de la presse et fait emprisonner des journalistes.

NUHU RIBADU

«Monsieur mains propres»

Le porte-drapeau du principal parti de l'opposition, Action Congress of Nigeria (ACN), comptera sur sa jeunesse, son charme et la réputation d'avoir lutté d'une manière acharnée contre la corruption sous le régime d'Olusegun Obasanjo (1999-2007). Entre 2002 et 2007, cet avocat de formation a été le président de l'Agence nationale de répression des crimes économiques et financiers. Et il avait rendu la vie dure aux politiciens corrompus. Ce qui lui vaut l'admiration de la population. Certains observateurs estiment que si Goodluck Jonathan n'était pas dans la course, ce fils d'ancien ministre remporterait la présidentielle 2011 haut les mains.

Selon eux, c'est le médecin qu'il faut pour guérir la corruption qui mine le pays.

Cependant, deux facteurs militent contre lui. En 2006, Nuhu Ribadu a déclaré devant le sénat nigérian que l'ancien gouverneur de Lagos, Ahmed Bola Tinubu, était le politicien le plus corrompu du Nigeria. Contre toute attente, c'est ce «corrompu» qui est aujourd'hui son parrain. La population se méfie donc de cette «association» Tinubu-Ribadu. On dit même dans les coulisses qu'il n'aura plus son mordant d'antan s'il est élu. Par ailleurs, son parti n'est pas financièrement fort pour mener une bonne campagne électorale.



GOODLUCK EBELI JONATHAN

Le candidat du peuple



Depuis le début de sa carrière politique en 1998, Goodluck Ebeli Jonathan a gravi pas à pas les échelons du pouvoir. Vice-gouverneur puis gouverneur de Bayelsa, il a été vice-président et président par intérim avant d'être investi président après la mort de Yar'Adua, le 5 mai 2010. Ce qui fait de lui le grand favori de cette présidentielle puisqu'il contrôle tout: l'appareil de l'Etat, les finances et même la commission électorale. Goodluck Jonathan, 53 ans, est également le produit du parti qui domine présentement la scène politique au Nigeria.

De plus, il a le soutien de 16 formations politiques dans son odyssée pour la conquête du fauteuil présidentiel.

Au-delà de ces facteurs, cet originaire de la région pétrolière du delta du Niger comptera sur le calme et le sang-froid dont il fait souvent preuve en situation difficile. Et aussi sur son esprit de gagnant. Ainsi, pour mieux séduire le Nord, il a simplement indiqué qu'il poursuivra le programme de son prédécesseur. Bon nombre de Nigériens estiment qu'il ne pourra pas combattre la corruption qui mine le pays.

IBRAHIM SHEKARAU

Le défenseur des pauvres

Soutenu par 13 formations politiques, le candidat du Parti de tout le peuple nigérian (ANPP) et gouverneur de Kano est surnommé «L'homme du peuple» ou encore «Le défenseur des pauvres». En tant que gouverneur, il a essayé d'éradiquer la pauvreté à Kano. Il a même octroyé des bourses à plusieurs étudiants pour aller étudier à l'étranger. En huit ans, il a revalorisé l'agriculture à Kano avec des prêts et subventions d'engrais aux paysans. Pendant ses deux mandats comme gouverneur, il a su développer la région qui l'a vu naître, où il a fréquenté et où il a servi en tant que proviseur d'école. C'est la même ardeur et le même amour qu'il veut mettre au service de sa nation. En plus de sa détermination, c'est l'un des gouverneurs les plus honnêtes.

Malheureusement, il fait partie des onze gouverneurs du Nord qui ont adopté la loi islamique, la sharia, en 2000. Il sera difficile à Shekarau de faire l'unanimité dans un pays qui compte 55% de musulmans, 44% de chrétiens et 1% d'animistes.



Au rythme de la crise postélectorale Entre peurs et rumeurs

Le gaz butane est devenu une denrée rare et précieuse

Comment mener une vie normale dans un pays en proie à une crise postélectorale inédite? Comment faire des projets quand les menaces d'une intervention militaire sous-régionale ou d'une guerre civile rendent les lendemains incertains? L'exercice n'est pas aisé. Surtout lorsque les sanctions, les décrets, les appels à la grève générale et les réquisitions pleuvent pour rappeler aux insouciantes que le pays vit des temps improbables... et incertains.

*De notre correspondante,
Séthou Banhoro*

«**COMPTE TENU DE LA SITUATION** sociopolitique, la banque est ouverte de 8 heures à 15 heures», peut-on lire à l'entrée d'une grande banque située au Plateau, dans le centre des affaires d'Abidjan. Une disposition qui, loin d'être exceptionnelle, tend à être la règle. En effet, le fonctionnement de nombreux secteurs d'activité a subi des aménagements et réaménagements. Le couvre-feu, les appels à la désobéissance civile et les opérations «pays mort» ont grippé et désorganisé les activités. Les restaurants et maquis continuent de payer un lourd tribut à la crise. En effet, la nuit tombée, rares sont les personnes qui ont encore le cœur à faire la fête dehors. «Les choses peuvent se gêner à tout moment; alors autant être chez soi quand ça commencera».

Malgré la levée du couvre-feu instauré à la veille du second tour de l'élection présidentielle, à part quelques points chauds, les maquis, restaurants et autres lieux de rendez-vous font toujours grise mine. «Les clients ne se bousculent pas. Et les rares qui viennent commandent des plats à emporter. Le manque à gagner est énorme», indique K.B., employé dans un restaurant situé dans la commune de Cocody. Malheureusement, cette difficulté ne frappe pas que le secteur de la restauration et du divertissement. «Nous avons arrêté les gardes de nuit. Avec la situa-

tion, les gens hésitent à sortir quand les cas de maladie peuvent attendre le lendemain», dénonce un médecin dont le cabinet médical, situé dans la commune très peuplée d'Adjamé, ne désespère pas en temps normal.

La course aux provisions

Tout en priant pour une issue pacifique de la crise, la population se prépare néanmoins à faire face au pire. La ruée vers les produits de première nécessité, qui a débuté à l'approche du scrutin d'octobre 2010, n'a pas faibli. Riz, sucre, huile... Prudentes, les familles constituent des réserves. Et ce, malgré la flambée des prix sur les marchés. «C'est l'incertitude. Personne ne sait quand et comment nous allons sortir de cette crise», déplore Maria D., enseignante. «Nous sommes pris en otage par les deux camps au gré de leurs intérêts. On ignore ce qu'ils vont dénicher comme trouvaille pour se maintenir ou pour accéder au pouvoir. Il faut donc faire des provisions au cas où», renchérit A.L., fonctionnaire. Mais en dehors de ce qui est indispensable, les cordons des bourses sont devenus très sages. «Personne ne sait de quoi demain sera fait. Alors, il faut être prudent». Cette prudence s'est accrue avec la réquisition de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) par le camp Gbagbo et les consé-

quences que cette situation peut avoir sur le système bancaire ivoirien. La même prudence s'observe dans le comportement des populations. On se méfie de celui qui n'est pas du même bord politique que soi.

La peur de l'autre

Dans certains quartiers, la coexistence pacifique est mise à mal. «Des jeunes Ebrié désignent les maisons des Malinké. Après cette crise, je suis sûr qu'il y aura des règlements de compte», redoute I.K., un chauffeur de taxi. «Habillé d'un Tee-shirt de campagne, je me rendais au dernier meeting de mon candidat. J'ai salué mon voisin avec qui j'avais des relations courtoises; il ne m'a pas répondu. Croyant qu'il n'avait pas entendu, j'ai répété mes salutations, il n'a pas répondu. Depuis, nous ne nous parlons plus», lance Martin K. qui habite la commune de Treichville.

«De mon appartement, j'ai jeté un regard sur le meeting que les partisans d'un candidat ont animé dans mon quartier. J'ai été écœuré et révolté par le discours de certains jeunes du quartier. Que ceux que j'y ai repérés ne viennent pas un jour me demander un quelconque service!», s'exclame un habitant de Cocody pourtant réputé dans son quartier pour sa générosité.

«Dans sa colère, une amie de longue date a dévoilé toute la haine qu'elle a contre mon groupe ethnique. Je lui ai dit que le jour où son groupe décidera de nous anéantir, elle pourrait commencer par moi. Réalisant qu'elle était allée trop fort, mon amie m'a présenté ses excuses. Mais quelle que soit l'issue de cette crise, notre amitié ne sera plus comme par le passé», jure M.L.S., assistante sociale.

En attendant le bonheur promis aux popu-



Une rue déserte pendant des manifestations à Treichville

lations, les hommes politiques ivoiriens ont réussi, pour l'heure, à les remplir d'animosité et, parfois, à les dresser les uns contre les autres.

Si les lendemains de l'élection présidentielle ont posé des préoccupations sécuritaires et sociales, ce sont des appréhensions d'ordre économique qui s'y ajoutent aujourd'hui. On se souvient qu'au début de la crise, le patronat ivoirien a prévenu qu'elle aurait des effets incalculables si elle persistait jusqu'au 15 décembre 2010. Trois mois après cette date-repère, la crise est toujours là. Mieux, elle s'est corsée dans son volet économique. Ses effets aussi.

«Avec le couvre-feu, les appels à la grève générale, on a travaillé 15 jours sur 30 dans notre entreprise. La direction a mis une partie du personnel en chômage technique. Ces derniers mois, les salaires sont payés difficilement. Alors évidemment, on s'inquiète pour l'avenir», explique Karamoko Bamba. Pour sa part, Ruth S., commerciale dans une société de distribution, est aussi très inquiète. «Rien ne marche. Les produits ne sortent plus. Chaque jour, c'est avec la peur au ventre que nous nous rendons au travail. Le patron, qui a des affaires dans d'autres pays, peut décider d'aller ailleurs, nous laissant sur le carreau», appréhende cette mère de deux enfants.

Siaka Ouattara, gérant d'une PME, est très

amer: «Les entrepreneurs sont en train de perdre de nombreuses opportunités. Cette crise rendra certains d'entre nous pauvres pour le reste de leur vie.»

Les rumeurs

Dans cette atmosphère stressante, les rumeurs pullulent. Chaque jour, on se file et se refilé les derniers «sons» (des informations supposées secrètes, NDLR). Tout y passe. Les plus saugrenues étant les décès et les obsèques de personnes du camp ennemi. Dans cette quête de l'information, les rangs des titrologues (Individus qui se contentent de lire seulement les manchettes des journaux, NDLR) ne cessent de grossir devant les kiosques. Ici, alors que la propagande bat son plein, les publications s'efforcent d'entretenir le moral de leurs partisans. «Dis-moi quel journal tu lis et je te dirai de quel camp tu es», en somme! Du coup, dans certaines communes, il n'est pas rare de voir des lecteurs acheter un journal et le dissimuler sous leurs vêtements pour éviter d'être catalogué et pris pour cible par le camp adverse.

Ainsi se lèvent et se couchent les jours en Côte d'Ivoire. Et la population, comme embarquée sur un vol avec deux commandants de bord qui se menacent mutuellement de mort, remet son sort entre les mains de Dieu. Les guides religieux œuvrent, dans des actions œcuméniques, à ne pas ajouter une dimension religieuse à la crise. Des jours de prières et de jeûne sont souvent décrétés. Ce regain de spiritualité est perceptible dans la ville d'Abidjan. Des messages défilent ainsi sur les grandes artères, sur des affiches géantes aux couleurs de la Côte d'Ivoire: «Eternel Dieu de paix et de miséricorde, instaure ta paix en Côte d'Ivoire», «Heureuse la nation dont l'Eternel est Dieu, heureux le peuple qu'il choisit pour son héritage», «Sois sans crainte, tu ne seras pas dans la confusion», «Celui qui aime son frère, demeure dans la lumière»...

Les démons de la guerre qui, depuis le second tour de la présidentielle, ont entamé leur danse macabre entendent-ils seulement ces messages? □





Entre rupture et continuité

Le duel Issoufou-Oumarou

Les Nigériens sont appelés à choisir, le 12 mars prochain, entre la rupture d'avec le «tazartché» et la continuité. En effet, le premier tour de l'élection présidentielle, qui a eu lieu le 31 janvier dernier, a désigné Mahamadou Issoufou, candidat du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-Tarayya) et Seïni Oumarou, candidat du Mouvement national pour la société de développement (MNSD-Nassara), pour le duel du second tour...

*De notre correspondant, Lamine Souleymane
Avec SMT*

LA TRANSITION MILITAIRE

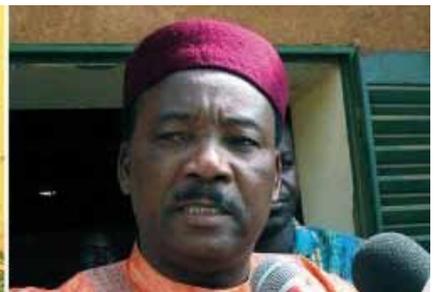
inaugurée au Niger depuis le 18 février 2010, suite au renversement du président Mamadou Tandja, coupable d'avoir bafoué les institutions de la République pour se maintenir au pouvoir, tire à sa fin. Après le référendum constitutionnel tenu le 31 octobre 2010, les élections locales des 11 et 12 janvier et le double scrutin du 31 janvier 2011 (présidentielle et législatives), les Nigériens seront à nouveau appelés aux urnes le 12 mars prochain, pour choisir celui qui présidera aux destinées de leur pays pour les quatre prochaines années.

Et c'est désormais un choix entre la rupture et la continuité qui s'impose aux Nigériens. Arrivé en tête avec 1 217 527 des voix, soit 36,06% des suffrages exprimés valables, Mahamadou Issoufou, président du PNDS-Tarayya, se présente incontestablement comme le candidat de la rupture. Ancien Premier ministre (1993-1994) et ancien président de l'Assemblée nationale (1995-1996) de son pays, Mahamadou Issoufou, dont c'est la cinquième participation à l'élection présidentielle, a l'avantage de disputer la magistrature suprême avec Seïni Oumarou, le candidat du MNSD-Nassara, le parti de l'ancien président déchu, Mamadou Tandja. Les dérivés de ce dernier à la tête du Niger à la fin de son mandat peuvent plaider pour le choix de la rupture que semble incarner le leader du PNDS.

Au-delà de cette donne politique non négligeable, Mahamadou Issoufou a su nouer des alliances intéressantes dans l'entre deux tours. D'abord, celle de poids, de Hama Amadou, arrivé en troisième



Seïni Oumarou



Mahamadou Issoufou

position à l'issue du premier tour, avec 19,82% des voix. «Le PNDS fait partie de nos partenaires dans le combat pour la restauration de la démocratie. Nous voulons pour ce pays un responsable capable de respecter la Constitution et les règles de la démocratie», a notamment indiqué le «faiseur de roi» du moment, comme pour bien sceller le pacte de la rupture d'avec l'histoire récente du pays.

Ensuite, on compte également Cheiffou Amadou (4,07% des voix), Amadou Boubacar Cissé (1,61%) et Moussa Moumouni Djermakoye (3,95%) au nombre des soutiens de Mahamadou Issoufou pour le second tour.

Le PNDS en pôle position

Mathématiquement et politiquement donc, le candidat du PNDS, «opposant historique» qui accède pour la troisième fois au second tour de cette élection, a les faveurs des pronostics. Considéré comme un «homme de parole» et un gestionnaire rigoureux des affaires publiques, il a promis d'investir 6 000 milliards de

francs CFA durant son premier mandat de quatre ans s'il venait à être élu président, notamment dans la réalisation des infrastructures routières, l'agriculture et surtout dans le développement des infrastructures sociales.

Pour autant, le match ne sera véritablement plié que dans les urnes. En se hissant au second tour malgré l'épisode «tazartché», Seïni Oumarou, le candidat du MNSD, montre bien qu'il a des ressorts pour faire la différence. Ancien ministre (Commerce de 1999 à 2004; Equipement de 2004 à 2007) puis Premier ministre, il s'inscrit dans une ligne de continuité des chantiers initiés par Mamadou Tandja, notamment le développement du secteur rural et des activités industrielles. Et pour sa toute première participation à une élection présidentielle, il est loin d'avoir fait piètre figure, si l'on considère le contexte dans lequel s'est enclenchée cette énième transition militaire au Niger.

Le duel Issoufou-Oumarou promet donc d'être enlevé et ouvert, une bataille au sommet entre rupture proclamée et continuité engagée... □

CONGO

Fonction publique

Quand l'Etat traque les fonctionnaires indéliçats

Le gouvernement congolais a entrepris, depuis août 2010, de mettre de l'ordre dans la Fonction publique en traquant les agents indéliçats. Ces derniers usent de tous les stratagèmes pour se faire de l'argent sur le dos de l'administration, alourdissant ainsi au fil des mois le budget de l'Etat. Le contrôle physique qui a cours depuis dans les différents établissements bancaires a révélé bien des surprises...

De notre correspondant, Christian Tsoumou

DÉCLENCHÉE IL Y A QUELQUES mois par le ministère congolais des Finances, l'opération de contrôle des salaires des agents de l'Etat vise essentiellement la maîtrise de la masse salariale, en vue de l'assainissement des finances publiques. Ainsi, avant de percevoir son salaire, le fonctionnaire, civil ou militaire, est tenu de présenter



Gilbert Ondongo,
ministre congolais des Finances

ses pièces administratives à une équipe de contrôleurs des régies financières qui en vérifient l'authenticité. Il s'agit, entre autres, d'une pièce d'identité nationale, d'une attestation de présence au poste et d'un bulletin de solde.

A ce jour, l'opération, menée minutieusement par le ministre des Finances, Gilbert Ondongo, a permis le démantèlement de réseaux mafieux. «La fraude est d'une grande ampleur», a-t-il révélé à l'Assemblée nationale, à la faveur d'une séance de questions orales et de débat avec le gouvernement. On a ainsi découvert, en regardant le fichier, qu'un fonctionnaire peut percevoir 40 salaires à lui tout seul, sur différents comptes avec différents noms! Des stratagèmes qui permettent à certains fonctionnaires de toucher jusqu'à... 10 à 15 millions de francs CFA! Et des agents de la force publique (Armée, police, gendarmerie) perçoivent des salaires de colonel, d'ambassadeur, dépassant le million de francs CFA par mois.

Encouragement

Au total, sur plus de 30 000 fonctionnaires contrôlés, 5 000 restent «introuvables». «Sur certains salaires, les bénéficiaires n'ont pas de visage», a-t-on constaté. En fait, ce sont des fraudeurs qui ne se présentent plus aux guichets des banques pour percevoir leurs «sa-

laire», de peur d'être pris la main dans le sac, comme cela a été le cas pour bon nombre d'entre eux, écroués en Maison d'arrêt.

«Alors qu'en août 2010, au début du contrôle, la masse salariale mandatée et payée aux 30 730 agents (contrôlés) était de 3,420 milliards de francs CFA, elle n'était plus que de 2,600 milliards de nos francs en octobre 2010, générant un gain inattendu de 800 millions de francs CFA pour les caisses de l'Etat», constate le gouvernement. A en croire Gilbert Ondongo, au terme de cette traque, des économies de un à trois milliards de francs CFA seront réalisées par mois. Ce qui représente une économie annuelle minimale de 12 milliards de francs CFA, 18 à 24 milliards de francs dans une estimation moyenne et 36 milliards de francs CFA pour la prévision la plus optimiste.

Cette opération de contrôle des agents de l'Etat est bien accueillie par les Congolais. Ces derniers encouragent vivement l'action du ministre Ondongo qui, pour la première fois dans le pays, a réussi à mettre à nu ces réseaux de fraude. Aussi, le contrôle se poursuit-il cette année. A cet effet, le chef de l'Etat a instruit chacun des ministres afin qu'il mette «bon ordre dans son administration et un terme définitif à ce grave fléau de la falsification des positions administratives et de l'usurpation d'avantages financiers». □

GUINÉE ÉQUATORIALE

Pétrole et démocratie

A quand la rime?

Si la Guinée Equatoriale est en plein essor économique, sa population ne bénéficie pas encore véritablement, et de manière équitable, des retombées du pétrole et du gaz. Entre la manne pétrolière, dont l'exploitation a débuté en 1992, et la promotion de la démocratie et des droits humains, il y a comme un hiatus qu'il est urgent de corriger, alors que le président Teodoro Obiang Nguema vient d'être porté à la tête de l'Union africaine...

*De notre correspondant,
Antoine Lawson*



L'ancien port de Malabo

LA RENCONTRE AFRICAINE pour la défense des droits de l'Homme (Raddho) avait exprimé dans un communiqué à Addis-Abeba, en Ethiopie, «sa profonde indignation» suite à la désignation du président équato-guinéen comme président en exercice de l'Union africaine (UA) pour une année. L'ONG de défense des droits de l'Homme estime en effet que cette désignation ternit l'image de l'Afrique et «décrédibilise le débat projeté par l'Union africaine sur les valeurs démocratiques». Pour la Raddho, «la situation des droits humains en Guinée Equatoriale est caractérisée par les tortures systématiques contre les opposants politiques, les violations des libertés fondamentales avec une opposition muselée, l'absence d'une presse indépendante, l'inexistence de la société civile». Le plus préoccupant, déplore encore l'ONG dont le siège est à Dakar, au Sénégal, «c'est l'existence d'une corruption qui gangrène une classe politique profitant des revenus pétroliers alors que la population croupit dans la misère».

Un prix qui indispose

Ce n'est pas la première fois que le président équato-guinéen est pris à partie pour les manquements de son régime notamment dans le domaine de la démocratie et des droits humains. Après une vive polémique, les membres du Conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco)

avaient en effet décidé de suspendre le Prix international «Unesco-Obiang Nguema Mbasogo pour la recherche en sciences de la vie», en attendant qu'«un consensus soit trouvé».

Doté d'un montant de trois millions de dollars et initié par l'actuel président de la Guinée Equatoriale, ce prix a été mis en place par l'Unesco et financé par la «Fondation Obiang Nguema Mbasogo». Il est destiné à récompenser les projets et les activités d'une ou de plusieurs personnes, d'institutions, d'autres entités ou d'Organisations non-gouvernementales en faveur de la recherche, contribuant à améliorer la qualité de la vie des êtres humains.

Si la création de ce prix a reçu un fort soutien des pays africains, plusieurs associations et organisations de droits de l'Homme se sont élevées contre son institution, estimant qu'il est l'œuvre d'un chef d'Etat «largement soupçonné de corruption et d'atteintes aux libertés». Pour ces organisations, ces «trois millions de dollars pourraient servir à améliorer la qualité de la vie en Guinée équatoriale», pays que la plupart des indicateurs socioéconomiques classent parmi les derniers au plan mondial.

Fondateur du Parti démocratique de Guinée Equatoriale (PDGE), Teodoro Obiang Nguema est au pouvoir depuis 1979, après qu'il eut renversé son oncle, Francisco Macias Nguema, premier président depuis l'accession du pays à l'indépendance, en 1968. La famille présidentielle, aux commandes de nombreux rouages de l'Etat,

mène grande vie depuis la découverte par les firmes américaines des champs pétroliers. Avec son pétrole, la Guinée Equatoriale dispose d'un atout majeur pour son développement.

Mais le régime a du mal à adopter la démocratie et a toujours traîné une réputation de dictature tropicale. La marche vers la démocratie reste encore longue. Et même si la découverte de plusieurs gisements de pétrole augure d'une nouvelle ère de prospérité dont devraient jouir les populations, seulement 10% d'entre elles bénéficient actuellement de cette manne. «Les droits de l'Homme sont respectés. Il doit y avoir de l'excès dans les accusations (...). La presse est libre et il n'y a pas de restrictions», avait réagi le président Teodoro Obiang Nguema, accusé de pratiquer la torture. Le département d'Etat américain avait alors déclaré que la presse est sévèrement réprimée en Guinée Equatoriale.

D'immenses ressources pétrolières et gazières

Avant que le champ gazier d'Alba et le champ pétrolier de Zafiro ne viennent booster l'économie de la Guinée Equatoriale, ce petit pays d'Afrique centrale

était considéré comme l'un des plus pauvres de l'Afrique au Sud du Sahara. A ce jour, le pays tire plus de 90% de ses recettes de l'exploitation d'hydrocarbures mais l'essentiel de sa population continue de vivre dans la pauvreté. Avec plus de 400 000 barils par jour, la Guinée équatoriale est le troisième producteur de pétrole en Afrique subsaharienne (après le Nigeria et l'Angola) et dispose de réserves gazières estimées à 40 milliards de mètres cubes.

Tout en appelant, dans son discours de fin d'année 2010, à la diversification de l'économie à travers «la promotion de l'agriculture, de l'élevage, du tourisme, de la pisciculture, du commerce», le président Teodoro Obiang Nguema avait également évoqué la lutte contre la corruption et des poursuites contre les auteurs de malversations. L'opposition estime toutefois que les revenus pétroliers sont illégalement utilisés par des responsables du régime. Dans son rapport 2009, l'ONG Transparency International – qui avait déposé, fin 2008, une plainte contre Obiang Nguema sur les conditions d'acquisition d'un important patrimoine immobilier en France – classe la Guinée Equatoriale à la 168e place sur 180 pays en matière de corruption.

Loin de ces tribulations, la Guinée Equatoriale et la compagnie américaine Noble Energy vont investir 1,65 milliard de dollars dans le champ de gaz Alen, situé en mer, près de l'île de Bioko. «La première production d'Alen devrait commencer fin 2012 avec 37 500 barils de gaz», affirment le gouvernement équato-guinéen et Noble Energy. Troisième producteur de pétrole subsaharien, la Guinée produit déjà notamment «un million de tonnes de méthanol par an, 8 000 barils de butane/jour et 14 000 barils de propane/jour».

Bien que les autorités aient manifesté leur volonté de relancer la culture du cacao et la pratique de la pêche, les efforts restent surtout orientés vers le pétrole qui rapporte beaucoup de devises au pays. La Guinée Equatoriale ambitionne ainsi de jouer un rôle de premier plan en Afrique centrale grâce à son pétrole. Mais sans l'adhésion des populations qui aspirent à un mieux-être social, le pays pourrait connaître une nouvelle instabilité, orchestrée par les opposants en exil. □

Le commandement de l'UA à Obiang Nguema

Il est à la tête de la Guinée équatoriale, l'un des pays les plus riches du continent, regorgeant de pétrole et de gaz naturel. Il est l'un des dirigeants africains pouvant se targuer d'une longévité exceptionnelle au pouvoir, fort de ses 30 années de règne.



Il est aussi le premier président d'un pays hispanophone à prendre, depuis le dimanche 30 janvier 2011 à Addis-Abeba en terre éthiopienne, les rênes de l'Union africaine, succédant ainsi au Malawite Bingu wa Mutharika.

La désignation de Teodoro Obiang Nguema Mbasogo pour présider pendant un an aux destinées de l'institution panafricaine est donc historique. Elle constitue un événement, surtout en ce sens que l'homme est de plus en plus la cible d'attaques en règle d'organisations et de mouvements de défense des droits humains. Cependant, si d'aucuns le considèrent comme un pestiféré, d'autres sont optimistes sur les mutations démocratiques, certes à doses homéopathiques, que le chef de l'Etat équato-guinéen impulse à son pays. «Les concepts de démocratie, de droits de l'homme, de bonne gouvernance, ne sont pas des thèmes nouveaux pour l'Afrique. Mais il convient de les adapter à la culture africaine», a soutenu Obiang Nguema, au moment du passage de témoin entre Mutharika et lui.

Né le 5 juin 1942, Teodoro Obiang Nguema est non seulement attendu au plan national par ses compatriotes qui voudraient également jouir des dividendes de l'or noir et du gaz naturel, mais aussi sur les nombreuses crises qui secouent actuellement le continent africain, notamment la Côte d'Ivoire. Sans compter les mutations sociopolitiques en cours sur le continent, en cette année où plusieurs rendez-vous électoraux figurent sur l'agenda politique...

Morin Yamongbè



Tête du puits d'un champ à gaz

EGYPTE

Après la révolution

Les différents scénarii du changement

De Tunis au Caire, le mot démocratie est sur toutes les lèvres. Toutefois, le départ d'un tyran n'entraîne pas de facto la mise en place d'un régime démocratique. Sur les rives du Nil, l'opposition politique est disparate, désorganisée. De l'armée aux Frères Musulmans, tour d'horizon des pistes possibles pour le futur égyptien.

Par Damien Roulette

C'EST DONC FINI!

Hosni Moubarak a quitté son poste de président de la République d'Égypte le vendredi 11 février 2011; la place Tahrir a explosé de joie! Avec la population égyptienne, ce sont des milliers de personnes à travers le monde arabe, de Tunis à Amman, qui sont descendues dans les rues pour partager ce moment historique. Mais après cette liesse toute légitime, l'Égypte doit résolument se tourner vers le futur -un futur encore bien nébuleux- afin de matérialiser le changement tant réclamé.

Dans son ouvrage «Égypte - L'envers du décor», Sophie Pommier explique ainsi que «le passage de témoin devrait s'effectuer sans heurt en Égypte, quels que soient les circonstances de la transition et le nom du dauphin». Or, l'on sait désormais que Gamal Moubarak, le fils du raïs déchu, ne revêtra pas le costume présidentiel. Le scénario attendu n'aura pas lieu. Mais, une fois encore, qui aurait pu prédire à l'aube de l'an 2011, qu'en moins d'un mois, deux autocrates quitteraient un poste qu'ils se voyaient conserver à vie?

Désormais, divers scénarii sont évoqués à l'envi.

I - L'ÉQUATION DE L'ARMÉE

Dès les premières minutes qui ont suivi l'annonce du départ de Moubarak, l'armée a dit se porter garante d'élections libres et transparentes et qu'elle veillerait à une transition vers une société démocratique. Sans indiquer quels seraient ses interlocuteurs, les dépositaires du pouvoir militaire ont promis



La Place Tahrir au plus fort de la manifestation

que le prochain gouvernement serait de représentation civile. Depuis le départ du raïs, c'est donc le Conseil suprême des forces armées qui a pris le pouvoir. Exit Omar Souleïman, chef des services de renseignement, nommé vice-président à peine quelques jours plus tôt. Peu apprécié des Égyptiens, l'allié de Moubarak était le candidat de Tel-Aviv pour le changement; pour Washington, il représenterait également une solution adéquate au regard de son rôle primordial dans les relations de l'Égypte avec Israël, l'Iran ou encore le Soudan.

Place au maréchal **Mohammed Hussein Tantawi** qui prend, transitoirement (?), les rênes du pays des Pharaons. Celui que les câbles diplomatiques révélés par WikiLeaks ont baptisé «le caniche de Moubarak» est le ministre de la Défense.

Pro-Moubarak, il ne devrait pas incarner le changement exigé par la rue égyptienne. Mais l'armée est un pilier incontournable du pouvoir égyptien puisqu'elle détient le poste présidentiel depuis 1952 (Nasser, Sadate et Moubarak avaient fait leurs classes au sein des forces militaires). Dès lors, est-elle prête à abandonner la maîtrise du pouvoir exécutif, voire du pouvoir économique?

L'armée contrôle un vaste réseau d'entreprises dans divers domaines: construction, eau, hôtellerie, commerce, ciment, huile d'olive... Au-delà de l'armée, c'est également l'influence américaine qui est en jeu. Les États-Unis financent les Forces armées égyptiennes à coups de milliards de dollars (On avance le chiffre de 36 milliards de dollars dépensé par les USA tout au long du règne de Moubarak). Washington peut-elle laisser mettre en péril le fragile équilibre régional basé sur les accords



de Camp David pour l'instauration d'une démocratie dont ils n'ont jamais vraiment voulu depuis 1952?

Le pouvoir doit donc retourner aux civils. Mais qui pour les représenter alors que l'opposition politique a été poursuivie et mise hors-la-loi par Hosni Moubarak?

2- LE POSITIONNEMENT DES FRÈRES MUSULMANS

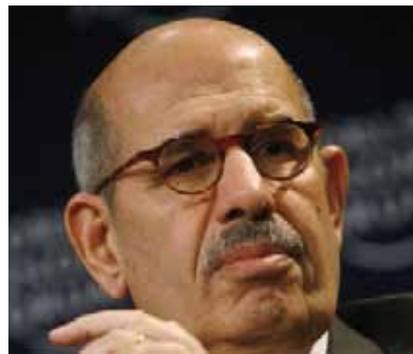
Les Frères Musulmans sont le cauchemar d'Israël et des Etats-Unis. Une deuxième République islamique, après celle d'Iran, ne serait pas la bienvenue dans la stratégie étasunienne. Un risque à tempérer car, même s'ils constituent le premier groupe d'opposition politique, il est difficile de cerner l'ampleur de leur influence nationale. Crédités de 25% lors des élections de 2005, ils gèrent un vaste réseau d'aide sociale (écoles, hôpitaux, œuvres caritatives) qui leur vaut les faveurs populaires. Il serait impensable que le prochain gouvernement se passe d'eux. Mais au lendemain du départ du raïs, les Frères Musul-

mans ont réitéré leur désintérêt pour le poste présidentiel.

Deux questions subsistent cependant: les Frères Musulmans peuvent-ils exister autrement que comme un groupe d'opposition? Et deuxièmement, les dissensions internes entre nouvelle et ancienne génération sur l'importance à accorder à l'Islam politique vont-elles laisser place à une union pour la bonne gouvernance?

3- LE MYSTÈRE BARADEI

Propulsé porte-parole de l'opposition durant les manifestations anti-Moubarak, **Mohamed El-Baradei** reste à l'heure actuelle un mystère. Revenu au pays il y a un an, le prix Nobel de la paix 2005 a fait l'amère expérience de la dure réalité politique égyptienne (interdiction pour lui de créer un QG, de lever des fonds ou encore de s'exprimer en public). Après 30 ans d'absence sur la scène nationale, il est méconnu d'une frange importante de la population. Peut-il peser significativement sur la politique égyptienne? Il est diffi-



cile de trancher cette question en l'état actuel des choses. Toutefois, Mohamed El-Baradei dispose de plusieurs cordes à son arc: il a une compétence reconnue sur le plan mondial, n'appartient à aucun groupe confessionnel et n'est pas le produit d'une puissance étrangère.

4- LE CAS AYMAN NOUR



Autre nom à considérer pour ce renouveau politique, celui d'**Ayman Nour**, le fondateur de l'Organisation égyptienne des droits de l'homme. En 2004, il fonda le parti Hizb al-Ghad (Le parti de demain), parti libéral laïc. Un an plus tard, il terminait deuxième de l'élection présidentielle, crédité de 13% des voix selon les observateurs indépendants. A la suite de cette élection, il sera emprisonné pour fraudes et falsifications et frappé d'inéligibilité. Désormais libre pour raisons de santé, l'avocat Ayman Nour devrait jouer de sa popularité pour composer un parti capable de viser la majorité gouvernementale. A 46 ans, il est sans doute encore trop jeune pour la fonction présidentielle.

5- CHEMIN BALISE POUR AMR MOUSSA?

Enfin un autre revenant est à prendre en compte: Amr Moussa, ancien ministre des Affaires étrangères et secrétaire général de la Ligue arabe depuis 2001. Il a d'ores et déjà annoncé qu'il quitterait la Ligue arabe pour revenir au Caire afin de jouer un rôle dans la transition politique. Une nouvelle fois, sa popularité est inconnue. Toutefois, à 74 ans, sa carrière politique n'est plus devant lui mais ses diatribes contre les politiques israélienne et américaine dans la région lui confèrent une popularité bien supérieure à celle de Mohamed El-Baradei. Certains analystes font de lui le successeur désigné d'Hosni Moubarak. □

L'effet domino?

A défaut d'un véritable effet domino, on peut d'ores et déjà parler d'une contagion de la révolte. Si bien que certains qualifient l'époque de Printemps arabe.

En Algérie, une marche encadrée par la Coordination nationale pour la démocratie et le changement (CNDC) avait lieu le 12 février. L'important dispositif de sécurité aura eu raison des manifestants. Abdelaziz Bouteflika a toutefois demandé que les prix des produits de base soient baissés.

Idem en Lybie et au Maroc. Au Maroc justement, le cousin du roi, le prince Hicham, a, dans un entretien au quotidien espagnol El Pais, estimé que son pays ne ferait pas exception à la vague de protestations.

Le président yéménite Ali Abdullah Saleh a, de son côté, promis qu'il ne se représenterait pas au terme de son mandat (2013), précisant également que son fils ne serait pas candidat.

En Jordanie, le roi Abdullah II a changé de Premier ministre, un mois à peine après l'entrée en fonction du précédent.

DR

ALGERIE

Situation des femmes

Haro sur toutes les formes de violences

Initiée par la Direction Femmes, genre et développement de l'Union africaine (UA), la Décennie de la femme africaine (2010-2020) vise la promotion et l'insertion des femmes dans les domaines social, politique, économique et culturel. La Journée internationale de la femme, célébrée le 8 mars de chaque année sous l'égide des Nations unies n'en aura donc que plus de sens cette année. Surtout en Algérie où le phénomène des violences à l'égard des femmes est en pleine recrudescence...

Par Mohamed Arezki Himeur



Les femmes sont toujours très exposées aux violences...

CE N'EST UN SECRET POUR personne, les violences à l'égard des femmes ont pris des proportions inquiétantes, dramatiques, touchant toutes les catégories sociales. Les chiffres varient entre 8 000 et 10 000 cas connus et recensés par an. Aussi, pour permettre à tous de dénoncer «toutes les formes de violences à l'égard des femmes», le ministère algérien en charge de la Famille et de la Condition féminine a-t-il décidé de mettre en place, dès cette année, un «numéro vert», opérationnel 24 heures sur 24. Cette structure d'écoute en faveur des femmes victimes d'actes de violences sera animée par une équipe pluridisciplinaire, comprenant entre autres des psychologues, sociologues, médecins et des juristes. Ce centre d'appel viendra ainsi renforcer ceux déjà créés par des organisations locales non gouvernementales, qui enregistrent chaque jour de nombreux SOS de détresse des femmes victimes de violences de toutes sortes.

Les statistiques des femmes violentées sont effarantes. Elles ne disent pas tout, sont loin de refléter la réalité. Une réalité amère, vécue la plupart du temps en

silence. En effet, les femmes violentées, battues, se réfugient dans un mutisme total. Elles n'osent pas en parler, évitent de porter leur souffrance et leur calvaire quotidiens dans la rue, sur la place publique. Par crainte des représailles de leurs bourreaux mais aussi par pudeur. Les tabous ont la peau dure, sont tenaces. Elles sont peu nombreuses celles qui se décident à les casser, à oser porter plainte contre leurs agresseurs qui font généralement partie du premier cercle, celui de la famille: l'époux, le père, le frère ou le fiancé.

La situation est encore plus délicate lorsque la femme violentée n'a aucune bouée de sauvetage familiale, de parents ou frères à amener, à qui se confier, raconter le calvaire, chez qui se réfugier le cas échéant. Ceci est valable aussi pour les femmes issues de familles pauvres. Les unes et les autres subissent et se taisent, de peur de se retrouver du jour au lendemain dans la rue avec, parfois, des enfants en bas âge. Des cas de ce genre sont visibles un peu partout, notamment dans les artères des grandes villes du pays, particulièrement à Alger, la capitale.

Les lacunes des textes de lois

La Commission nationale consultative pour la promotion et la protection des droits de l'homme (CNCPPDH, organisme gouvernemental) a dressé un tableau peu reluisant de la situation de la femme en Algérie. «Les violences contre les femmes sont de tous ordres et s'exercent dans tous les milieux. Elles sont souvent impunies parce que non dénoncées, non reconnues et surtout tolérées au sein de la société», relève-t-elle dans son rapport annuel de 2009 rendu public en décembre 2010.

Dans le milieu professionnel, tous secteurs confondus, le harcèlement «est devenu préoccupant, d'autant plus que les victimes sont souvent confrontées à d'immenses pressions sociales qui les empêchent de signaler ces violences», relève le dernier rapport du CNCPPDH. Pour cet organisme gouvernemental, les

violences à l'égard des femmes doivent être considérées comme «un délit grave et une violation fondamentale des droits de l'homme». Il estime que les auteurs «doivent être tenus pour responsables de leurs actes» et qu'«il faut les obliger à changer de comportement sous peine de sanctions allant jusqu'à leur expulsion hors du foyer familial ou leur éloignement».

Une représentante des Nations unies, Yakin Erturk, avait fait le même constat deux années auparavant. Elle relevait dans un rapport élaboré en 2007 que «les femmes sont soumises à une pression sociale considérable qui les empêche de dénoncer ces crimes». Et l'Etat, écrivait-elle, ne fait rien «pour encourager, protéger et soutenir celles qui sont prêtes à le faire». Pour Mme Erturk, «ce manquement apparaît dans les lacunes du droit pénal et du droit du travail, dans l'iniquité du régime matrimonial, le manque de centres d'accueil pour femmes, le sexisme de la police et des jugements sexistes».

Durant les violences armées des années 1990, qualifiées de «décennie noire» par les Algériens, des centaines de femmes, en majorité des jeunes filles et des adolescentes furent enlevées, séquestrées, violentées et violées pendant de longues années par des groupes armés islamistes. Les auteurs de violences sexuelles commises durant cette période «jouissent de l'impunité, alors que leurs victimes continuent d'être confrontées à des problèmes sociaux considérables», selon Mme Erturk.

Kif-kif devant la loi

Tout en constatant une amélioration du Code de la famille, Mme Erturk avait relevé que cette loi renfermait encore et toujours des dispositions défavorables à la femme, «en particulier en ce qui concerne l'héritage et les conséquences matérielles du divorce».

Certaines catégories de femmes, comme les divorcées, mères célibataires, les délaissées et les femmes jetées à la rue, sont «particulièrement vulnérables et ont besoin d'urgence d'un soutien accru de l'Etat», recommandait-elle. «Chasser des femmes et des filles et les jeter à la rue est une forme particulièrement monstrueuse de cette violence», soulignait Mme Erturk.



... même dans le mariage

Des associations et organisations non-gouvernementales algériennes sont sur le pied de guerre. Elles multiplient les initiatives et les actions pour amener les autorités à prendre le problème à bras le corps. Le réseau Wassila a publié, le 4 décembre dernier, un livre noir intitulé «Halte à l'impunité» sur les violences conjugales. Il plaide pour la criminalisation de la violence conjugale et prône, en même temps, la mise en place de dispositifs pour protéger les victimes. Le livre renferme des témoignages poignants de femmes violentées ayant décidé de briser le silence. L'objectif assigné à ce livre est de faire entendre «la voix étouffée de toutes les victimes qui restent, en secret, enfermées dans la honte, l'isolement, le silence et la peur».

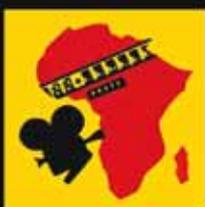
Ces associations et ONG locales ne se contentent pas de compter les coups. Elles agissent, individuellement et en groupe, pour tenter de changer le Code de famille, qualifié lors de son adoption en 1984 de «code de l'infamie», et les autres textes de loi.

En dépit des amendements apportés en 2005, ce Code «est devenu plus compli-

qué et engendre plus de problème», a déclaré Ghania Graba, professeur de droit à l'Université d'Alger, le 26 novembre 2010 à l'hebdomadaire El Watan Week-end. «Il y a plusieurs aspects de ce Code qui, en réalité, posent plus de problèmes qu'ils n'en résolvent», ajoute-t-elle. Elle préconise de réunir, dans une loi spécifique, toutes les lois existantes afin de les remanier pour «extirper» leurs contradictions et incohérences. «Il faudra, a-t-elle martelé, que les gens qui ont pris leurs responsabilités pour exiger la réforme du Code de 1984 reviennent sur le terrain pour revendiquer la refonte de celui de 2005». La «refonte totale» du Code de la famille constitue la revendication de plusieurs associations, dont le réseau Wassila, regroupé autour du mot d'ordre de «kif-kif devant la loi» (égalité devant la loi). Le travail réalisé sur le terrain, auprès des femmes, notamment dans les campagnes, sera consigné dans un rapport qui sera présenté devant le Comité des Nations unies pour l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes. Il fera office de «contre-rapport» à celui que présentera le gouvernement algérien. □

22^{ème} FESPACO

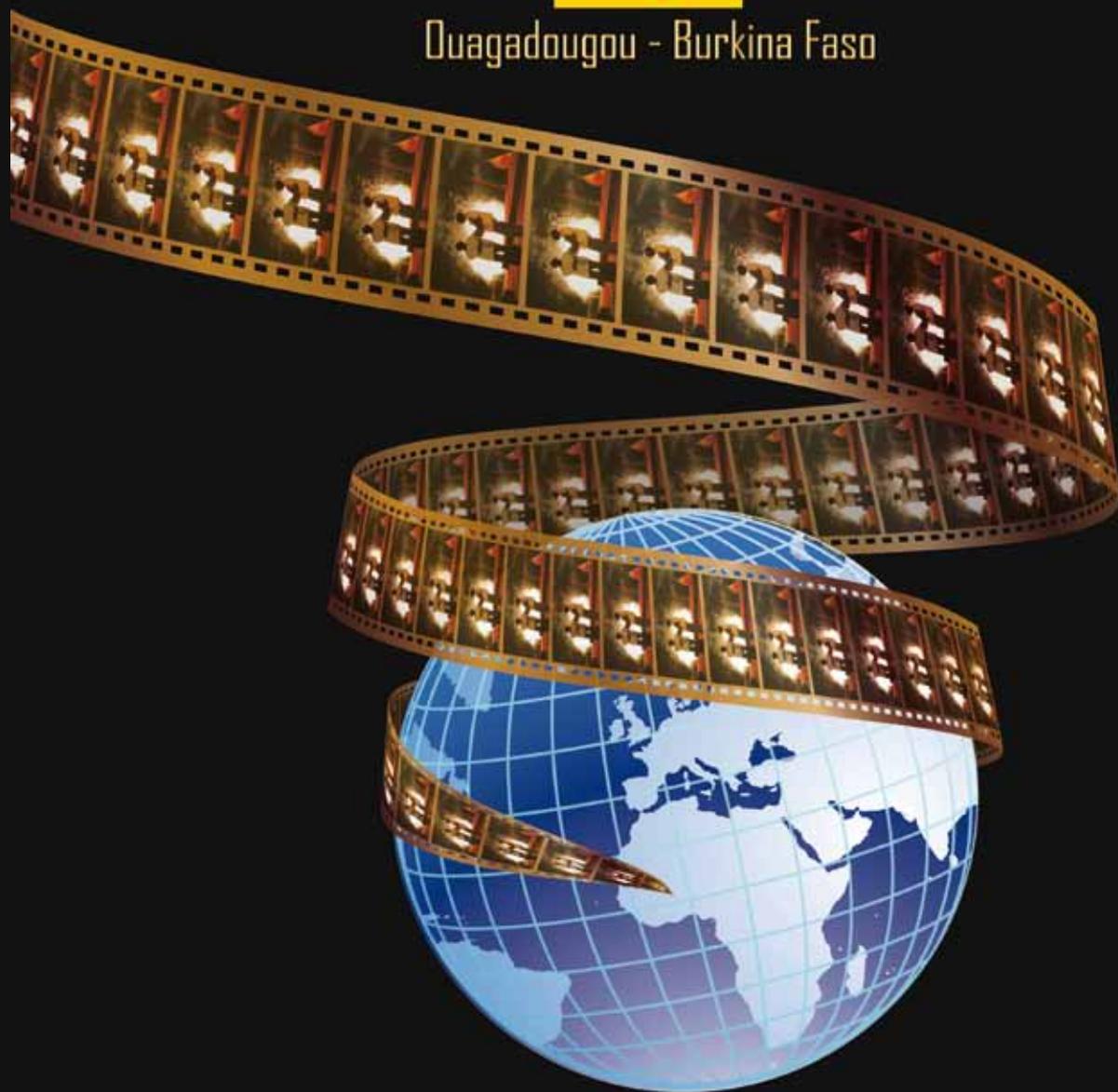
Du 26 février au 5 mars 2011



22nd FESPACO

february 26 to march 5, 2011

Ouagadougou - Burkina Faso



CINÉMA AFRICAIN ET MARCHÉS
AFRICAN CINEMA AND MARKETS

DOSSIER



La saga du Fespaco 2011



L'Afrique refait son cinéma

Par Serge Mathias Tomondji

Pendant une semaine, du 26 février au 5 mars 2011, la capitale du Burkina Faso accueille, ainsi qu'il est de coutume tous les deux ans depuis plusieurs décennies, des milliers de cinéastes, de festivaliers et d'amis venus du monde entier. La biennale du cinéma africain reprend ses droits et prend ses quartiers, au moment où le continent connaît à nouveau de profondes mutations sociopolitiques et s'interroge sur son avenir. Et pour cette 22^e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco), c'est la grande question des marchés qui sera au centre des débats et des réflexions, avec sans doute la volonté affichée de créer enfin les conditions minimales pour l'émergence d'une véritable industrie cinématographique sur le continent.

Côté cour, le décor semble bien planté pour un festival riche en couleurs, qui comble à nouveau les cinéphiles, toujours friands d'images qui leur parlent, les bouleversent, les détendent... Pas moins de 28 pays africains honoreront le rendez-vous 2011 de Ouagadougou et ce sont 111 films qui tutoieront les écrans dans les différentes catégories de la compétition officielle, et qui feront se bousculer dans les salles, les nombreux amoureux du cinéma africain. En lice pour la distinction suprême, l'Étalon d'or de Yennenga, qui récompense la meilleure fiction de long métrage, 18 films en provenance de tous les horizons du continent: Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Égypte, Mali, Maroc, Mozambique, Nigeria, Tchad.

Côté jardin, les causeries et discussions autour du thème permet-

tront-elles vraiment de sortir le cinéma africain de sa passivité actuelle et d'affronter avec de meilleures armes les productions internationales, au moment où la fermeture conjoncturelle des salles, mais aussi le développement sauvage des vidéoclubs sont devenus, au fil des ans, de graves questions structurelles qui handicapent la conquête des marchés? Il faut croire avec Michel Ouédraogo, Délégué général du Fespaco, que «nous sommes en mesure de produire des films de qualité à valeur universelle». C'est alors seulement qu'en plus des prometteurs marchés africains qui ne demandent qu'à être séduits par des scénarii bien construits et des productions sublimes, le cinéma du continent pourra s'imposer dans le village planétaire et gagnera sa part de marchés internationaux.

«Notre continent doit être fier de son cinéma et il revient à nos cinéastes de faire en sorte que notre cinéma évolue, qu'il fasse rêver car le cinéma c'est aussi le rêve!», a encore affirmé Michel Ouédraogo. Eh bien, le clap du 22^e Fespaco, la plus grande manifestation cinématographique du continent africain, devrait donner le top d'un cinéma nouveau, qui réconcilie l'art et la technique avec les aspirations légitimes et diversifiées des populations d'ici et d'ailleurs, tout en investissant de façon intelligente les marchés qui s'offrent à lui. Vaste programme régulièrement décliné, mais qui attend toujours d'être réalisé.

En attendant, l'Afrique refait son cinéma; et offre à la réflexion commune le grand miroir de sociétés en profonds questionnements, entre optimismes mesurés et désespérances inouïes... □

Je vais
à Douala
et vous ?



Ouaga-Douala*
2 fois par semaine
Mardi et Samedi

*via Cotonou

© Mediacom



www.air-burkina.com

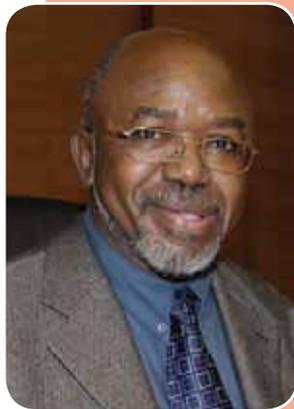
group celestair 



Elikia M'Bokolo

Un parrain porteur de voix et d'histoire

C'est le professeur Elikia M'Bokolo, écrivain, scénariste et historien congolais bien connu, qui a été choisi pour parrainer la 22e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco). La réputation de cet homme de



médias qui a su s'imposer dans le milieu intellectuel africain par ses recherches et ses publications sur l'histoire africaine n'est plus à faire. Depuis 1994 en effet, il produit l'émission «Mémoire d'un continent», un magazine dédié

à l'histoire du continent noir, proposé par Radio France Internationale (RFI). Sa détermination lui a d'ailleurs valu le surnom de «Justicier de l'Afrique».

Né le 23 décembre 1944 à Kinshasa, en République Démocratique du Congo (RDC), d'un père médecin, Elikia M'Bokolo tombe amoureux de l'histoire à l'issue d'un meeting animé par Patrice Emery Lumumba, alors Premier ministre du Congo belge à peine indépendant. Ce dernier avait évoqué «l'histoire des Africains par les Africains». Après l'assassinat de Lumumba en janvier 1961, Elikia M'Bokolo et sa famille se réfugient en France. Il entame alors des études supérieures à l'Ecole normale supérieure de Paris d'où il ressort nanti d'un diplôme de doctorat en histoire.

En le choisissant comme parrain de sa 22e édition, le Fespaco rend hommage à un brillant historien africain qui n'a eu de cesse de défendre l'image du continent, tout en faisant sa promotion à travers les médias. Il montre aussi que la défense de l'art et du cinéma est également un combat des intellectuels africains, qui doivent oser s'associer aux «faiseurs d'images et de son» pour mieux porter leurs voix.

Dix-huit films à l'assaut de l'Étalon d'or de Yennenga

N°	TITRE	REALISATEUR	PAYS
01	<i>A small town called Descent</i>	Jahmil X. T. Qubeka	Afrique du Sud
02	<i>Ad-dar Iakbira (la grande villa)</i>	Latif Lahlou	Maroc
03	<i>Da monzon, la conquête de samanyana</i>	Sidy F. Diabaté	Mali
04	<i>En attendant le vote...</i>	Missa Hébié	Burkina Faso
05	<i>Essaha (la place)</i>	Dahmane Ouzid	Algérie
06	<i>Foreign demons</i>	Faith Isiakpere	Afrique du Sud
07	<i>La mosquée</i>	Daoud Aoulad-Syad	Maroc
08	<i>Le mec idéal</i>	Owell Brown	Côte d'Ivoire
09	<i>Le poids du serment</i>	Kollo D. Sanou	Burkina Faso
10	<i>Notre étrangère</i>	Sarah Bouyain	Burkina Faso
11	<i>Pégase</i>	Mohamed Mouftakir	Maroc
12	<i>Raconte Seherazade... raconte</i>	Yousry Nasrallah	Egypte
13	<i>Restless city</i>	Dosunmu Andrew Waheed	Nigeria
14	<i>The last flight of the flamingo</i>	Ribeiro Joao	Mozambique
15	<i>The wedding</i>	Abdel Aziz Sameh	Egypte
16	<i>Un homme qui crie</i>	Haroun Mahamat Saleh	Tchad
17	<i>Un pas en avant - Les dessous de la corruption</i>	Sylvestre Amoussou	Bénin
18	<i>Voyage à Alger</i>	Abdelkrim Bahloul	Algérie

Cinéma et marchés

L'Afrique à la recherche

des salles perdues!

Feu Sembène Ousmane, cinéaste sénégalais

«Pour moi, c'est très simple: le cinéma est une école du soir pour nous. Il faut que le cinéma soit un élément qui permette à tous les spectateurs, à tous les Africains de s'identifier.»



Gaston Kaboré, cinéaste burkinabè

«Il faudrait remettre à l'ordre du jour cette réflexion de savoir comment



une production cinéma pérenne peut se mettre en place dans nos pays. Sinon, on planifie une dépendance ad vitam aeternam.»

Souleymane Cissé, cinéaste malien

«Les fonds de soutien soutiennent mais ne doivent pas être les fonds qui font exister. Je remercie la France pour son aide. J'ai passé dix ans à Moscou; j'aurais pu rester chez les Soviétiques. C'est un Français qui m'a vu au Mali et qui m'a proposé l'aide de la Coopération.»



Ahmed Bedjaoui, critique de cinéma algérien

«On doit regarder vers le Sud. Notre avenir est avec le Sud. Il faut essayer de compter sur nous-mêmes.»



Cinquante années après les indépendances de la plupart des 53 Etats qui forment le continent africain, le 7e-Art est toujours à la recherche d'un marché perdu ou jamais vraiment trouvé. En choisissant d'axer les réflexions de sa 22e édition sur le thème «Cinéma africain et marchés», le Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco) met assurément le doigt sur l'un des plus gros défis de la production cinématographique continentale...

Par Félix Koffi Amétépé

C'EST D'UNE ÉVIDENCE CUISANTE:

il faut réhabiliter les salles de cinéma ou péror! Pour le cinéma africain – ou d'expression africaine – la survie passe également par là. Il s'agit incontestablement de l'un des paris à gagner par les acteurs de la cinématographie africaine, désormais à la croisée des chemins. En fait, il s'agit d'une nouvelle préoccupation pour un vieux problème. Depuis plusieurs années déjà, la fermeture, voire la disparition totale des salles de cinéma était devenue un cauchemar pour le monde du cinéma africain. On pouvait dénombrer environ 130 salles sur le territoire camerounais en 1990, mais il n'en reste plus que quatre qui répondent à peine aux exigences techniques et de confort de projection. Sur les 52 salles de cinéma que comptait le Sénégal en 1980, il n'en restait plus que 22 en 2002. Dans la même période, les cinéphiles ivoiriens ont assisté à la fermeture d'une quarantaine de salles qui sont devenues des commerces, des magasins, ou carrément rasées pour laisser pousser des infrastructures jugées à tort plus «utiles». Même triste constat au Burkina Faso, «carrefour du cinéma africain», où l'enseigne «Ciné» a été décrochée du fronton d'une dizaine de salles dans la capitale, Ouagadougou, et à l'intérieur du pays. Ailleurs, alors que l'on compte 780 salles de projection en Afrique du Sud, il n'y en a aucune au Rwanda, en Sierra Leone et au Libéria.

Comme si le cinéma avait perdu son charme dans le cœur d'une Afrique qui a pourtant encore besoin de rêver, ce sont les églises qui ont poussé à la place des «cinés» dans certains pays comme le Congo-Brazzaville.

Avec la privatisation et/ou la liquidation des sociétés nationales de production et de distribution cinématographiques au début des années 1980 dans les différents pays cités, la disparition des «salles obscures» n'était qu'une conséquence tristement logique. La Sonacib au Burkina, le Sidec au Sénégal et l'Onaci au Congo... ayant fermé boutique, il n'y avait plus de films à distribuer, donc plus de marché pour un cinéma africain qui n'en produisait d'ailleurs pas suffisamment pour permettre à ces sociétés d'Etat inutilement budgétivores de survivre.

Sortir du trou noir

Créé en 1979 pour servir de coordination panafricaine, le Consortium interafricain de distribution cinématographique (CIDC) n'a tenu que pendant six petites années avant de «rendre l'âme». Des opérateurs privés pouvaient-ils combler le vide ainsi laissé? Rien n'est moins sûr. Et pourtant, les possibilités de viabilisation d'un marché sont réelles. Avec 53 Etats et près d'un milliard d'habitants, l'Afrique dispose d'un potentiel énorme de consommateurs divers et de tous les âges, le terreau est plus que fertile. Ce sont les initiatives audacieuses qui manquent à l'instar de celles qui ont boosté Hollywood aux Etats-Unis d'Amérique ou encore Bollywood en Inde. A l'exception de l'Afrique du Sud et des pays du Maghreb qui tentent de réunir



les conditions d'une vraie industrie, il n'est pas normal que l'embryon d'industrie cinématographique africain soit toujours accroché aux aides extérieures.

La gestion du marché du cinéma, ce n'est pas du cinéma! Et ils sont nombreux, les cinéastes africains qui ne le comprennent pas toujours. Le tout n'est pas d'avoir de bonnes idées de films. Encore faut-il trouver les moyens de les réaliser et donc de les produire. Or, en la matière, un certain cinéma africain est comme dans un cercle vicieux, accroché qu'il est à la seule mamelle de subventions européennes qui ont fini par tarir sans autre forme de procès. Il faut sortir de ce trou noir. Et l'exemple commence à venir du continent.

On ne peut pas mettre en relation le cinéma africain et le marché sans évoquer l'expertise lumineuse du groupe sud-africain Nu-Metro, qui a démontré à travers la production et la distribution des films nigériens qu'il est possible de tisser un véritable business autour du cinéma africain. En réussissant à inonder le marché africain et international de films grâce aux nouveaux supports offerts par les Technologies de l'information et de la communication (TIC), ce groupe donne la preuve qu'avec un maximum d'organisation et de contrôle, le 7e-Art peut être rentable comme n'importe quelle activité. Les TIC offrent en effet de belles opportunités de production cinématographique en haute définition et à moindre coût, comme le prouvent admirablement «Les Films du Dromadaire» du réalisateur burkinabè Boubakar Diallo.

Initiatives originales

Mais cela ne doit pas exclure des initiatives originales de cinéastes comme celle que porte le réalisateur mauritanien Abderrahmane Sissako et qu'il a présentée à la dernière édition du Fespaco, en 2009,

dans la capitale burkinabè. Avec l'association «Des cinémas pour l'Afrique», il a fait le pari de la réouverture du mythique «Ciné Soudan», la salle qui a bercé son enfance à Bamako, au Mali. Prévu pour s'achever à la fin de l'année 2010, le projet n'a visiblement pas réussi à boucler son budget. En effet, son financement devrait se faire par une souscription de renouvellement de chacune des 420 places que compte l'édifice par des personnes de bonne volonté ou des organisations intéressées. Le but de cette démarche étant de lancer, à partir de la capitale malienne, un vaste mouvement de réhabilitation des salles de cinéma sur le continent. Des salles dont la vocation première sera d'accorder une place prioritaire aux films d'auteurs africains. Au-delà de l'initiative d'Abderrahmane Sissako et de l'association «Des cinémas pour l'Afrique», c'est l'industrie cinématographique africaine qui est à la recherche d'une rampe de lancement. Car le tout n'est pas d'avoir des salles, aussi bien équipées soit-elles, mais des films et un système de distribution et de gestion qui tiennent réellement compte des besoins des Africains, qu'ils soient dans les villes ou dans les campagnes. Comme le relève bien à propos le réalisateur mauritanien, «le réel problème est que les publics africains n'ont pas accès à leurs propres images, aux films africains qui les représentent. Or le cinéma participe à la construction d'une identité commune, d'un inconscient collectif. Un peuple sans cinéma, c'est comme une personne sans miroir. Il est rassurant d'avoir peur ensemble et constructif de rêver ensemble. Il est très frustrant pour les cinéastes africains que leurs films ne soient pas vus sur leur continent». □

Boubakar Diallo,
réalisateur burkinabè,



«Après plusieurs décennies de dépendance vis-à-vis de bailleurs de fonds qui ont de plus en plus d'autres priorités, il nous semble judicieux d'explorer d'autres voies de financement de nos créations afin de devenir progressivement les maîtres de notre destin...»

Kunle Afolayan,
cinéaste nigérian,



«Les jeunes cinéastes africains doivent se prendre en main. Pour ce faire, ils ont à leur portée des sponsors, des partenaires qui n'attendent que d'être intéressés. Il faut comprendre le langage du marketing et ne pas attendre l'argent des bailleurs de fonds occidentaux.»

Filippe Savadogo, ministre burkinabè de la Culture, du Tourisme et de la Francophonie



«Il ne faut pas désespérer de voir l'industrie cinématographique africaine se développer. L'exemple du

Nigeria et de l'Egypte nous indique la voie à suivre pour le développement d'une industrie du cinéma qui s'autofinance à partir de sa propre production. (...) L'Afrique est un marché immense qui, à lui seul, peut assurer et garantir la compétitivité de sa propre industrie cinématographique.»





Fespaco 2011

Une édition riche en innovations

Inauguration des sculptures en bronze des réalisateurs burkinabè Gaston Kaboré et malien Souleymane Cissé, instauration de nouveaux prix, hommage aux cinéastes, acteurs, comédiens, réalisateurs africains qui ont quitté ce monde entre 2009 et 2010... La 22e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco) promet d'être riche et innovante.

Par Elza Sandrine Sawadogo

C'EST SOUS LE SIGNE DE l'innovation que Michel Ouédraogo, délégué général du Fespaco, place cette 22e édition de la biennale du cinéma africain, qui se tient du 26 février au 5 mars 2011 à Ouagadougou. Pour lui, en effet, le moment est venu «d'évaluer nos acquis, de tirer les enseignements de la 21e édition afin d'en relever les forces et les faiblesses et de bâtir une stratégie conquérante et opérationnelle».

Dans cette optique, l'une des innovations majeures du Fespaco 2011 sera l'introduction, dans la compétition, du «Prix des écoles africaines de cinéma». Le but de ce prix, selon les organisateurs, est de promouvoir les œuvres de créateurs africains débutants, issus d'écoles de cinéma, d'universités ou d'instituts de formation aux métiers de l'image. Ainsi, des cinq écoles inscrites, quatre ont été retenues. Il s'agit notamment de celles du Burkina, du Maroc, du Bénin et de l'Afrique du Sud. En instituant cette section, le Fespaco se veut être une passerelle entre les jeunes apprenants du cinéma, d'une part, et entre professionnels africains et jeunes créateurs, d'autre part.

Une autre nouveauté de cette édition 2011



est l'instauration, au niveau du palmarès, d'un prix de la critique internationale de la Fédération internationale de la presse cinématographique (Fipresci), fruit d'une coopération entre ladite institution, la Fédération africaine de la critique cinématographique (Facc) et l'Association des critiques de cinéma du Burkina (Ascric). De plus, après les statues de Sembène Ousmane et de Idrissa Ouédraogo en 2009, c'est au tour du Burkinabè Gaston Kaboré et du Malien Souleymane Cissé de voir leurs bustes enrichir «la colonne de l'Étalon». Initiée en 2009, cette colonne rend hommage, de leur vivant, aux réalisateurs lauréats de l'Étalon d'or de Yennenga.

A l'occasion de son 15e anniversaire, le Marché international du cinéma et de la télévision africain (Mica), outre la promotion des films longs métrages, innovera avec la promotion filmique de certains pays africains. Le Fespaco 2011 rendra aussi hommage à des pionniers et illustres réalisateurs qui ne sont plus de ce monde, mais dont les œuvres restent immortelles. Ils sont au nombre de douze, dont Sotigui Kouyaté, Tahar Cheriaa, Amadou Bourou, James Campbell Badiane...

Enfin, sur les 18 films en compétition pour le grand prix de l'Étalon d'or, six seront présentés en première mondiale. Il faut noter que sur une prévision attendue de 300 films, le Fespaco a enregistré 475 films au 31 octobre 2010, date officielle de clôture des inscriptions. Preuve que la production cinématographique africaine est en plein essor. □





Cinéma africain

Le printemps des écoles de formation

Les pays africains semblent avoir bien compris que pour gagner le pari de la qualité des films, une formation rigoureuse s'impose.

Par Désiré Théophile Sawadogo, correspondant au Burkina Faso

SAMEDI 22 JANVIER 2011.

Dans les locaux de l'Institut supérieur de l'image et du son (Isis) de Ouagadougou, 31 étudiants étreignent fièrement leurs Brevets de technicien supérieur (BTS) ou d'ingénieur des travaux en cinéma et audiovisuel qu'ils viennent de recevoir. Un grand moment pour ces jeunes qui ont passé deux à trois ans sur les bancs. Une chance aussi! Leurs devanciers étaient loin d'avoir bénéficié de ce qui peut être considéré aujourd'hui comme un luxe. Ceux d'entre eux qui n'avaient pas eu la chance d'intégrer une école de formation en Europe ou dans l'ex-Union soviétique, étaient obligés de se former sur le tas. Il existait bien des écoles sur le continent dont les diplômés étaient reconnus, en Afrique du Sud et au Ghana notamment. Mais pour beaucoup de jeunes francophones aspirant aux métiers du cinéma, la barrière linguistique était infranchissable.



Alors délégué général du Fespaco, Baba Hama avait tiré la sonnette d'alarme, en affirmant que la rareté des écoles de formation posait le problème de la relève. Les pays africains semblent avoir enfin compris que pour accéder au marché mondial, il faut produire un cinéma de qualité, ce qui nécessite des professionnels du métier. C'est ainsi que des écoles de formation ont vu le jour au Bénin, au Sénégal, en Tunisie ou en Ethiopie.

Ouagadougou, «capitale du cinéma africain», dispose de deux écoles. La première, l'Isis, est née sur les cendres de l'Institut africain d'éducation cinématographique (Inafec) qui a mis, entre 1976 et 1986, plus de 200 professionnels de la sous-région à la disposition de l'industrie cinématographique.

Professionalisme et perfectionnement

Ultime étape du Programme de relance de la formation aux métiers de l'image et du son (Profis), développé par la Direction de la cinématographie nationale (DCN), l'Institut supérieur de l'image et du son, école publique supérieure de formation, affiche sa vocation sous-régionale, voire continentale en accueillant des étudiants de diverses nationalités. La dernière promotion comptait en effet des stagiaires de neuf pays africains parmi lesquels le Burkina Faso, le Rwanda, le Sénégal, le Niger, la Côte d'Ivoire... Son studio-école s'est doté, il y a moins d'un an, d'un matériel performant d'une valeur de 311,6 millions de francs CFA, grâce à la coopération culturelle avec la France et l'Union Européenne.

Les privés tentent eux aussi de combler le vide. L'institut «Imagine», fondé au Burkina Faso par le cinéaste Gaston Kaboré, Etalon de Yennenga au 15e Fespaco en 1997, est un haut lieu de perfectionnement, de remise à niveau et de formation continue dans les métiers du cinéma, de la télévision et du multimédia. «On a besoin de professionnels les plus aguerris possibles. Plus



Gaston Kaboré,
promoteur de l'Institut Imagine

ils connaîtront leur métier, plus ils seront capables de plonger leurs racines dans leur propre réalité. La formation étant l'un des tendons d'Achille du secteur, j'ai voulu essayer de donner des réponses dans ce contexte assez particulier», se justifie le fondateur. Son public cible: les personnes qui ont une formation initiale mais qui ne travaillent pas assez pour préserver ce capital et pour le bonifier; les autres qui ont appris sur tas mais qui stagnent parce qu'ils font toujours la même chose...

En la matière, la religion de Gaston Kaboré est faite: «Si on ne leur donne pas la possibilité d'apprendre plus, ils ne pourront pas répondre à de nouveaux défis de qualité.» C'est du reste pour répondre à ces nouveaux défis que des pays comme le Maroc ont entrepris de mettre à la disposition des grands réalisateurs qui fréquentent le pays, à la recherche de décors pour leurs superproductions, des professionnels à la main bien exercée. L'École supérieure des arts vivants (Esav), mise en orbite en 2006, n'a rien à envier aux plus grandes écoles de cinéma d'Europe, avec ses enseignants de renom, sa salle de projection de 200 places, son cinéma en plein air, son matériel de haute technologie, ses deux plateaux de tournage de 200 m² chacun... □



Michel Ouédraogo,
Délégué général du Fespaco

«L'Afrique peut produire son cinéma et le faire vivre»

Pour le Délégué général du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco), Michel Ouédraogo, aucune édition de cette biennale cinématographique ne ressemble à l'autre. Fin connaisseur du 7e-Art et des rouages de la manifestation, il évoque, dans cet entretien à Notre Afrik, l'engouement que continue de susciter le festival, et propose des pistes pour sortir le cinéma africain de la crise dans laquelle il est englué.

Propos recueillis par Morin Yamongbè

Notre Afrik: Qu'est-ce qui distinguera cette 22e édition du Fespaco des précédentes?

Michel Ouédraogo: Comme on le dit souvent, aucune édition du Fespaco ne ressemble à une autre. Dans un premier temps, nous voulons faire en sorte que les difficultés que nous avons connues en 2009 ne se reproduisent plus en 2011. Le deuxième défi est de faire en sorte que l'organisation de cette édition soit parfaite et que nous puissions accueillir tous les festivaliers dans la dignité. De même, il faut que tous les invités qui participent régulièrement au Fespaco à travers diverses contributions se sentent à l'aise. Au titre des innovations au plan professionnel, nous avons introduit, dans la sélection officielle, «le prix des écoles». Pour le reste, nous essaierons de consolider les acquis de 2009.

Peut-on dire aujourd'hui que le

Fespaco suscite le même engouement qu'avant?

Je dirais même plus! Au niveau du continent, ce sont 28 pays qui participent à la sélection officielle cette année. Nous aurons également une soixantaine de délégations venues du monde entier. Très peu de festivals sur le continent arrivent à réunir autant de professionnels et de festivaliers.

Il faut qu'on accepte aujourd'hui que le Fespaco a des racines profondes, du fait de son histoire. Ce festival a été pendant longtemps le creuset de l'identification du cinéma africain, et donc de la valeur africaine. Je crois que c'est un acquis qu'on ne pourra jamais nous enlever. Ce qui reste à faire, c'est de travailler pour que cette image du Fespaco perdure. Les continuateurs de cette action –que nous sommes– doivent faire en sorte que ce festival continue à avoir de la visibilité et qu'il soit le creuset qui rassemble au

Burkina Faso, l'ensemble de la production cinématographique africaine.

Qu'est-ce qui a motivé le choix du thème «Cinéma africain et marchés» pour cette 22e édition?

En développant des thèmes pour le colloque international, la volonté du Fespaco est de mettre le doigt sur les problèmes que traverse l'Afrique ou, de manière plus particulière, sur les problèmes professionnels que connaît le 7e-Art sur le continent. Le thème tient compte de l'évolution technologique, des difficultés de financement, de distribution, de production que nous rencontrons dans le cinéma africain. Distribution parce que même au plan africain, notre cinéma n'est pas assez distribué, et à plus forte raison au plan international.

Ce panel va donc permettre aux décideurs, aux professionnels et aux partenaires techniques et financiers de discuter et de



dégager des pistes pour la production, la distribution et le financement de notre cinéma. Il s'agira, dans cette même logique, de voir comment lutter contre la piraterie qui est le Sida culturel qui tue le cinéma africain à petit feu. C'est donc un colloque auquel les professionnels du cinéma, tout comme les décideurs politiques, doivent participer massivement, de façon à ce qu'au sortir de cette rencontre, il y ait des recommandations pertinentes.

Ainsi chaque maillon de la chaîne devra avoir des missions à assumer afin que le cinéma africain soit un cinéma qu'on peut produire, parce qu'il y a un fonds qui est créé à cet effet. Chaque Etat doit prendre conscience que le cinéma peut contribuer à son développement, afin qu'on fasse en sorte que le cinéma africain soit partout distribué en Afrique et qu'il puisse aller à la conquête du marché international.

Au-delà de la réflexion, des recommandations et des résolutions, que compte faire le Fespaco pour que le cinéma africain aille vers de vrais marchés porteurs?

Ce que le Fespaco peut faire de prime abord, c'est la tenue du colloque. Même les grandes institutions à travers le monde arrivent à dégager des pistes pour l'action à travers des rencontres, des colloques et autres ateliers. La première chose que le Fespaco fait, c'est donc de créer ce cadre, qui peut effectivement dégager des pistes à l'endroit des décideurs politiques. Certes, le Fespaco ne peut pas imposer aux politiques d'exécuter les recommandations issues de ces échanges. Mais à travers la sensibilisation et la création de lobbies, nous parviendrons à convaincre les partenaires techniques et financiers et les politiques afin qu'ils puissent nous accompagner dans la conquête du marché international.

La production cinématographique n'est-elle pas en elle-même un handicap à la prospérité de marchés pour le cinéma africain?

En matière de production cinématographique, l'Afrique connaît une évolution remar-

quable. Bien que certains tentent encore de qualifier ces œuvres de «cinéma calebasse», de «cinéma de ghetto», etc., il est indéniable aujourd'hui qu'il y a une évolution. Notre problème, c'est le manque de financement. Quand on regarde l'engouement populaire pour les images du continent pendant le Fespaco, on peut dire que l'Afrique peut produire son cinéma et le faire vivre.

C'est important dans la mesure où nous constituons un marché de plus de 500 millions d'âmes. Quand vous prenez le Nigeria par exemple, la cinématographie s'est développée à travers Nollywood, où il y a une grosse production de films vidéo et de téléfilms. Même si ces productions ne répondent pas à certains canons, elles véhiculent une vision, une idéologie. Ce qui permet de construire petit à petit une industrie du cinéma, qui participera au développement du Nigeria. Si l'on voit le cinéma comme un créneau porteur de développement, on pourra mobiliser l'ensemble de tous les acteurs afin de sortir le cinéma africain de sa léthargie pour en faire un cinéma concurrentiel. Car dans la réalité, certaines de nos productions n'ont rien à envier aux films qui se produisent sur d'autres continents.

Y-a-t-il une réflexion commune sur la question de la désaffection des salles de cinéma en Afrique?

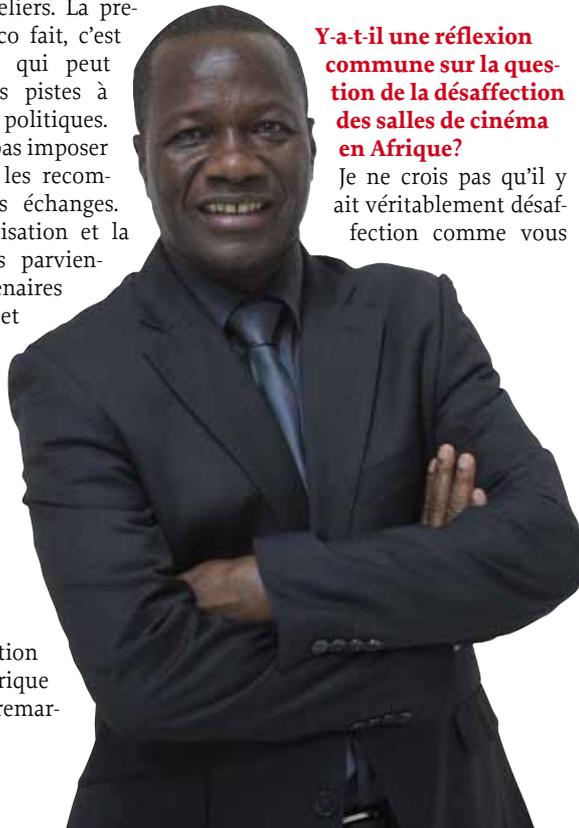
Je ne crois pas qu'il y ait véritablement désaffection comme vous

le dites. Il y a plutôt un certain nombre de contingences qui, regroupées, ne motivent plus nos cinéphiles. Il faut donc recréer les conditions qui puissent les inciter à reprendre le chemin des salles de cinéma. Il y a certes les télévisions, les DVD et d'autres supports qui facilitent l'accès aux films, mais il faut que nos Etats considèrent les salles de ciné comme des espaces d'éducation et de formation de nos populations. Il faut qu'à l'instar des écoles, les salles de ciné soient gérées à 80%, voire 90% par l'Etat, tout en laissant de la place au privé. Il faut aussi qu'on adapte nos salles par rapport au public d'aujourd'hui. Car la réalité, c'est que nos salles d'il y a 50 ans ne correspondent plus aux attentes de notre public d'aujourd'hui. Aujourd'hui, la jeunesse a besoin d'un espace plus convivial, alors que nos salles ne sont pas adaptées à cela. Il y a donc toute une réflexion à mener sur les salles de ciné, telles qu'elles sont conçues actuellement.

Le Fespaco souffre aussi d'un problème de financement pour assurer sa propre survie. Comment voyez-vous l'avenir de ce festival, qui reste tout de même le plus important et le plus représentatif du continent?

Je vois l'avenir du Fespaco très radieux, parce que d'abord, nos autorités politiques ont grande conscience de ce que représente ce festival pour le Burkina Faso mais aussi pour l'ensemble du continent. Ce n'est pas un fait du hasard si c'est le seul festival en Afrique qui existe depuis 40 ans, sans discontinuer. Il faut donc saluer cet engagement des autorités politiques burkinabè. Beaucoup de festivals à travers le monde vivent et se réalisent à partir des financements publics. Quand vous prenez le festival de Cannes, le financement du secteur privé est de l'ordre de 2%, ce qui est presque insignifiant. Et la grande majorité du financement vient de l'Etat français et de la ville de Cannes.

Je crois au Fespaco à travers le financement public, comme cela se fait partout dans le monde. Ensuite, le secteur privé apporte sa contribution. Il y a aussi l'accompagnement des partenaires techniques et financiers tels que, pour ce qui est du Fespaco, l'Union européenne, le ministère français des Affaires étrangères, la Chine (Taïwan), le Luxembourg, etc. Pour nous, l'objectif est de développer des relations qui nous permettent de mobiliser les fonds nécessaires à l'organisation de cette biennale. □





Jean-Pierre Dikonguè Pipa

Dans le rétroviseur du Fespaco'1976

En 1976, son film «Muna Moto» (L'enfant de l'autre) a remporté l'Étalon de Yennenga et fait de lui le pionnier du cinéma camerounais à l'étranger.

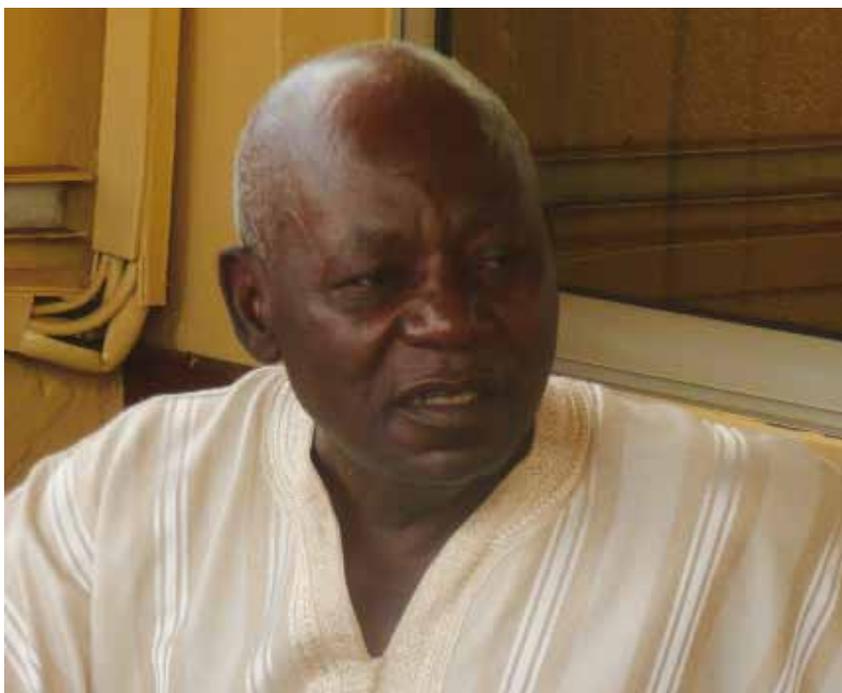
*Par Dorine Ekwè,
correspondante au Cameroun*

A N'EN POINT DOUTER, LA

distinction qu'il reçut en 1976, à l'occasion de la troisième édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco), l'a marqué à vie. «C'est un souvenir impérissable. Je regarde souvent les photos et j'ai l'impression que tout cela n'a été qu'un rêve», confie le réalisateur de 70 ans à qui revient l'honneur d'avoir offert au Cameroun l'unique Étalon de Yennenga de son histoire cinématographique.

Pourtant, rien ne prédisait qu'au terme de cette édition du Fespaco, il rentrerait dans son pays en héros. C'est avec une certaine nostalgie qu'il raconte son départ pour le Fespaco. Avant toute chose, confie-t-il, tout est parti d'une injustice. «Le scénario de «Muna Moto» avait gagné un concours de scénarii. Nous étions trois [«Muna Moto» de Dikonguè Pipa, «Pousse-Pousse» de Daniel Kamwa et «Ribo ou le soleil sauvage» de l'abbé Nama, NDLR]. Chacun devait recevoir 50 millions de francs CFA. Au moment de les recevoir, le directeur de la cinématographie de l'époque me dit qu'il estime que mon projet n'est pas prêt et a réservé toute l'enveloppe à «Pousse-Pousse». Cela a été une grande frustration. Je leur ai dit: «Vous aurez besoin de mon film un jour.»

Sauf qu'il n'en mène pas large lorsqu'il présente son film à Ouagadougou. «Je ne pensais pas vraiment que mon film serait primé. Je ne le trouvais pas assez abouti. Vous imaginez donc ma surprise lorsque j'ai entendu le président du jury annoncer mon film gagnant de l'Étalon de Yennenga. C'était inimaginable, je

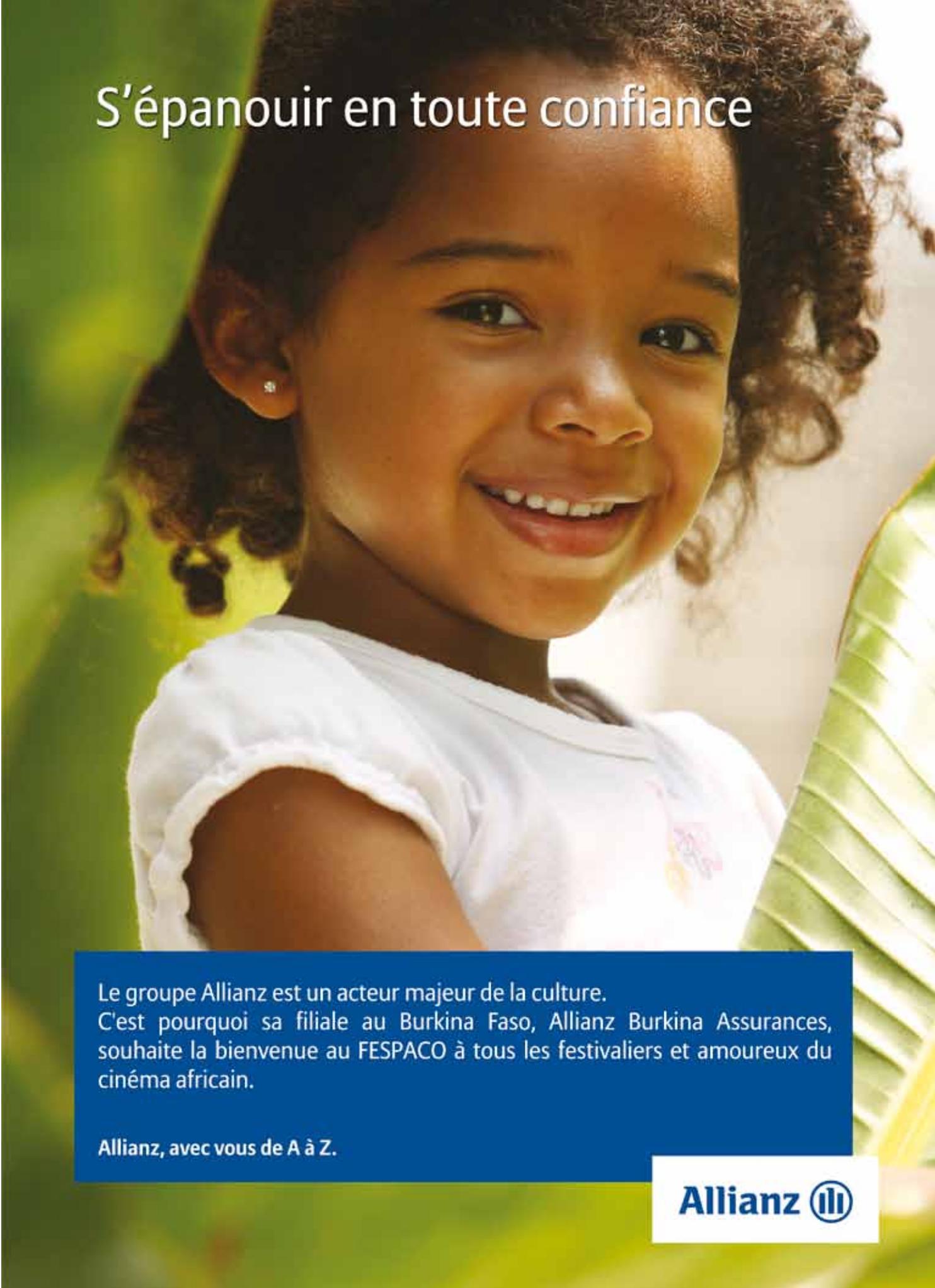


voulais juste confronter mon travail à celui de mes congénères et voilà que je me retrouve à la première place», raconte-t-il. Au Cameroun, le film connaît une seconde vie en 2008 dans les salles de projection des Centres culturels français de Yaoundé et de Douala. Le but ici est de présenter aux jeunes cinéastes le modèle de cinéma camerounais. Mais aussi de permettre au jeune public de découvrir cette fresque qui a fait les grands jours du cinéma camerounais à l'étranger. «C'est un honneur de voir que mon film reste une référence. Cela est dû à mon passage à Ouagadougou. Pour tout vous dire, à certains moments, je me demande ce que ce film serait devenu si je n'étais pas passé par Ouagadougou pour présenter mon travail à mes confrères africains.»

C'est que, bien qu'à Ouagadougou le film remporte également le premier prix de l'Organisation catholique internationale du cinéma, quelques mois plus tôt, à l'occasion du Festival international du film de l'ensemble francophone à Genève

(Suisse), en 1975, des critiques ont «massacré» l'œuvre. «Ils estimaient que le film manquait de vie. Ce sont d'ailleurs ces critiques acerbes que j'ai inscrites dans mon book quand j'allais à Ouagadougou. Finalement, tout le monde était sidéré par ces critiques. Je me suis senti mieux», se souvient-il.

En 1978, Jean-Pierre Dikonguè Pipa sort «Le prix de la liberté» qui, bien que retenu à l'ouverture du festival de cinéma de Los Angeles, ne connaît pas le même succès que Muna Moto. Et si son film est jusqu'alors l'unique production camerounaise à avoir remporté l'Étalon de Yennenga, le jeune homme de 70 ans à la chevelure blanche ne désespère pas de voir un des jeunes loups (ou louves) du cinéma local chevaucher à nouveau le bel étalon de la princesse Yennenga. Jean-Pierre Bekolo Obama, Joséphine Ndagnou, Osvalde Lewat - pour ne citer que ceux-là - ont déjà flirté avec le premier prix du festival. Il ne faudrait plus qu'un pas... ▣



S'épanouir en toute confiance

Le groupe Allianz est un acteur majeur de la culture. C'est pourquoi sa filiale au Burkina Faso, Allianz Burkina Assurances, souhaite la bienvenue au FESPACO à tous les festivaliers et amoureux du cinéma africain.

Allianz, avec vous de A à Z.

Allianz 

1972

**Oumarou Ganda
(Niger)**

Le Wazzou polygame

Au Niger, Saley le Wazzou, un homme riche, épouse la jeune Satou alors qu'il a déjà deux femmes. Le malheur est vite arrivé, la deuxième femme de Saley tente de tuer sa rivale, se trompe et tue une fille d'honneur...

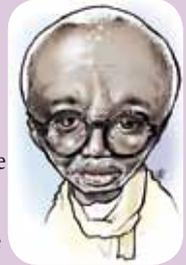


1983

**Souleymane Cissé
(Mali)**

Finye

Deux lycéens sont en butte aux persécutions du gouverneur militaire Sangaré. Celui-ci n'accepte pas que sa fille s'éprenne du petit-fils d'un chef coutumier bambara sur le déclin. Le trucage des résultats du baccalauréat constitue le détonateur d'un sentiment d'injustice...



1973

**Souheil Ben Barka
(Maroc)**

Les mille et une mains

Le vieux teinturier Moha et son fils Miloud transportent des paquets de fil de laine... Commence ainsi le minutieux tissage de tapis vendus à l'étranger et les pénibles travaux des hommes, des femmes et petites filles.



1985

**Brahim Tsaki
(Algérie)**

Histoire d'une rencontre

Deux sourds-muets, une fille et un garçon, font connaissance près d'une base d'exploitation pétrolière située quelque part dans le tiers-monde. Entre eux s'établit une sympathie que toutes sortes de conditions et prédispositions vont affermir en marge de la misère environnante...

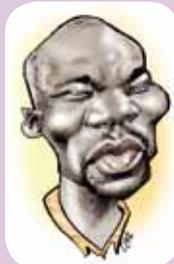


1976

**Dikongué Pipa
(Cameroun)**

Muna Moto- L'enfant de l'autre

Un homme souhaite épouser la fiancée de son neveu pour assurer sa descendance. Ce film place les fondements de l'union conjugale dans la tradition de la dot. L'union amoureuse entre Ngando et Ndome est ainsi balayée par le mariage forcé de celle-ci avec l'oncle de Ngando.



1987

**Med Hondo
(Mauritanie)**

Sarraounia

La reine Sarraounia, régnant sur les Aznas, a symbolisé au XIXe siècle la résistance des peuples du Niger contre l'invasion coloniale et musulmane. Elle a tenu bon quand tous les autres souverains de l'époque avaient abandonné la lutte...



1979

**Souleymane Cissé
(Mali)**

Baara

Un ingénieur propose à son ami une place de manœuvre dans une usine de Bamako. Les dures conditions de travail et la corruption des patrons provoquent la révolte des ouvriers.



1989

**Kwaw Ansah
(Ghana)**

Heritage Africa

Nommé Commissaire régional africain, Kwesi s'identifie aux Anglais qui dirigent son pays... Lorsque les travailleurs protestent contre leurs conditions de travail et de vie, il prend le parti du pouvoir contre eux, offrant même à ses «amis» ce que sa famille avait de plus précieux.



1981

**Kramo Lanciné Fadika
(Côte d'Ivoire)**

Djeli

Deux étudiants ivoiriens, Fanta et Karamoko, s'aiment et nourrissent des projets de mariage. Nés dans le même village, ils ont grandi ensemble et leurs parents respectifs se connaissent bien. Ce qu'ils ignorent, c'est la raison pour laquelle leur union est impossible...



1991

**Idrissa Ouédraogo
(Burkina Faso)**

Tiläi

Saga revient au village après deux ans d'absence. Découvrant les derniers événements, il n'accepte pas le remariage de son père avec sa fiancée Nogma qu'il aime toujours. Transgressant les lois, Saga revoit Nogma en cachette.



Ils ont brandi l'Étalon de Yennenga

1993

Roger Gnoan M'Bala
(Côte d'Ivoire)
Au nom du Christ

Un pauvre porcher, qui ne cesse d'être méprisé par les hommes de son village, faillit se noyer dans le fleuve un jour où il avait trop bu. Sorti de l'eau, il eut alors la vision d'un «enfant de Dieu», qui l'aurait choisi entre tous pour sauver son peuple. Désormais, il sera Magloire Ier, le «cousin du Christ»...



2001

Nabil Ayouch
(Maroc)
Ali Zaoua

Ali, Kwita, Omar et Boubker sont des enfants de rue. Depuis qu'ils ont quitté Dib et sa bande, ils habitent sur le port. Car Ali veut partir; il veut devenir marin et faire le tour du monde...



2003

Abderrahmane Sissako
(Mauritanie)
**Heremakono-
En attendant le bonheur**

Ce film a reçu entre autres récompenses: prix de l'Inalco et prix spécial des Nations unies. Il a été diffusé à Cannes, au festival de Sundance, au festival du film panafricain de Los Angeles.



1995

Cheick Oumar Sissoko
(Mali)
Guimba

Dans le village de Sitakili, le despote Guimba exerce un pouvoir absolu sur les habitants, aidé de son fils nain et de son griot. Mais bientôt, Siriana, un chasseur du village voisin, viendra affronter le tyran pour libérer la jeune Kai, dont il est amoureux.



2005

Zola Maseko
(Afrique du Sud)
Drum

Drum est la vie portée à l'écran d'Henry Nxumalo, journaliste investigateur renommé dans les années cinquante à Sophiatown, quartier symbolique de la résistance culturelle à Johannesburg. Il travaille dans un magazine noir à la mode, Drum, véritable arme médiatique à l'époque...



1997

Gaston Kaboré
(Burkina Faso)
Buud Yam

Au début du XIXe siècle, en Afrique, un jeune homme du nom de Wend-Kuuni se lance dans un voyage imprévisible, à la recherche d'un guérisseur pour soigner sa sœur Pughneere, frappée d'un mal inconnu. A la manière d'un conte traditionnel...



2007

Newton Aduaka
(Nigeria)
Ezra

Le film raconte l'histoire de la réinsertion d'Ezra, un ex-enfant soldat qui a vécu et participé à la terrible guerre civile de Sierra-Léone, une des plus atroces de ces dix dernières années.



1999

Mweze Ngangura
(R.D. Congo)
Pièces d'identité

Mani Kongo, vieux roi d'une province congolaise, décide de quitter son village pour retrouver sa fille qu'il a envoyée toute petite étudier en Belgique et dont il est sans nouvelles. Ce roi va débarquer en Belgique, sans repères, et croiser des personnages africains plus ou moins paumés...



2009

Hailé Gerima
(Ethiopie)
Teza

Au début des années 1970, Anberger est parti de son village pour aller étudier en Allemagne. Il n'est plus du tout le même lorsqu'il revient chez lui en Ethiopie, début 1990 pour, dit-il, y mourir. Que lui est-il arrivé pendant toutes ces années?





Léonce Ngabo

Le prodige du cinéma burundais

Depuis la sortie, en 1991, de «Gito, l'ingrat», premier long métrage produit par le réalisateur burundais Léonce Ngabo, le cinéma piétine plutôt dans ce petit pays d'Afrique centrale. De retour du Canada où il s'était exilé pendant 11 ans à la suite de la guerre civile dans son pays (1993-2005), Léonce Ngabo tente de redonner vie au 7e-Art chez lui. Deux courts-métrages, «Taxi love» de Jean-Marie Ndiwokubwayo et «Histoire d'une haine manquée» d'Eddy Munyaneza seront en compétition cette année, au Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco), grâce au talent de celui que l'on considère déjà comme le prodige du cinéma burundais.

Par Albéric Ndayirukiye, correspondant

NÉ À KAMENGE, UN DES quartiers populaires du Nord de la capitale burundaise, Bujumbura, Léonce Ngabo affiche un comportement chaleureux et une certaine amabilité, que d'aucuns jugent cependant quelque peu intéressée. L'artiste compte aller plus loin. Après tout, il n'a que 60 ans, même si avec sa petite taille et sa stature athlétique, on lui en donnerait dix de moins. Diplômé de chimie à l'Université d'Alger, il devient directeur de l'Ecole nationale des télécommunications du Burundi. Et pour «canaliser le potentiel des artistes burundais», Léonce Ngabo fonde l'Amicale des musiciens du Burundi, en 1986. C'est en 1991 que cet artiste produit «Gito, l'ingrat», le premier et unique long métrage burundais. Ce chef-d'œuvre obtiendra tour à tour le Prix Oumarou Ganda de la meilleure première œuvre cinématographique au Fespaco'1993 et le grand prix du festival Vues d'Afrique de Montréal, la même année. Déjà, en 1992, le film reçoit le Prix de l'Agence de la Francophonie au Festival international du film francophone (Fiff) de Namur, en Belgique.

Véritable artiste, ce chanteur, comédien et réalisateur, aura marqué le cinéma burundais par des documentaires au souffle puissant, tels «En attendant le retour des éléphants», un film de 52 minutes sur la déperdition de la biodiversité burundaise; ou encore «La mère et l'enfant», un portrait émouvant de Jeanne Gapiya, une grande militante de la cause des séropositifs. Léonce Ngabo se présente aussi comme un rassembleur, fortement imprégné de la culture de son pays. Également fondateur du Festival international du cinéma et de l'audiovisuel du Burundi (Festicab), il a collaboré à des projets cinématographiques de portée internationale. Il se souvient notamment des Journées du cinéma africain et crée «Vues d'Afrique» de Montréal, où il était chargé de projets de septembre 1996 à mai 2000, du Festival international des cultures africaines (Fica) de



Hemmingford, ou encore du Festival «Tumbuktu, les Transarts africains» de Longueuil-Québec, dans lequel il sera Directeur général et coordonnateur logistique de novembre 2001 à mars 2005.

Le Festicab inspiré du Fespaco

Dans l'esprit de ses fondateurs, le Festicab s'est donné pour mission d'organiser une compétition tous les deux mois après le Fespaco. Le règlement du Festicab précise qu'il est ouvert aux films tournés en partie ou en entier en Afrique. Il ajoute, en son article 2, que «la compétition est exclusivement réservée aux films de production ou de coproduction africaine, l'année de la production ne dépassant pas les deux dernières années».

Léonce Ngabo espère avoir de bonnes productions au prochain Festicab, qui se tient du 22 au 29 avril 2011 à Bujumbura. Pour lui, l'engouement suscité par la première édition l'a poussé à voir plus loin pour le Burundi. Ainsi, en 2010, le festival a été décentralisé à l'intérieur du pays, dans les villes de Gitega, Ruyigi et Ngozi. De même, le soutien de festivals partenaires comme le Fespaco, le Festival international du film d'Amour de Mons ou le festival Ecrans noirs de Yaoundé, a

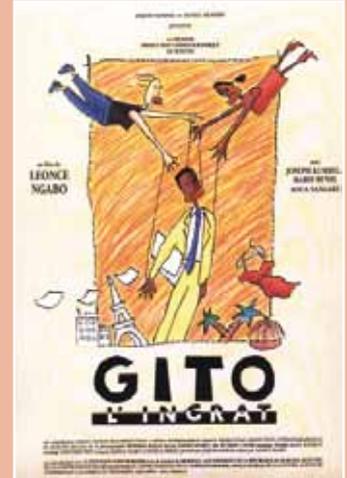


permis au Festicab de pallier notamment certaines insuffisances, dont le manque de formation des artistes. Grâce à l'appui de ces partenaires, des bourses d'études ont été attribuées à de jeunes burundais, pendant que d'autres suivaient une formation de courte durée sur place à travers des ateliers.

En participant à la 22e édition du Fespaco, qui se tient du 26 février au 5 mars 2011, Léonce Ngabo espère nouer de nouveaux contacts qui lui permettront d'envoyer de jeunes cinéastes burundais en formation à l'Institut supérieur de l'image et du son (Isis) de Ouagadougou, en vue d'acquérir une formation très poussée en cinématographie. Toutefois, le cinéma reste marqué par le manque de financements et le peu d'engouement du public, note Ngabo qui, à son retour d'exil, a trouvé un cinéma demeuré à un stade embryonnaire. «Mon objectif est de transformer le cinéma de commande pour la survie en un cinéma professionnel», affirme-t-il. □

La petite histoire

Gito, qui signifie «Ingrat» en Kirundi, la langue maternelle de l'auteur du film, est un étudiant burundais qui a vécu quelques années à Paris. Après ses études, il rentre au pays et promet à sa compagne parisienne de la faire venir dès qu'il sera devenu ministre. Ce genre de rêve était fréquent chez les quelques étudiants qui avaient soit un oncle, soit un cousin bien placé dans l'administration publique. Le manque de cadres formés pour ce petit pays qui venait d'accéder à l'indépendance politique poussait en plus ces étudiants aux ambitions illimitées à nourrir de telles idées. Mais de retour au pays, Gito ne trouve pas de travail et se remet à fréquenter son amour d'enfance. Lorsque la Française débarque à Bujumbura pour voir son copain, elle le trouve dans un état pitoyable après bien des années de chômage. Les deux femmes se rencontreront et décideront de donner une leçon à Gito.



SOURCE maïo

Ce n'est pas lorsqu'elle est présente sur la table, qu'on la remarque...
c'est lorsqu'elle n'y est pas !

B.P. 863 Pointe-Noire CONGO
Tél.: 06 667 17 17 / 06 668 17 17
E-mail: secretariat-pnr@sourcemaïo.net
drg_pnr@sourcemaïo.net
www.sourcemaïo.net

B.P.: 9044 Brazzaville CONGO
Zi de Mpila
Avenue EDITH LUCIE BOHGO
Tél.: 06 800 36 36
E-mail: ca-bzv@sourcemaïo.net



Mweze Ngangura

«Le Fespaco m'appartient aussi...»

Le film «Pièces d'identité» reste une œuvre marquante de la cinématographie africaine, qui a valu à son auteur, le Congolais Mweze Ngangura, l'Étalon de Yennenga, le plus prestigieux des trophées du Fespaco, en 1999. Douze ans après, nous avons rencontré Mweze Ngangura pour vous. Tout en nous livrant ses réflexions sur le cinéma africain et le Fespaco, il a bien voulu nous parler de cette distinction qui est venue couronner sa carrière de cinéaste...

Propos recueillis à Bruxelles par Ghislain Zobiyo

Notre Afrik: Vous avez été lauréat de l'Étalon de Yennenga en 1999 avec votre film «Pièces d'identité». Vous attendiez-vous à ce grand prix?

Mweze Ngangura: Non, pas du tout! A cette époque, je faisais partie d'une génération de cinéastes beaucoup plus jeunes que ceux qui avaient l'habitude d'obtenir ce genre de prix. Mais en plus, je n'avais fait que des films de comédie, des films urbains, qui tranchaient avec ce à quoi nous étions habitués à voir dans le cinéma africain. Cela veut dire que mes films auraient pu paraître légers. C'était donc une très bonne surprise pour moi de constater qu'un film qui pouvait être assimilé à une comédie dramatique soit récompensé de la plus grande distinction du Fespaco.

Et où se trouve votre Étalon aujourd'hui?

Le trophée est là, à la maison, posé sur un socle (il le montre). Il fait partie de ma collection d'objets, de prix et de récompenses obtenus au cours de ma carrière. En raison de son volume, il n'entre pas dans la vitrine que vous voyez là.

Une comédie dramatique qui soulève des problématiques toujours d'actualité, comme la dignité humaine, la perte d'identité des immigrés africains, la place des traditions africaines dans le monde moderne, l'Europe qui ne parvient pas à accepter l'Afrique dans sa dignité et sa profondeur... Qu'aviez-vous ressenti



en recevant ce prix?

De la joie, une vive émotion, de la reconnaissance pour une œuvre accomplie par toute une équipe.

Mais dans votre énumération, il y a une phrase qui m'a beaucoup touché: «L'Europe qui ne parvient pas à accepter le continent africain dans sa dignité, dans sa profondeur.» Au moment où j'avais fait le film, un ami nord-africain m'avait demandé si le film aurait été accepté en Europe s'il ne s'agissait pas d'une comédie légère. Et je lui ai répondu que peut-être pas,

parce que l'Afrique est facilement acceptée dans des aspects plus légers, mais n'est pas prise au sérieux quand il s'agit de choses plus sérieuses, plus profondes, plus graves. Quand les Européens se rencontrent pour des événements importants, ils peuvent inviter l'empereur du Japon, le roi de Jordanie, mais je n'ai jamais vu un roi africain invité dans ce genre de manifestation. Cela montre clairement que l'Afrique n'est pas respectée dans ce qu'elle a de plus profond. Aussi, nous les hommes de culture avons-nous un travail bien plus important que



celui des politiques. Je pense qu'il nous appartient d'insuffler un élan qui tient compte de notre passé, de nos valeurs culturelles, de notre histoire...

Que représente ce grand prix dans votre parcours de cinéaste, de réalisateur?

Ce prix représente beaucoup pour moi, d'abord en tant qu'individu. C'est un parcours individuel dans la profession que j'ai choisie. C'est très important d'être reconnu par ses pairs pour avoir fait un travail d'une certaine valeur. Ensuite, je suis heureux que le Fespaco ait récompensé ce genre de film.

De plus, en dehors du Fespaco, le film a eu beaucoup de succès dans le milieu africain-américain et dans beaucoup d'endroits en Afrique.

Justement, parlez-nous de la vie de «Pièces d'identité» après la consécration de 1999 au Fespaco...

Le film a circulé dans quelques festivals, notamment à Acapulco Black Film Festival en juin 1999, où il a obtenu le grand prix dans la catégorie du meilleur film étranger. Il a été également très apprécié dans le milieu africain-américain. Je pense que nos frères des Etats-Unis se sont beaucoup identifiés à ce personnage de Muana, qui est parti de l'Afrique il y a très longtemps, qui vit maintenant une autre réalité en Europe et qui a l'occasion de se retrouver, de se mettre en phase avec ses racines et son histoire à travers la rencontre avec son père. Le film a en outre reçu un prix au festival «Ecrans noirs» de Yaoundé.

Cependant, en dehors de quelques pays africains comme le Burkina Faso, où il a été projeté, le film a suivi le parcours d'un film africain normal, et n'a donc pas bien circulé à travers le continent.

La distribution constitue le maillon faible du cinéma africain. Quel rôle peut jouer le Fespaco? Et que préconisez-vous?

Le Fespaco s'occupe de la promotion, c'est-à-dire faire connaître nos films, permettre une bonne visibilité de nos films. Il invite les journalistes, les différents acteurs du cinéma, des gens qui d'une manière ou d'une autre sont intéressés par nos films... Tout ce monde est là pendant le festival et, en général, cela s'arrête là. Le Fespaco ne peut pas se substituer à un distributeur. Le Fespaco peut inviter les distributeurs. Ce que nous souhaitons, c'est que les distributeurs

soient là et découvrent nos films. Mais après, c'est évidemment nous-mêmes qui négocions des conditions commerciales avec les distributeurs ou les propriétaires de salles.

Le thème de cette 22e édition du Fespaco, «Cinéma africain et marchés», vise, au-delà de la réflexion, à jeter les bases d'une conquête des marchés locaux et internationaux. Vers quelles pistes devrait-on s'orienter selon vous pour atteindre les objectifs visés?

Je crois que la première chose, c'est l'image que l'Africain a d'un film africain. En général, un Africain s'attend à ce qu'un film africain soit un film culturel, très didactique, qui vient lui donner des leçons sur les problèmes de l'Afrique, sur les conflits entre la tradition et la modernité, sur les problèmes sociaux... au lieu d'être un cinéma grand public. Je pense qu'on doit demander à l'africain d'avoir une plus grande curiosité pour le cinéma africain, parce que c'est son cinéma à lui, le cinéma de son continent, qui lui parle de ses problèmes, de ses rêves, qui véhicule son image, qui parle de lui...

Je me souviens aussi très bien que pendant longtemps, quand j'étais au Congo (RDC, NDLR), avant le film «La vie est belle», je n'avais jamais vu un film africain être projeté dans une salle commerciale à Kinshasa. Nous avons été habitués à voir certains films africains gratuitement dans des centres culturels (CCF par exemple) uniquement. Et pour nous, Africains, un film africain devait être gratuit. C'était cette image là que nous avions d'un film africain. Cette image de la gratuité de nos films persiste avec, dans certains endroits, la projection grand public gratuite de nos films.

Que faut-il faire pour changer cette vision qu'a l'Africain de son cinéma?

C'est en tant que réalisateur que nous devons changer cette image. Il ne faut donc pas faire des films où ils vont s'ennuyer, où on va leur donner des leçons sur la culture africaine ou les problèmes de l'Afrique. Mais proposer des films qui divertissent le public. Nos films doivent aussi permettre à notre public de retrouver ses propres codes culturels. Un Africain doit d'abord se reconnaître dans les images que lui propose le cinéma africain.

Quel est votre regard sur le Fespaco?

Un regard familial, je dirai. Je ne suis pas Burkinabè, mais je peux dans une certaine mesure dire que le Fespaco m'appartient aussi. Je vais au Fespaco depuis 1983. Tous les deux ans, je suis à Ouagadougou. C'est en même temps un festival qui m'a fait grandir. Le Fespaco, c'est comme une famille. Tous les enfants sont devenus adultes et vivent très loin du domicile. Et périodiquement, les différents membres ont l'occasion de se rencontrer pour faire le point sur la situation du cinéma africain: d'où venons-nous? Où en sommes-nous? Et où allons-nous? C'est l'occasion de débats à la fois officiels et non officiels: colloques, séminaires... On peut discuter entre confrères cinéastes provenant de pays différents, pour échanger sur ce qui va bien, ce qui nous manque, ce qui pourrait nous intéresser dans le futur. Le Fespaco, c'est aussi toutes ces rencontres qui se font en dehors du programme officiel, et cela est difficile à comptabiliser et à quantifier. Incontestablement, le Fespaco remplit sa mission en tant que lieu de rencontre et d'échanges, comme vitrine du cinéma africain, qui nous permet de faire le point sur la situation du cinéma, de rencontrer de nouvelles têtes... □



HOMMAGE

Ces noms qui ont marqué le cin

Quand Dani parle de...



Sotigui Kouyaté

Cinéaste de renom, Dani Kouyaté rend hommage à son père, Sotigui, dramaturge et pionnier du théâtre et du cinéma au Burkina, décédé le 17 avril 2010 en France, alors qu'il venait d'être récompensé de l'Ours d'argent au Festival de Berlin pour son rôle dans «London River», un film de Rachid Bouchareb.

«Sotigui Kouyaté, mon père, était un homme d'une grande culture et d'une grande générosité. C'est avec beaucoup de peine que j'ai vécu sa disparition. Il était mon père, mon ami, mon collaborateur, mon maître... Nous parlions assez souvent cinéma et théâtre. Il prodiguait rarement directement des conseils. Mais il prônait volontiers l'humilité aux jeunes qui souhaitent grandir. Ce que je retiendrai de lui en tant que père et en tant qu'artiste, c'est la rigueur et l'amour de son métier. Little Senegal de Rachid Bouchareb est l'un de ses films que je préfère. Il a joué dans deux de mes films. "Kéïta! L'héritage du griot" et "Sia, le rêve du python". La collaboration avec lui a toujours été parfaite. Il était un grand professionnel qui savait prendre et garder sa place en fonction du directeur qu'il avait en face de lui. Moi j'ai eu de la chance de l'avoir sur mes films. Je lui dois plus que beaucoup.»

André Come Otong (1964-2009)

Cinéaste autodidacte et indépendant gabonais, André Come Otong débordait d'imagination et d'énergie. Initiateur, dans les années 1990, de l'école de cinéma «Ligne équatoriale» destinée à la formation de jeunes cinéastes, c'était un habitué du Fespaco, où il glanait régulièrement des prix. «Le Fespaco reste mon seul couronnement et ma véritable pierre de jouissance. Gagner n'est pas le plus important. C'est participer pour mes enfants et mon pays», confiait-il dans une interview lors de la 21e édition du festival, alors qu'il venait de remporter le prix International «Planned Parenthood Federation (IPPF)» pour son dernier film au titre étrangement prémoniteur, «Confession finale».



Adama Drabo (1948-2009)

On lui doit le moyen métrage «Nieba» (la journée d'une paysanne), les longs métrages «Ta Dona» (Au feu!), «Taaf Fanga» (Le pouvoir du pagne) ou encore «Fantan Fanga» (Le pouvoir des pauvres) -primé lors de différents festivals (Cannes, Tokyo, Ouagadougou et Namur)- coréalisé avec Ladjji Diakité. On lui doit également «Massa», «Le trésor de l'Askia», «L'Eau de Dieu tombera...» des pièces de théâtre écrites alors qu'il était instituteur dans un village malien. Son premier long-métrage —«Ta Dona», sorti en 1991- a été nommé pour le Lion d'or au Festival international du film de Locarno et primé au Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou.



Samba Félix N'Diaye (1945-2009)

Né à Dakar le 6 mars 1945 et mort dans la même ville le 6 novembre 2009, Samba Félix N'Diaye est un cinéaste documentariste sénégalais qui réalisa près de 25 films durant toute sa carrière. Au-delà de sa notoriété nationale, il est considéré comme «le père du documentaire africain». Sa dernière œuvre - «Questions à la terre natale»- en 2007, fait figure de testament dans lequel le réalisateur convoque nombre de brillants intellectuels africains au chevet d'une Afrique mal en point.



James Campbell-Badiane (1932-2010)

L'homme qui s'est révélé au premier Festival mondial des arts nègres en 1966, où il a tenu le rôle de Hugonin-Baron dans l'adaptation de «La Tragédie du Roi Christophe» d'Aimé Césaire, est de cette race d'artistes en qui la fibre artistique vibre en temps réel. Avec son éternel chapeau noir vissé sur une chevelure poivre-sel, et son habit en patchwork, James Campbell-Badiane se sera investi jusqu'à sa mort -le 8 avril 2010- à l'âge de 78 ans, dans le combat «contre l'oubli» des hauts faits d'armes des anciens combattants. De toute sa carrière, James Campbell aura joué dans une trentaine de films et une dizaine de pièces de théâtre.



Et on n'oublie toujours pas Sembène Ousmane...



Ecrivain, réalisateur, acteur et scénariste majeur sénégalais, connu pour son militantisme sur les questions politiques et sociales, Sembène Ousmane (1923-2007) est l'un des pionniers du cinéma du continent, pour avoir réalisé, en 1966, «La Noire de...», le premier long métrage «négro-africain», qui décroche aussitôt le prix Jean-Vigo la même année. Il a grandement contribué à l'envol du Fespaco auquel il restera fidèle jusqu'à sa mort, refusant même de participer à la compétition, pour laisser émerger d'autres cinéastes. La longue carrière de l'homme à la célèbre pipe a été récompensée par une kyrielle de prix: prix du meilleur film étranger décerné par la critique américaine, prix «Un certain regard» à Cannes, prix spécial du jury au festival international de Marrakech, prix Harvard Film Archive décerné par l'Université Harvard, etc.



éma africain

Amadou Bourou (1951-2010)

Comédien, acteur de cinéma, metteur en scène et dramaturge, Amadou Bourou incarnait à lui tout seul le combat pour un théâtre professionnel au Burkina Faso. Né le



1er novembre 1951 au Mali, il était titulaire d'une maîtrise d'enseignement en Lettres modernes à Paris VII. Jusqu'à ce qu'il rende son dernier souffle, dans la nuit du 8 janvier 2010, il s'est pour ainsi dire sacrifié à l'art théâtral. Il reste aujourd'hui une référence de choix, notamment dans la conception chorégraphique pour de grands événements nationaux, comme le Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco). Amadou Bourou a été un excellent comédien et a incarné avec dextérité de nombreux rôles tant sur les planches que sur le grand écran.

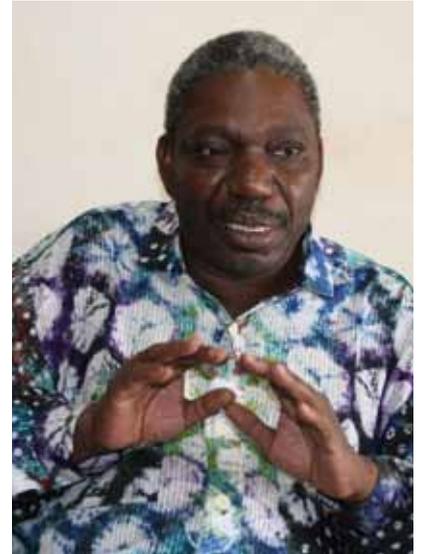
Tahar Chériaa (1927-2010)

Figure phare du 7e Art du tiers-monde et notamment du continent africain, le cinéaste et critique tunisien Tahar Chériaa a été le fondateur des Journées cinématographiques de Carthage, premier festival de cinéma arabo-africain en 1966. Après des études à la Faculté des Lettres de Paris où il a passé dix ans, il amorce une riche carrière cinématographique en s'imposant comme un «critique de référence» et un historien du cinéma à travers ses articles et ses ouvrages. Il a par ailleurs joué «un rôle actif» dans la création, en 1971, du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco). Ce Tunisien qui s'est investi par passion pour le cinéma s'est éteint le 4 novembre 2010 à l'âge de 83 ans.



Que devient... Idrissa Ouédraogo?

Depuis la sortie de «Kini & Adams» en octobre 1997, on a très peu entendu parler d'Idrissa Ouédraogo sur le terrain cinématographique. L'intéressé dit pourtant travailler d'arrache-pied pour revenir bientôt avec «Le noyau de la mangue», un projet qui devrait se concrétiser l'été prochain...



Comment expliquer le silence d'Idrissa Ouédraogo depuis «Kini et Adams» dont la sortie remonte quand même à octobre 1997?

Ce n'est pas un silence. La frénésie de tourner un film tous les ans m'est passée. Je pense profondément au cinéma parce que c'est mon métier. C'est la seule chose que je sais faire. Mais il arrive aussi des moments de maturité. Après avoir beaucoup donné, après beaucoup de joie et beaucoup d'insatisfactions aussi, on réfléchit autrement sur le cinéma.

Que faites-vous pendant ce temps de réflexion?

Ces années de maturation ont pour seul but d'écrire un scénario qui me convienne, avec mes expériences. J'avais envie de rêver à d'autres choses qui ne sont pas facilement accessibles. Il faut savoir que le cinéma n'est pas que la réflexion. C'est aussi des moyens de production; et les enjeux de production sont tellement importants aujourd'hui qu'ils vont de pair avec la nature du sujet qu'on traite. C'est cela qui fait que dans mon cas particulier, j'ai envie d'aborder aujourd'hui un sujet qui me préoccupe beaucoup.

De quoi parle ce sujet?

Il parle de l'Afrique, en tout cas d'une certaine Afrique où il y a de l'immobilisme, où on ne rêve plus. Cette Afrique-là n'arrive pas à résoudre les problèmes fondamentaux des populations, ne serait-ce que se nourrir simplement, boire à sa soif... Je parle d'une Afrique où le rêve d'existence lui-même est détruit. C'est pourquoi je prends juste un sujet qui parle de rêve, le rêve de deux adolescents dans l'Afrique la plus dure, la plus desséchée, la plus sèche, où plus rien ne pousse...

Le rêve de ces enfants est de faire pousser un noyau de mangue dans cette Afrique-là. Pour cela, ils doivent aller chercher de l'eau à 10 kilomètres en s'appuyant sur leur imagination et leurs talents. Bien évidemment, ils rencontreront des résistances et des oppositions autour d'eux. Mais à la fin de l'histoire, l'eau se déversera sur tout le village et fera pousser la mangue...

Pensez-vous que cette Afrique-là aussi peut vous donner les moyens de production que vous recherchez pour tourner votre prochain film?

Les moyens de production existent en Afrique. C'est la politique de mise en œuvre de ces moyens qui n'existent pas. L'Afrique est un vaste continent. Il faut travailler prioritairement par espace communautaire. Sur le continent, on a de manière générale un pouvoir d'achat assez faible. Entre 80 et 90% des populations vivent en zones rurales, sans électricité, donc sans moyens de projection. Du coup, le vaste marché qu'est l'Afrique ne signifie pas grand-chose en terme économique. En plus, le continent ne dispose pas d'un ciment culturel unique dont la langue est le creuset essentiel. Il nous faut donc beaucoup de subventions dans l'étape de maturation cinématographique qui est la nôtre...

Propos recueillis par Félix Koffi Amétépé

Tchad

«Le Normandie» renaît de ses cendres

Fermée depuis la guerre civile de 1979, la salle de cinéma «Le Normandie», réfectionnée dans le cadre du cinquantième de l'indépendance du Tchad, a été inaugurée par le président de la République, Idriss Deby Itno, le 8 janvier 2011 à N'Djaména.

Eric Topona, correspondant



«**VOUS NOUS SORTEZ DU TUNNEL** pour aller à la lumière. C'est un cadeau inestimable et un coup de pouce pour la renaissance du 7e-Art tchadien.» Dixit le cinéaste Mahamat Saleh Haroun, lors de la cérémonie d'inauguration de la salle de cinéma «Le Normandie», le 8 janvier 2011 à N'Djaména. Partiellement détruite pendant la guerre civile de 1979, cette salle, construite en 1949 –sous la domination coloniale- a fait peau neuve après des travaux qui ont duré un peu plus d'un an. Sa réfection a coûté au contribuable tchadien la rondelette somme de

1,2 milliard de francs CFA (soit environ 1,8 millions d'euros), et l'infrastructure compte 600 places assises. «C'est la première fois que nous avons une salle moderne avec du matériel moderne, au moment où partout ailleurs, on ferme les salles de cinéma», s'est extasié le chef de l'Etat.

Au-delà de la symbolique, cette inauguration tombe à pic, à un moment où les projecteurs sont braqués sur le Tchad, depuis l'attribution, le 16 mai 2010, de la palme d'or du festival de Cannes à Mahamat Saleh Haroun, pour son film «Un homme qui

Mahamat Saleh Haroun

Une caméra vertueuse

Le cinéaste Mahamat Saleh Haroun, 49 ans, a plusieurs réalisations cinématographiques à son compte. D'abord, un court-métrage très remarquable «Maral Tanié», sorti en 1994, sur le drame des mariages arrangés. Ensuite, il entre par la grande porte dans l'univers des réalisateurs de long-métrages en obtenant le prix du meilleur premier film au Festival de Venise pour «Bye Bye Africa».

Ses deux films suivants –«Abouna», histoire de deux enfants à la recherche de leur père parti subitement, et «Daratt», superbe récit d'une tentative de vengeance qui invite à une réflexion humaniste sur les conséquences d'une guerre civile- l'installent définitivement parmi les grands du cinéma. Le premier sera sélectionné à «La quinzaine des réalisateurs», la principale manifestation «off» du festival de Cannes, et le second de nouveau à Venise, où il décroche le prix spécial du jury.

Pour couronner le tout, Mahamat Saleh Haroun a obtenu la palme d'or au festival de Cannes en mai 2010. Ses réalisations cinématographiques tournent autour de deux thèmes principaux: le traumatisme de ceux qui subissent la guerre et les pères défailants.



crie...». «Les politiques ont décidé d'investir une partie de l'argent du pétrole dans le sport et dans le cinéma, et ont été remotivés par le prix du jury du festival de Cannes, remporté par notre compatriote Mahamat Saleh Haroun», a expliqué aux journalistes Issa Serge Coelo, réalisateur et gestionnaire de cette salle de cinéma. «Habitué à regarder les films à la télévision ou dans les vidéo clubs, les N'Djaménois –qui, dans leur grande majorité, ont bien accueilli cette réouverture- pourront désormais renouer avec la fréquentation des salles de cinéma», s'est réjoui Issa Serge Coelo. Placé sous la supervision du ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, la gestion du cinéma «Le Normandie» est privée. Le but recherché par le ministère de tutelle est d'obtenir des comptes équilibrés pour assurer l'entretien du bâtiment. La moitié des bénéfices qui sera engrangée devra servir à créer d'autres salles de cinéma dans la capitale et à l'intérieur du pays. La nouvelle salle est dotée d'un projecteur de 35 mm et d'un projecteur numérique, capables de programmer des films en DVD ou reçus par Internet. Une prouesse technologique!

Avant la guerre civile de 1979, le Tchad comptait quatre salles de cinéma: Rio, Vogue, Shéhérazade et Normandie. Au fil des ans, toutes ces salles ont fermé une à une. Après l'inauguration qui signe ainsi la renaissance du ciné «Le Normandie», il était prévu que la projection du film «Un homme qui crie» tienne l'affiche pendant au moins un mois. En raison des contingences techniques (le groupe électrogène est déjà tombé en panne, NDLR), la programmation des films débutera finalement entre mars et avril 2011. Toutefois, l'excellent film de Mahamat Saleh Haroun a pu être projeté pour la première fois au Tchad, juste après l'inauguration de la salle, et le public a massivement fait le déplacement du cinéma «Le Normandie».

L'ambition est d'avoir six films à l'affiche par mois: un film africain, une production de Bollywood, un film de jeunesse, un long-métrage européen et deux blockbusters américains. «On va démarrer avec des films qui ont marqué l'an 2010, mais on va aussi pouvoir passer des matches de football dans la salle, ce qui va attirer du monde», espère Issa Serge Coelo.

En cette période électorale au Tchad, des analystes voient en ce geste du chef de l'Etat une façon de redorer le blason du 7e-Art, un clin d'œil à un électoral lassé par des années de crises politico-militaires qui n'ont fait qu'endeuiller de nombreuses familles et retarder la machine du développement socioéconomique. □

Issa Serge Coelo

«Les Tchadiens sont mordus d'images...»

Le gestionnaire de la salle de cinéma «Le Normandie» répond à quelques questions de notre reporter et met l'accent sur la sensibilisation à entreprendre pour promouvoir la culture du cinéma chez les jeunes...

Notre Afrik: Quels sont les sentiments qui vous animent suite à la réfection du cinéma «Le Normandie»?

Issa Serge Coelo: Cette réfection vient en écho au cri d'alarme des cinéastes tchadiens et des autres personnes aimant le cinéma au Tchad. Ce cri est parvenu aux oreilles du chef de l'Etat qui a donc décidé d'ordonner la réfection du cinéma «Le Normandie». Par chance, le propriétaire de la salle, avant sa mort, a donné son accord de principe pour que cette salle puisse être rétrocédée à l'Etat tchadien. Aujourd'hui, la salle est entièrement équipée de matériels «dernier cri», un écran de 12 m/8, ce qui est à saluer. Cela permettra de mettre un peu d'ambiance dans la ville de N'Djamena. Cela nous fait plaisir...



Pensez-vous que les Tchadiens ont une culture du cinéma?

Les Tchadiens sont mordus d'images, surtout les jeunes. Mais ils sont habitués à regarder les films dans des vidéoclubs. La réalité avec le cinéma est tout autre. Donc, si l'on tient compte de ces paramètres, les Tchadiens n'ont pas une culture de cinéma, et c'est à nous de les sensibiliser pour les faire venir, leur inculquer les vertus du cinéma. On envisage une collaboration avec le ministère de l'Education nationale pour qu'il nous aide à sensibiliser les jeunes scolarisés à venir au cinéma.

Le film de Mahamat Saleh Haroun, «Un homme qui crie», devait être projeté pendant un mois. L'expérience a-t-elle été concluante?

On a réussi à faire quelques projections. Mais tout a été arrêté à cause du groupe électrogène qui a lâché. Les projections vont reprendre entre mars et avril 2011. Cependant, le jour de l'inauguration, nous avons noté une nette affluence. C'est déjà un bon début.

Le cinéma est un art. Il y a une direction du cinéma au ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports. Cela témoigne de l'intérêt qu'accordent les autorités au 7e-Art. Nous espérons que l'école de cinéma que veut créer Mahamat Saleh Haroun sera ouverte le plus vite que possible, pour que le cinéma reprenne sa place dans le cœur des Tchadiens, et que la réfection de la salle de cinéma «Le Normandie» permettra l'ouverture d'autres salles à travers le pays. J'espère que nous aurons un cinéma tchadien, une école de techniciens, de réalisateurs. C'est une ambition, et nous nous battons pour sa réalisation. Pour le moment, on n'a que des films, mais pas encore un cinéma tchadien à proprement parler.

Après les inondations de 2009

Une seconde vie pour la cinémathèque africaine

Les inondations qui ont ravagé la ville de Ouagadougou le 1er septembre 2009 ont touché le cœur de la cinémathèque africaine, au siège du Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou (Fespaco). Environ 2000 films entreposés dans la salle d'archivage ont été détruits. Il s'agissait entre autres de films d'auteurs africains, de films didactiques et de films de l'époque coloniale. Le gouvernement burkinabè a débloqué plus de cent millions de nos francs pour la réhabilitation des infrastructures de ce patrimoine culturel africain.

Par Elza Sandrine Sawadogo

LES TRAVAUX SONT TOUJOURS

en cours sur le chantier de réhabilitation de la cinémathèque africaine. Depuis plus d'un mois, les ouvriers et les entrepreneurs se relaient dans le déploiement ininterrompu de perceuses, de bulldozers et de camions. Selon l'architecte chargé du suivi et de l'exécution des travaux sur le chantier, Moussa Sankara, il s'agit de restaurer le bâtiment de la cinémathèque tout en sauvegardant son style architectural bioclimatique. En somme, lui redonner une seconde vie. Ce projet vise à assurer une pérennité et une meilleure fonctionnalité des bâtiments existants par la réalisation d'aménagements et d'équipements complémentaires qui les protégeront contre d'éventuelles inondations et tout autre risque tels que les incendies.

Les travaux d'assainissement, de «confortement» et de réfection du bâtiment de la cinémathèque consistent en la réalisation d'un hall d'entrée de 65 m², un mur de soutènement en voile de béton, un remblais en terre latéritique d'un mètre de hauteur minimum autour du bâtiment, ainsi qu'un caniveau d'évacuation des eaux de ruissellement de 90 mètres linéaires. Quelques réaménagements en maçonnerie et des reprises de fissures sont prévus après les travaux de démolition et d'étanchéité.

En outre, il est prévu l'aménagement de la cour du Fespaco. Cela consistera au pavage et au bitumage des voies de circulation et de la cour, à l'exécution des travaux d'assainissement, à la réalisation d'espaces verts et de bâtiments an-



nexes, local gardien, toilettes publiques et guérite et à l'électrification de la cour. A terme, la réalisation de ce projet permettra l'amélioration des conditions de conservation des films. Le Fespaco pourra ainsi jouer efficacement sa mission de promotion et de valorisation du cinéma et de la culture africaines, et devenir un cadre très accueillant et apte à abriter des manifestations diverses à caractère commercial et culturel.

Pour le président de la cinémathèque africaine, Ardiouma Soma, «la plupart des films qui étaient archivés ont pu être récupérés. Seuls ceux qui ont été touchés par les eaux sont définitivement perdus». Mais, tient-il à rappeler,

il s'agissait de très anciens films documentaires sur le Burkina, qui étaient déjà en piteux état à cause de leur longue conservation. Pour lui, ce qu'il faut envisager maintenant, c'est la numérisation du patrimoine existant pour parer à toute éventualité.

La cinémathèque africaine a vu le jour en 1989 suite à un appel de Gaston Kaboré, l'un des grands cinéastes burkinabè, alors secrétaire général de la Fédération panafricaine des cinéastes (Fepaci), qui a demandé à tous ses collègues cinéastes africains d'accorder des autorisations de tirage ou de mettre les copies de leurs films à la disposition du Fespaco. □



- INCENDIE
- ACCIDENTS
- TRANSPORTS
- RISQUES DIVERS



Une autre vision de l'assurance !



VISION D'AVENIR SONABEL 2013

Etre l'acteur majeur de la transformation du sous-secteur de l'électricité au Burkina Faso, focalisé sur l'approvisionnement et la sécurité de la fourniture de l'énergie électrique au meilleur coût, avec l'objectif permanent :

- ❗ d'améliorer l'accès des populations à l'électricité,
- ❗ de délivrer des services de qualité à ses **CLIENTS**,
- ❗ d'accompagner le développement économique et partant la lutte contre la pauvreté dans le pays.



- Une Vision
- Un Engagement
- Un But : le développement soutenu

ENTRETIEN

Vital Kamerhe



Continuer à avaler des couleuvres dans l'espérance d'un hypothétique rebond ou franchir le rubicond en s'émancipant définitivement? Après s'être imposé une longue cure de silence, consacré une majeure partie de son temps à l'écriture et aux voyages, Vital Kamerhe a décidé de prendre rendez-vous avec l'histoire. Le natif de Walungu, dans le Sud Kivu, sera candidat à l'élection présidentielle congolaise, prévue en novembre 2011, contre son ancien patron, l'actuel président Joseph Kabila.

Kabila-kamerhe, l'histoire d'un désamour entre deux amis, la chronique d'une amitié que le choc des ambitions respectives a fait voler en éclats. La brutalité avec laquelle Vital Kamerhe a été contraint de quitter le perchoir le 25 mars 2009, poussé vers la sortie par Kabila et son clan en est l'illustration. Le «Kamerhe nouveau» est arrivé! Après avoir encaissé, l'heure de la revanche semble avoir sonné pour le champion de l'Est, et c'est lui qui donne des coups aujourd'hui: «Le régime va droit dans le mur, sinon il ne s'amuserait pas à modifier la Constitution pour nous imposer un scrutin uninominal à un tour. C'est le signe d'un profond désarroi!».

A 52 ans, Vital Kamerhe n'ignore pas que la partie est loin d'être gagnée, entre Etienne Tshisekedi qui joue son baroud d'honneur et Joseph Kabila qui n'a pas encore abattu toutes ses cartes, loin s'en faut! A quelques mois de la présidentielle, Vital Kamerhe continue de labourer le terrain, multipliant les contacts avec les Congolais de la diaspora... C'est à Bruxelles, où il lançait, début février, les activités de son parti, l'Union pour la nation congolaise (UNC), que nous avons recueilli cette interview qui ne manque pas de piquant...

Par Thierry Hot

Crédit photos: Ghislain Zobiyo

«Je mènerai le combat de la présidentielle main dans la main avec Tshisekedi»



Notre Afrik: Après être resté en réserve de la République depuis votre démission du poste de président de l'Assemblée nationale, vous avez décidé de briger la magistrature suprême. Pourquoi les Congolais devraient-ils vous accorder leurs suffrages?

Vital Kamerhe: Je demande à mes compatriotes de me faire confiance, parce que j'ai une vision et un programme. De part mes précédentes fonctions, j'ai toujours montré mes aptitudes à rassembler et à œuvrer pour le bien commun. Mais comme vous le savez, ce n'est pas à l'Assemblée nationale qu'on améliore la qualité de vie des Congolais; c'est pourquoi je demande aux Congolais de me donner la chance de présider à leur destinée pour changer, enfin, positivement leur destin.

En quoi la formation politique que vous avez créée, l'UNC, est-elle différente du parti au pouvoir, le PPRD, que vous avez dirigé de 2004 à 2007?

La première différence réside dans le fait que je suis l'initiateur de l'UNC, avec un groupe de camarades qui ont décidé de privilégier nos convictions pour un Congo fort, stable et prospère. Nous avons l'ambition de changer les conditions de vie de nos compatriotes car nous sommes convaincus que le Congo est une puissance endormie que nous entendons réveiller et mettre en ordre de marche.

Au regard de votre parcours, certains Congolais continuent cependant de penser que vous êtes un cheval de Troie du président Kabila?

A ceux-là, je dirai ceci: «Que celui qui n'a jamais péché se lève et me jette la pierre!». Combien de personnes ont travaillé hier avec le maréchal Mobutu et auxquelles on reconnaît aujourd'hui d'avoir changé? Savez-vous qu'Etienne

Tshisekedi a été Premier ministre de M. Mobutu sous la transition avant de prendre ses distances? Alors, si on reconnaît à M. Tshisekedi la qualité d'opposant, pourquoi Vital Kamerhe ne pourrait-il pas être devenu un opposant à Joseph Kabila, étant donné que nous avons déjà de très nombreux désaccords?

Pourriez-vous nous confier aujourd'hui les véritables raisons de votre brouille avec le président Joseph Kabila?

Tout a commencé avec la mauvaise gestion de notre victoire électorale de 2006. Quand nous avons gagné, nous devons exercer le pouvoir pour changer les conditions de vie des populations. Pour moi, cela devait passer par la mise en place d'un gouvernement fort et responsable. Or, à ma grande surprise, alors que nous disposions de 121 sièges à l'Assemblée nationale, le prési-

dent Kabila décida de confier le poste de Premier ministre au Parti lumumbiste unifié (Palu) d'Antoine Gizenga, lequel ne comptait que 34 parlementaires, ce qui pour moi était une aberration politique. Nous avons aussi eu des divergences profondes sur la manière de gérer le désarmement des éléments de Jean-Pierre Bemba à Kinshasa, les contrats chinois et la renégociation des contrats miniers de notre pays.

Vous étiez aussi en désaccord sur l'approche dans les relations avec le Rwanda...

Oui, et je ne l'ai pas caché, l'arrivée des troupes rwandaises sur le sol congolais dans le cadre de la signature d'un accord entre la RDC et le Rwanda pour des opérations est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Aujourd'hui, le gouvernement du Rwanda est devenu exportateur des minerais de l'Est de la République Démocratique du Congo. Dans ces

Vital Kamerhe répond aux questions de Thierry Hot



«Le Congo est une puissance endormie que nous entendons réveiller et mettre en ordre de marche avec mes camarades de l'UNC.»

conditions, comment le Rwanda peut-il œuvrer pour que la sécurité et la paix reviennent dans l'Est du Congo? Il va plutôt favoriser une «somalisation» de l'Est du Congo.

Les proches du président Kabila estiment que le fait de ne pas avoir été nommé Premier ministre vous a rendu aigre et ingrat.

Non, ce n'est pas cela la réalité! J'ai tout simplement remarqué que nous prenions une direction dangereuse. Ils vont me donner raison aujourd'hui puisque le régime va droit dans le mur. Si ces messieurs avaient raison, ils ne s'amuseraient pas à modifier la Constitution et, prochainement, la loi électorale. S'ils pensaient avoir réalisé les promesses faites au peuple congolais, pourquoi s'agitent-ils tant? Le président Kabila a été élu sur la base d'un scrutin à deux tours; pourquoi a-t-il modifié les règles du jeu pour nous im-

poser un scrutin uninominal à un tour?

Le régime Kabila invoque des questions de budget...

Je crois qu'il faut plutôt y voir le signe d'un profond désarroi. Ils se rendent tout simplement compte qu'ils n'ont pas réalisé leurs promesses.

L'élection présidentielle à un tour est-elle un handicap pour l'opposition?

Non, bien au contraire, à condition que nous fassions les coalitions possibles avant les échéances, au lieu de les imaginer après les résultats.

Les conditions sont-elles réunies pour que cette l'élection se déroule en 2011?

Non, les conditions ne sont pas réunies, mais nous devons les créer.

On évoque notamment au sein de

«Avec Joseph Kabila, nous avons eu de profondes divergences sur la manière de gérer le désarmement des éléments de Jean-Pierre Bemba à Kinshasa, les contrats chinois et la renégociation des contrats miniers de notre pays...»

L'opposition congolaise l'idée d'une certification des résultats par les Nations unies. Est-ce efficace au regard de la crise ivoirienne?

C'est une requête que nous avons formulée, en disant que nous pouvions nous inspirer de ce qui avait été fait en 2006 par la Mission des Nations unies au Congo (Monuc) pour sauver le processus électoral. Vous savez que sans l'implication de la Monuc, le deuxième tour n'aurait pas pu être organisé, que le président de la Ceni [Commission électorale nationale indépendante, NDLR] de l'époque, l'abbé Apollinaire Malu Malu, avait dû être transporté dans un char de la Monuc pour que les résultats soient annoncés. Nous avons échappé belle, en 2006, à une «ivoirisation» de la RDC, grâce à l'appui de la Monuc. Je pense sincèrement qu'en tenant compte des leçons et de l'expérience de la Côte d'Ivoire, l'ONU peut, à travers la Monusco, envisager un mécanisme novateur pour certifier les résultats de la présidentielle congolaise.

L'opposition congolaise est-elle capable de faire front commun?

Pour moi, la consolidation de l'unité de l'opposition est un impératif. Cependant, nous devons savoir par où commencer. Nous devrions d'abord établir un programme pré-électoral commun, identifier ensemble tous les obstacles, toutes les embuches en vue de l'organisation de la présidentielle, tout ce qui pourrait empêcher la transparence du processus électoral. Par la suite, tracer un programme minimum de gouvernement, c'est-à-dire nous préparer à la gestion du pays en cas d'alternance.



Et aussi le choix d'un candidat unique de l'opposition?

Nous devons d'abord être armés solidement avec un programme de gestion du pouvoir d'Etat. Il ne s'agit pas tout simplement pour nous de dire «ôtes-toi de là que je m'y mette»! Nous devons être prêts à gérer le pays, et procéder différemment pour améliorer le quotidien des Congolais.

Etait-ce pour discuter de l'unité de l'opposition que vous êtes allés rendre visite à Jean-Pierre Bemba à la Haye en août dernier?

J'étais d'abord allé rendre visite à un compatriote et acteur politique majeur de notre pays. Je n'ai pas manqué de lui dire que nous devons nous unir pour affronter un destin commun. Il m'avait donné son accord de principe.

Vous avez été un adversaire de Jean-Pierre Bemba. Comment vous a-t-il accueilli?

Jean-Pierre Bemba a toujours reconnu que je savais faire la différence entre adversité et animosité. Quand bien même nous étions des adversaires politiques, nous nous téléphonions, pour parler de tout et de rien. Je crois que ma visite ne l'a pas étonné. Je vous rappelle par ailleurs que, au risque de perdre mon poste, je lui avais rendu visite à maintes reprises lorsqu'il était réfugié à l'am-

bassade d'Afrique du Sud à Kinshasa. Je suis également allé le voir au Portugal, et lui avais dit de manière prophétique que sa place était à Kinshasa, et que son absence était un tort pour la démocratie dans notre pays. Malheureusement, au moment où il réfléchissait à l'idée de son retour, il a été arrêté par la Cour pénale internationale en Belgique.

Faites-vous partie de ceux qui estiment que sa place n'est pas à La Haye?

La place de Jean-Pierre Bemba est à Kinshasa. Il y a des gens au Congo qui ont commis des crimes contre les Congolais et qui devraient s'y retrouver, mais sont en liberté. A ce que je sache, Jean-Pierre Bemba n'était pas à Bangui, ce sont ses troupes qui étaient dans la capitale centrafricaine. Donc, si on estime que les troupes de M. Bemba qui étaient sous le commandement de l'ancien président centrafricain, Ange-Félix Patassé, ont commis des crimes de guerre, si cela est vrai, le premier qui doit être condamné, c'est M. Patassé et non M. Bemba.

Insinuez-vous que M. Bemba est victime d'une injustice?

Nous n'avons jamais compris par quelle gymnastique juridique on a estimé qu'il fallait seulement arrêter Jean-Pierre Bemba et laisser le président Patassé en liberté. C'est à se demander si cette Cour a été conçue unique-

ment pour les Congolais, car il n'y a que des Congolais qui s'y trouvent.

M. Bemba a-t-il encore un avenir politique en RDC?

Absolument! Il reste un leader incontournable de l'Ouest de notre pays.

Dans l'hypothèse où il ne pourrait pas être candidat à la présidentielle parce que condamné, vous apportera-t-il son soutien?

Je préfère qu'on commence par l'hypothèse où il va être libéré et sera candidat à la présidentielle...

Allez-y donc, je vous écoute...

Eh bien croyez-moi, sa libération va être un tsunami politique en RDC. Pour l'opposition, ce sera un atout important!

Et si le Tribunal le tenait à l'écart des joutes électorales?

J'espère pouvoir compter sur le soutien de son parti, le MLC. Nous devons unir nos forces.

Vous avez aussi rencontré l'opposant historique Etienne Tshisekedi à Bruxelles avant son retour à Kinshasa en décembre dernier. Que lui avez-vous dit?

Je lui ai tout d'abord rappelé qu'à l'époque où nous étions des étudiants, nous nous sommes fait arrêter parce que nous avons adhéré à l'UDPS. Nous partageons son combat. Je lui ai dit que nous l'attendions au Congo pour mener ensemble le combat pour le changement.

Dans ce combat pour la présidentielle, lequel de vous s'effacera au profit de l'autre?

Nous mènerons ce combat main dans la main.

«Le président Kabila a été élu sur la base d'un scrutin à deux tours. Pourquoi a-t-il modifié les règles du jeu pour nous imposer un scrutin uninominal à un tour?»





Et si M. Tshisekedi vous disait: «M. Kamerhe, au nom du droit d'aînesse et en raison de mes états de service, rangez-vous derrière moi.» Que lui répondriez-vous?

Je crois qu'aux Etats-Unis, Hilary Clinton était donnée favorite face à Barack Obama, parce qu'on la disait plus expérimentée. Il a pourtant fallu organiser des primaires, qui ont finalement débouché sur la victoire du président Obama.

Militez-vous pour que l'opposition congolaise choisisse son candidat à l'issue de primaires?

Il faut envisager toutes les hypothèses, notamment celle qui me verrait soutenir M. Tshisekedi et celle qui l'amènerait à me soutenir si c'était moi qui passait en tête. Réfléchir ainsi me paraît plus juste et plus équitable.

Si vous êtes élu président, qu'allez-vous entreprendre de manière prioritaire?

Tout est prioritaire, à commencer par le rétablissement d'un Etat de droit, la formation d'une véritable armée républicaine, la réforme de la justice, de la police et de la fonction publique, la mise en œuvre d'un code des investissements attractif.

Allez-vous dénoncer les contrats signés avec la Chine?

Non, il ne s'agit pas de les dénoncer, nous allons corriger ce qu'il faut corriger, dans l'intérêt de la Chine et du Congo.

«L'arrivée des troupes rwandaises sur le sol congolais est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase... Aujourd'hui, le Rwanda est devenu exportateur des minerais de l'Est de la République démocratique du Congo.»

Aujourd'hui encore, estimez-vous que la partie congolaise est lésée dans les «contrats chinois»?

Oui, c'est le cas! Les Chinois gagnent les marchés, mais ce sont des marchés de gré à gré, au détriment de nos entreprises nationales. On aurait pu organiser des appels d'offres.

En quoi la stratégie de la Chine est-elle différente de celle des pays occidentaux?

La démarche de la Chine n'intègre pas le respect des droits de l'Homme, ce qui facilite la signature des contrats.

Pensez-vous comme Etienne Tshisekedi qu'il reste un contentieux colonial à solder avec la Belgique?

Je pense qu'avant de regarder du côté de la Belgique, le Congo doit d'abord se regarder dans un miroir. Qu'avons-nous fait du Congo? La Belgique nous a-t-elle empêchés de développer notre pays? Le problème, c'est nous-mêmes d'abord! Faisons notre introspection avant de nous retourner vers la Belgique.

A quelles conditions la RDC et le Rwanda peuvent-ils normaliser leurs relations?

Il n'y a aucune condition à poser, nous devons inscrire nos relations dans un schéma qui inclut des volets sécuritaires et économiques dans un cadre sous-régional. Nous voulons la paix chez tous nos voisins, de la même façon. Nous voulons aussi vivre en paix et en sécurité dans notre pays.

Le président français Nicolas Sarkozy avait évoqué l'idée d'un partage des richesses entre la RDC et ses voisins. Qu'en pensez-vous?

Je pense que l'idée du président français avait été mal comprise.

Etes-vous devenu l'avocat de M. Sarkozy?

Non, Non je ne suis pas son avocat. Je veux tout simplement dire que, par exemple quand vous regardez le gaz méthane, qui se trouve de part et d'autre des frontières entre la RDC et le Rwanda, ce gaz est à la fois une ressource naturelle mais aussi un danger potentiel pour nos populations. Si on n'exploite pas ce gaz, il finira par détruire nos populations respectives. Dans ce cas, qu'est-ce que le Congo a à perdre en exploitant ce gaz méthane du lac Kivu avec le Rwanda? Je pourrais aussi évoquer le pétrole du lac Albert, que l'Ouganda exploite alors que nous perdons le temps dans des contrats léonins. Je pense que l'idée de partage des richesses à la frontière est une bonne chose.

Ce n'est donc pas une idée qui vous déplaît?

Je précise bien, le partage des richesses à la frontière. Mais entendons-nous bien, pour les richesses qui se trouvent à l'intérieur du territoire congolais, cela devient compliqué parce que nous entrons dans un domaine de souveraineté. Nous n'allons pas non plus aller chercher les richesses qui se trouvent à l'intérieur du Rwanda.

Quels sont vos modèles en politique?

L'ancien président brésilien Luis Ignacio Da Silva

Et sur le continent?

Permettez-moi de ne pas faire de jaloux... ☐

NOTRE AFRIK

UNE NOUVELLE GRILLE D'ANALYSE ET DE LECTURE SUR L'AFRIQUE



50 ans après les indépendances,
UN REGARD NEUF
sur le continent africain.

LE LANCEMENT DE L'UNC A BRUXELLES EN IMAGES





DANS L'INTIMITÉ DE VITAL KAMERHE

Quel est le principal trait de votre caractère?

Le courage!

Votre passe-temps préféré?

Je passe mes moments de détente dans mes fermes avec mes vaches.

Qu'avez-vous réussi le mieux dans votre vie?

La gestion des hommes avec comme dernière expérience la présidence de l'Assemblée nationale de mon pays, qui compte 500 parlementaires venant d'horizons divers.

Votre plat préféré?

J'aime le fufu (pâte à base de maïs et de manioc) avec du gibier.

Votre animal préféré?

La vache, parce qu'elle donne du lait. J'aime aussi le chien comme animal de compagnie.

Votre dernier fou rire?

(Eclats de rires...) Je ne saurais pas le dire.

Et la dernière fois que vous avez pleuré?

Quand j'ai vu les massacres et les viols des femmes à l'Est du Congo. J'ai cru qu'avec les élections de 2006, nous avions mis fin aux horreurs dans notre pays.

Croyez-vous en Dieu?

Absolument! Je n'entreprends rien sans louer Dieu.

Quel est votre plus grande peur?

Que je ne réussisse pas à sauver le peuple congolais.

Ce que vous détestez par-dessus tout?

L'injustice!

Ce que vous appréciez par-dessus tout?

La justice sociale et le bonheur pour tous.

Votre livre de chevet, si vous en avez un?

La Bible! Je lis aussi en ce moment les anciens discours d'hommes d'Etat français.

Votre plus grand défaut?

Mon hyperactivité.

Votre plus grand regret?

C'est d'avoir fait le choix de servir l'ancien parti au pouvoir, qui a failli me conduire dans l'abîme.

Votre idée du bonheur?

C'est la sécurité et les droits humains pour tous les citoyens.

Si vous en aviez le pouvoir, que changeriez-vous dans le monde?

Je me battrais pour que le Congo retrouve la place qu'il est en droit d'occuper dans le concert des nations.

Comment aimeriez-vous mourir?

Mourir pour une cause noble, mais pas de manière accidentelle. J'aimerais vivre aussi longtemps que Nelson Mandela.





telecel

Nous travaillons pour 16 millions d'habitants



Parceque vos exigences ont plusieurs visages, nous travaillons à vous unir dans un réseau dynamique et confortable à des coûts avantageux.

Avec vous, nous sommes encore plus forts et résolument tournés vers un futur radieux.

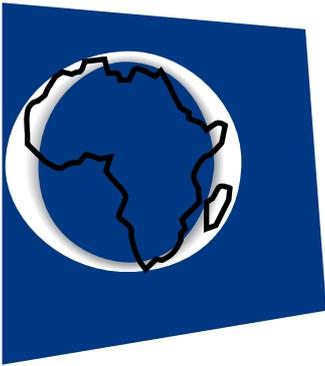


telecel

OFFRIR PLUS ...

Service clientèle : 888 ou (226) 78 80 80 80

AFRIK ECO



Avec quatre opérateurs -Azur, Moov, Airtel et Libertis- le secteur de la téléphonie mobile a pris son envol au Gabon, quatre ans après la dévaluation du franc CFA, survenue en 1994. Depuis, le secteur n'a cessé de prospérer, au point que la numérotation téléphonique a dû passer, en 2005, de six à huit chiffres. Si en 1999 le petit pays pétrolier d'Afrique centrale comptait un peu plus de 8 000 abonnés, ce chiffre avait été multiplié par dix, soit 83 120 abonnés en moins d'un an, pour atteindre le cap de 1,3 million d'abonnés environ en 2010.

*Par Antoine Lawson,
correspondant au Gabon*

Télécommunications

Le boom de la téléphonie mobile au Gabon



LE MARCHÉ GABONAIS DU mobile dispose d'un taux de pénétration de 90% avec 1,3 million d'abonnés mobiles, selon l'Agence de régulation et des télécommunications (Artel). Selon l'Artel, Airtel (anciennement Celtel puis Zain) est leader avec 58% des parts de marché, suivi par Gabon Telecom et sa filiale Libertis avec 34%, et Moov avec 8%. Pour l'Union internationale des télécommunications (UIT), le Gabon est le premier pays francophone où le taux de pénétration de téléphonie est le plus remarquable et le troisième en Afrique subsaharienne, juste après l'Afrique du Sud et le Botswana.

L'usage du téléphone portable a pris le dessus sur l'abonnement au téléphone fixe, difficile à obtenir depuis les années 1980, certainement à cause de la saturation du réseau et de l'absence d'une urbanisation réelle de la capitale gabonaise, Libreville. L'ouverture du marché à la concurrence et la possibilité d'avoir son téléphone avec soi ont profondément transformé

les mœurs des usagers. A cette éclosion, s'ajoute la course à l'acquisition du modèle de téléphone le plus récent en matière de technicité.

Progression

Au Gabon, le secteur de la téléphonie mobile, considéré comme le plus dynamique en Afrique centrale, a enregistré l'arrivée, en 2009, d'un quatrième opérateur. Le marché continue de croître et la bataille des tarifs entre les différents opérateurs entretient la concurrence de plus belle. «Azurtel» vise ainsi une part de marché de 6% à 8% au terme de sa première année d'activité, et prévoit d'avoir 30% du marché en dix ans.

Au Gabon, le secteur de la téléphonie mobile a connu une progression de 16,5% avec 183 000 nouveaux abonnés en 2008, selon les statistiques de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC). Le Gabon a basculé dans la numérotation

à huit chiffres depuis 2005, en raison notamment des nombreuses demandes. Ce passage a permis de multiplier par dix le nombre de lignes téléphoniques disponibles, portant ainsi à environ 1,3 million le nombre d'abonnés pour un pays de 1,5 million d'habitants. Fin 2010, Airtel comptait plus de 830 000 abonnés, contre plus de 440 000 pour Libertis, plus de 100 000 pour Moov et environ 32 000 pour Azur, qui mise sur ses coûts de communication, les plus bas du marché, pour remonter la pente.

Le boom de la téléphonie mobile au Gabon a contraint les autorités à demander aux opérateurs d'identifier leurs clients. «Tous les abonnés non signalés devront impérativement être suspendus à la date du 15 juillet 2010», avait averti l'ArTel, évoquant une application stricte de la loi gabonaise en matière de sécurité publique. En effet, il y a quelques mois, les opérateurs de téléphonie mobile avaient créé la panique auprès de leurs clients en les invitant, par SMS, à se présenter dans une agence pour se faire «recenser». Considérée comme une opération de police, l'action avait tout de même drainé de longues files devant les agences de téléphonie mobile à Libreville. Lors du boom de la téléphonie mobile, entre 2000 et 2005, certains clients avaient

pu acheter une ou plusieurs cartes SIM sans remplir une quelconque formalité. De nombreux Gabonais, des journalistes notamment, avaient reçu des menaces via le téléphone portable durant les périodes électorales. Les recherches ont souvent été infructueuses, les propriétaires des numéros incriminés ne pouvant pas être identifiés.

De multiples usages

Incontestablement, le téléphone portable est devenu, aujourd'hui, un outil populaire aux multiples usages. Pour les plus avertis, Internet propulse le téléphone portable vers une autre dimension et certaines banques locales n'ont pas hésité, comme partout ailleurs, à proposer à la clientèle la gestion de ses comptes bancaires via le «SMS Banking».

Sur un autre plan, on allie également téléphonie et situation sociale. Aidés par une société de téléphonie du Gabon, des handicapés moteurs arrivent ainsi à gagner leur vie, plutôt bien, grâce à leurs tricycles transformés en cabines téléphoniques ambulantes. Pour eux, le temps de la mendicité est bien fini! Originaire du Niger, Ibrahim Ousmane, 27 ans, sourire candide et visage de chérubin, arbore des pecto-



Les dames sont de grandes utilisatrices de téléphone portable

raux de sportif. Handicapé moteur depuis son plus jeune âge, il vit à Libreville. Aujourd'hui, il est fier de gagner sa vie grâce à son travail. Son tricycle a été équipé d'un téléphone portable GSM et des accessoires nécessaires pour les appels des clients. Sur le guidon, un compteur enregistre les temps d'appel et affiche le prix à payer. Fort de cet arsenal, Ibrahim propose à tous les coins de rue le service de téléphonie mobile à moindre coût.

Gabon Télécom, la société publique aujourd'hui privatisée est à l'origine de l'initiative «Cabine ambulante». Etant donné la situation de précarité et la ségrégation que vivent les handicapés en matière d'emploi, il fallait introduire une activité moins physique et qui ne nécessite pas d'aptitudes particulières. Plusieurs centaines de tricycles ont ainsi été équipés de téléphones satellitaires, essentiellement à Libreville et à Port-Gentil, les deux principales villes du pays. □

Quel téléphone mobile choisir?

Le téléphone portable s'impose aujourd'hui comme un outil de télécommunication universel. Au départ simple téléphone portatif, il a aujourd'hui évolué en terminal multimédia mobile permettant de surfer à haut débit sur Internet, de télécharger emails, musiques et vidéos, de filmer, de photographier, de gérer ses rendez-vous... Des centaines de modèles sont disponibles.

Les téléphones «premiers prix» sont des téléphones basiques pour ceux qui souhaitent simplement téléphoner, sans s'embarasser de gadgets jugés superflus. Ils s'adressent également à ceux qui disposent d'un budget limité pour l'achat d'un mobile. Les téléphones multimédia sont destinés aux utilisateurs plus avancés, intéressés par l'envoi de MMS (version multimédia du SMS) par exemple. Ils disposent d'un écran couleur, d'un appareil photo intégré, de jeux, peuvent enregistrer des sons... Apparus sur le marché en 2003 parallèlement à la technologie GPRS, ils sont aujourd'hui largement répandus. Les modèles récents sont dotés de caméras vidéo, utilisent des cartes mémoire pour stocker les données et font même office de baladeur MP3.

Issus de la rencontre du PDA et du téléphone mobile, les Smartphones (ou «téléphones intelligents») sont un outil particulièrement utile pour les professionnels itinérants. Ils permettent la réception et l'envoi d'emails, sont équipés de claviers étendus

ou d'un écran tactile pour faciliter la saisie de données et de messages, disposent de fonctions d'agenda avancées et peuvent être synchronisés avec les applications bureautiques PC les plus répandues.

Et puis les téléphones 3G, troisième génération de téléphones mobiles, disposent de fonctionnalités vedettes comme la visioconférence et la télévision mobile, rendues possibles par le débit de données élevé de l'UMTS, d'une part, et par l'intégration de caméras vidéo miniature dans les téléphones, d'autre part. Une technologie alternative, baptisée EDGE, offre des services similaires à ceux de la 3G, avec l'avantage d'une couverture complète du territoire.

La popularisation du téléphone mobile au début des années 1990 correspond à l'apparition de la norme GSM, qui incarne la deuxième génération de réseaux de téléphonie mobile. Entre la seconde génération et la troisième génération, des technologies de transition ont fait leur apparition: GPRS et EDGE. C'est pour signifier cette transition que l'on parle de 2,5 G et 2,75 G. Celles-ci ont été rendues utiles pour la mise en place d'un nouveau réseau de télécommunications (en réalité une mise à niveau des antennes relais existantes).

Source: Price Runner

Bintou Diallo Barro

Une battante dans le staff de Géocoton

C'est assurément une bonne nouvelle pour le monde des affaires au Burkina: Bintou Diallo Barro, femme battante s'il en est, dirigera désormais la représentation ouest-africaine de Géocoton, le géant français de l'agroalimentaire...

Par Morin Yamongbè

C'EST UNE FEMME DE dossiers, efficace et rigoureuse qui vient d'être nommée représentante de Géocoton pour l'Afrique de l'Ouest. A ce titre, elle coordonnera les activités de ce grand groupe agroalimentaire dans cinq pays de la sous-région: Bénin, Burkina Faso, Mali, Sénégal et Togo. Anciennement Compagnie française pour le développement des fibres textiles (CFDT) puis Dagriss (Développement des agro-industries du Sud), le Groupe Géocoton est une entreprise publique française qui concentre ses ressources et ses savoir-faire dans les économies du Sud à travers notamment la production de fibre de coton et de semences, la commercialisation de la fibre de coton et le contrôle de sa qualité, la produc-



tion et la commercialisation de produits oléagineux, la filière logistique au service des sociétés de production cotonnière et oléagineuse.

La promotion de Bintou Diallo Barro à ce poste n'est pas le fait du hasard. Cette dame pleine d'énergie travaille d'arrachepied depuis le temps où elle sillonnait

sans répit les coins les plus isolés ou dits dangereux du monde pour accomplir son devoir, avec Handicap International ou le Programme alimentaire mondial (PAM). Elle a ainsi été responsable du volet «Refugiés touaregs» au sein de l'auguste organisation onusienne en charge de l'alimentation entre 1997 et 1998, avant de devenir Directrice des ressources humaines de la Société nouvelle Huilerie Savonnerie (SN-Citec), l'un des fleurons de l'industrie alimentaire burkinabè en 1999.

La rançon du mérite

Propulsée à la tête de cette société en 2004, elle s'active à en moderniser la gestion et à en faire «une boîte qui marche bien». En misant sur la conquête des marchés de l'huilerie et de la savonnerie, la SN-Citec a su, en effet, résister à diverses tempêtes, repoussant, grâce à l'arme de la qualité, mais non sans mal, les nombreuses attaques de fraudeurs. C'est que Bintou Diallo Barro est une spécialiste des questions commerciales, formée dans les universités et les grandes écoles françaises. Mais surtout, une responsable qui n'a d'autre sacerdoce que les résultats. Sous sa houlette, le chiffre d'affaires annuel de la SN-Citec, qui gère pas moins de 300 employés, tutoie les 20 milliards de francs CFA!

C'est donc naturellement qu'elle inspire, dans le milieu des affaires, «respect, admiration et considération». Aussi voit-on dans sa nomination à la tête de la représentation ouest-africaine de Géocoton, une «marque de reconnaissance aux qualités managériales» d'un chef d'entreprise qui a su se distinguer par ses résultats. C'est aussi la rançon du mérite et du dynamisme d'une battante, par ailleurs élue consulaire et membre du Groupement professionnel des industriels (GPI) du Burkina, dont la compétence et le savoir-faire n'ont jamais été pris en défaut. □



NOTRE AFRIK

*Le tempo de l'actualité
économique africaine*

Célestine Ketcha Courtès

«Le poisson est un produit hautement périssable!»

Directrice générale de «Queen Fish» (importation de poissons) et maire de la commune de Bangangté, au Cameroun, Célestine Ketcha Courtès se prononce ici sur la mise en place de la Mission de régulation des approvisionnements des produits de grande consommation, ainsi que sur les spécificités de l'activité d'importation de poisson...

Propos recueillis par Simon Pierre Etoundi

Notre Afrik: Quel regard portez-vous sur la création récente par le chef de l'Etat camerounais, de la Mission de régulation des approvisionnements des produits de grande consommation?

Célestine Ketcha Courtès: Le chef de l'Etat, me semble-t-il, anticipe encore une fois les tensions internationales qui risquent de se répercuter sur une bonne partie des denrées de première nécessité. Souvenez-vous qu'il avait anticipé les conséquences de la crise financière, de l'inflation en 2006 en réduisant les droits de douane sur les denrées de première nécessité à 5%, pour ensuite les supprimer purement et simplement en 2008. Bien que gérée par l'Etat, cette mission de régulation est en somme un dispositif de dissuasion des spéculateurs et autres profiteurs à l'intérieur de nos frontières.

En tant qu'agent économique impliqué dans l'importation du poisson notamment, on peut penser qu'il s'agit là d'une menace pour votre activité...

Je suis opérateur économique, c'est vrai. Mais je suis avant tout une citoyenne. Et je ne donne pas gratuitement du poisson, même à ma famille. C'est vrai que nos marges vont être limitées en période de rupture. Mais le président de la République travaille pour l'ensemble des Camerounais. Les importateurs ne gagneront pas comme ils auraient pu le faire sans cette mission. Mais des milliers de Camerounais y gagneront.

En tant qu'importatrice de poissons, comment pensez-vous pouvoir aider



le chef de l'Etat, lorsqu'il dit que le Cameroun doit cesser d'importer des produits de première nécessité et notamment des produits alimentaires?

Voyez-vous, on peut anticiper sur les périodes de rupture pour le sucre, le riz, etc. De même, en mécanisant notre agriculture, on peut produire du riz, du blé, du maïs... en quantité ou avoir d'autres produits de substitution à moindre coût. Mais pour le poisson, c'est assez délicat! Le poisson a une date de péremption et sa conservation consomme de l'électricité. C'est même un produit hautement périssable! Le coût et les délais de mise en œuvre d'une pisciculture digne d'approvisionner ne serait-ce que 30% de la demande est extrêmement élevé. Peut-on produire 120 000 tonnes de poissons pour nos populations? Je n'en suis pas convaincue. C'est vrai que nos eaux sont poissonneuses (bars, dorade, capitaine, sole, etc.). Mais cela coûte cher!

En conclusion, si on peut diminuer à moyen terme des importations massives de certains produits alimentaires, il n'en est pas de même pour le poisson. On ne

peut en élever suffisamment. En outre, les protéines animales sont facilement exposées à des contaminations (dioxine, vaches folles...) et poussent les consommateurs vers la consommation de denrées mieux contrôlées. Par conséquent, aider le chef de l'Etat et les Camerounais dans mon domaine, c'est faire en sorte que les ruptures de stocks et la hausse vertigineuse des prix qui résultent des périodes de repos biologique ne se ressentent pas au Cameroun.

Votre activité est de celles qui ont créé le plus d'émotions auprès des consommateurs à cause d'un marché instable. A votre avis, qu'est-ce qui est à l'origine des problèmes?

Notre marché est très délicat et très réglementé. Il y a des périodes de pêches ouvertes et des périodes de repos biologique pour renouveler les espèces. Et dès qu'il y a une petite crise (le pétrole), les prix grimpent. Les prix sont également liés à la demande et de par le monde aujourd'hui, on est conscient que le poisson est excellent pour la santé. Les cargaisons s'arrachent. ☐

JEAN CLAUDE BAMOGO

Indémorable «Panaki panazoé»



KOUDOUGOU

«Gbagbo jaar», le marché
des femmes «rebelles»

CÉLINE YODA

«Aucune fonction n'est interdite à la femme»

CULTURE



Casbah d'Alger

SOS pour un patrimoine en détresse

«TROP TARD, ELLE VIENT DE MOURIR...», PESTAIT EN NOVEMBRE DERNIER ALI METTOUCHE, PRÉSIDENT D'HONNEUR DE LA FONDATION CASBAH. CRI DU CŒUR! CRI DE DÉTRESSE! CRI D'ALARME! UN ULTIME COUP DE PIED DANS LA FOURMILIÈRE DES ARCANES BUREAUCRATIQUES! UNE NOUVELLE TENTATIVE, UNE DE PLUS, VISANT À ATTIRER L'ATTENTION DES POUVOIRS PUBLICS, AFIN DE LES AMENER À VOLER AU SECOURS DE CETTE VIEILLE CITÉ CLASSÉE PATRIMOINE UNIVERSEL DEPUIS 1992 PAR L'UNESCO...

*Par Mohamed Arezki Himeur,
correspondant en Algérie*

EL-DJAZAÏR BENI MEGHENNA

(les îles des Beni Mezghenna), actuelle Casbah -«Icosim» puis «Icosium» du temps des Romains- est fondée en tant que cité fortifiée au I^{er} siècle de l'hégire (Xe siècle de l'ère chrétienne) par Bologhine Beni Mezghenna de la dynastie berbère des Sanhadja. C'est l'âme, le cœur, la mémoire vivante de la capitale algérienne. Le quartier qui abrite aujourd'hui entre 70 000 et 80 000 habitants continue, inexorablement, de se dégrader au vu et au su de tout le monde. D'abord, des pouvoirs publics qui multiplient depuis plus de trente ans, sans trop se presser et sans beaucoup de résultats concrets, des plans successifs de sauvegarde et de restauration; ensuite, des associations qui ne cessent de lancer des SOS de détresse et, enfin, des habitants qui assistent, impuissants, à la dégénérescence permanente de leur cité.

Les statistiques des maisons effondrées, sous les coups de boutoirs et l'indifférence de l'homme mais aussi de l'usure du temps, donnent froid dans le dos. Sur 8 000 bâtisses existant aux premiers jours du débarquement de l'armée coloniale française en Algérie en 1830, il n'en reste aujourd'hui qu'environ 1 816. Et encore! Elles sont loin d'être toutes en très bon état, comme le précise, à juste titre, le diagnostic établi par l'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (OGEB-CP). En effet, 30% d'entre elles sont dans un état de délabrement très avancé, 50% dans un état de dégradation moyen ou superficiel, 10% en ruine et 10% sont carrément fermées ou murées.

«J'accuse...»

Les chiffres avancés par l'OGEB-CP sont pourtant loin de refléter la réalité. Ils sont contestés par des associations qui s'activent dans le quartier -notamment la Fondation Casbah- qui, elles, avancent le chiffre de seulement 500 bâtisses encore debout, et «dont la plupart sont mena-



cées de ruine». C'est du moins ce qu'estime Ali Mebtouche, président d'honneur de la Fondation Casbah, qui ne mâche pas ses mots et ne retient pas sa langue lorsqu'il s'exprime sur la Casbah. Il use en effet de mots sévères, mais sincères, pour dénoncer les maux qui rongent sa cité, sa ville.

«J'accuse ceux qui ont eu la charge de préserver ce patrimoine de sabotage, de destruction du patrimoine national et universel», écrivait-il en novembre dernier dans les colonnes d'un journal algérien. «Vous assumez, leur disait-il, l'entière responsabilité de la disparition de la Casbah.» M. Mebtouche estime qu'on ne doit pas lésiner sur les moyens pour sauver ce qui peut encore l'être de la Casbah d'Alger. Car cette cité millé-

nnaire constitue un pan important de l'histoire de l'Algérie. «Une nation qui n'a pas d'histoire et pas de mémoire, n'a pas d'avenir», martèle-t-il.

La vieille Médina d'Alger n'en peut plus. Elle a abdiqué! Cette cité qui avait résisté aux invasions phénicienne, carthaginoise, vandale, byzantine, arabe, turque et française depuis le IX^e siècle avant Jésus-Christ, qui avait fait face à une série d'attaques des Espagnols et des Anglais, tenu tête à la France coloniale et aux parachutistes du général Massu durant la guerre d'indépendance (1954-1962)... cette cité-là n'a plus la force ni les moyens de se protéger, de sortir de l'état d'abandon dans lequel elle a sombré, nous confiera Ammi



L'unique artère touristique de la Casbah d'Alger



Une bâtisse effondrée de la Casbah d'Alger

Smaïn, propriétaire d'un bain maure datant du 17^e siècle.

La dégradation de ce vieux quartier d'Alger ne date pas d'hier. Le premier coup de pioche fut donné par l'armée coloniale française dès la chute de la ville, le 5 juillet 1830. En quelques décennies, le génie militaire rasa entièrement la basse Casbah ainsi que les quartiers de la Marine et de Bab Azoun. Il éventra la Médina pour y faire passer trois grandes routes (Rues de Chartes, de la Lyre et Randon) encadrées par des immeubles modernes de style haussmannien.

Dépotoirs ou parkings

En 1830, El-Djazair Beni Mezghenna comptait 176 mosquées, chapelles, zaouïas et mausolées. Trente-deux ans plus tard (1862), il ne restait que 21 édifices. Les autres furent rasés, gommés du paysage. «Aujourd'hui, éventrée par une grande route, la Casbah ne conserve plus que des bâtiments dégradés où nos soldats ont succédé aux Janissaires», écrivait un excursionniste français, en 1902.

La Citadelle, l'immense bâtisse du dernier Dey turc d'El-Djazair, fut mise à sac et volontairement endommagée par les forces coloniales après la capitulation de la Régence turque d'Alger, maître des lieux à l'époque. «La plupart des colonnes en marbre qui la décoraient ont été brisées ou enlevées, de manière qu'elle n'a plus rien qui puisse attirer les regards des curieux», selon le témoignage d'un auteur français dans une «Esquisse sur l'Algérie» (1843).

La politique de destruction menée par l'armée coloniale fut dénoncée par Hugues Imbert, écrivain français, l'un des rares intellectuels à s'offusquer du sort réservé à cette cité. «C'est

un crime d'avoir éventré cette vieille Casbah, palais des Deys, d'avoir jeté bas les fortins turcs, démoli une partie des mosquées, remplacées par des bâtisses bêtes, qui font tâche au milieu du paysage et du climat», avait-il écrit dans son ouvrage intitulé «Quatre mois au Sahel, lettres et notes algériennes» (1888). «Aujourd'hui éventrée, mutilée, traversée par une route, elle conserve, malgré les injures des hommes et du temps, un fier et rude aspect», ajoutait-il.

«Faut-il raser la Casbah?», s'interrogeait la presse coloniale lors de la célébration du centenaire de la colonisation, en 1930. «En attendant, la Casbah d'Alger s'effrite, elle disparaît d'elle-même, comme ont disparu en grande partie les vieilles maisons turques du quartier de la Marine (...). Chaque fois qu'une maison est démolie ou s'écroule, aussi bien dans la Casbah que dans le bas quartier de la Marine, c'est un immeuble moderne qui la remplace», avaient constaté, à la même période, des participants à la 54^e session du congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences. La démarche n'a pas beaucoup changé depuis l'indépendance en 1962: les terrains des maisons effondrées sont soit abandonnés et utilisés par les riverains comme dépotoirs, soit transformés en places publiques ou en parkings.

Restauration en pointillés...

La Casbah d'Alger n'abrite pas seulement des bâtisses-dortoirs. Elle est aussi un quartier truffé de palais, tels que «Dar es-Soltane» (maison du Sultan), connue aussi sous le nom de la Citadelle. Cet édifice en

restauration depuis près de trois décennies, fut, du temps des Turcs, le siège de la Régence, c'est-à-dire du gouvernement de l'époque.

Cette vieille Médina abrite aussi le musée des Arts traditionnels et populaires et plusieurs édifices religieux et mausolées datant de plusieurs siècles, comme Djamaâ el-kébir (grande mosquée) fondé au XI^e siècle. Elle est le berceau du chaâbi et le lieu de naissance de la majorité des grands maîtres de cette musique typiquement algéroise. Le délabrement de son bâti a entraîné la disparition des artisans dinandiers, bijoutiers, teinturiers, chausseurs pour ne citer que ces exemples. L'artisanat constituait sa principale activité économique et source financière de ses habitants.

La troisième phase du plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur de la Casbah est fice-lée. Mais le lancement des travaux n'interviendra qu'après son approbation par le gouvernement. Les précédentes phases, qui ont porté essentiellement sur l'étalement des bâtisses menaçant ruine, ont été caractérisées par quelques «oublis». En effet, «parmi les 776 bâtisses qui devraient être prises en charge dans la phase d'urgence, 76 ont échappé à l'opération, dont 33 sont ballantes», a révélé début janvier 2011 Abdelouahab Zekagh, directeur de l'OGBECF. Les locataires auraient, selon lui, refusé l'accès aux entreprises intervenantes.

Les différents projets de rénovation, de réhabilitation et de sauvegarde de la Casbah d'Alger ont englouti, depuis une trentaine d'années, des sommes faramineuses. Le coût total du plan en cours, lancé depuis 2007, est estimé à 556 milliards de dinars. La prochaine phase s'étalera sur une période de cinq ans. Elle est destinée à restaurer et sauvegarder quelques 776 bâtisses menaçant ruine et abritant, malgré les dangers d'effondrement, quelques 50 000 personnes. □



Intérieur d'un hammam pour femmes



Vue d'un palais de la Casbah d'Alger transformé en musée

«Urban Afreeka» Le nouveau rendez-vous musical de Guinée

A L'INITIATIVE DE LABEL MEURS LIBRE PROD' ET DU GROUPE DEGG J FORCE 3, LA PREMIÈRE ÉDITION DU FESTIVAL «URBAN AFREEKA» S'EST TENUE À CONAKRY, LA CAPITALE DE GUINÉE, DU 17 AU 31 JANVIER 2011. CE FESTIVAL, QUI A ÉGALEMENT BÉNÉFICIÉ DE LA COLLABORATION DE L'ASSOCIATION BHANTAL AFRICA, VISAIT À PROMOUVOIR LA MUSIQUE DE TOUTES ORIGINES ET À STRUCTURER LA CULTURE URBAINE GUINÉENNE...

Par Souana Doré, correspondant en Guinée

LES CONCERTS ÉTAIENT GRATUITS pour cette première édition du Festival «Urban Afreeka» afin d'inciter le public à faire le déplacement. Une formule qui a bien réussi, et qui a créé un formidable espace d'expression artistique, mais aussi d'échanges. En effet, le festival se voulait être aussi une plateforme de rencontres professionnelles, de formation et de sensibilisation sur le VIH-Sida, avec de jeunes artistes issus des quartiers populaires qui chantent leur désarroi, leurs peines, leurs rêves. Aussi, entre le village des musiques urbaines et

les conférences-débats, le volet formation s'est-il appesanti sur les techniques d'écriture et de sonorisation, ainsi que sur l'histoire du hip-hop. De même, des campagnes de sensibilisation ont été programmées pour favoriser les échanges. Si le public a globalement salué la qualité des concerts, qui était à la hauteur de l'événement, il ne s'est pas moins plaint de certains ratés de l'organisation, notamment les longs retards enregistrés dans la tenue des concerts. Mais la présence d'artistes de renommée internationale comme Sefyu de la France, MAM de la Suisse,

Didier Awadi du Sénégal, Espoir 2000 de la Côte d'Ivoire a beaucoup aidé les organisateurs. Surtout que nombre d'artistes nationaux en vogue étaient à l'affiche du festival: Banlieuz'art, Instinct Killers, Degg J Force 3, Masta X, Espoir de Coronthie, Petit Kandia, G Force, DJ Innox, Joe Dioubaté, Abdoul Jabbar...

«Certes, il y a eu des difficultés, mais nous sommes satisfaits», a fait savoir Abdoulaye M'baye, l'un des membres du groupe Degg J Force 3 et promoteur du festival. Pour Didier Awadi du Sénégal, «la Guinée regorge de musi-



Les artistes posent pour la postérité

ciens talentueux et la musique a beaucoup évolué dans le pays ces derniers temps». Il indique aussi que c'est le manque de visibilité qui fait que ces artistes ne sont pas connus. Le festival «Urban Afreeka», qui en est à sa première édition, aura donc réussi à relever le défi de la mobilisation et à donner une certaine visibilité aux artistes nationaux, qui souffrent bien souvent de l'absence du public en raison de la situation sociopolitique du pays et de la cherté de la vie.

«Urban Afreeka» était placé sous le signe de la sensibilisation au VIH-Sida à travers le dépistage en milieu scolaire, avec pour slogan «Dépiste-toi». Les artistes ont ainsi incité le public, surtout les jeunes devenus plus vulnérables, à se dépister.

«C'est une belle initiative parce qu'aujourd'hui, les jeunes sont plus exposés que toutes les autres couches de la société. Les organisateurs ont bien fait de cibler les jeunes, surtout avec l'apport des artistes, le message se transmet rapidement», indique Naman Camara, professeur de mathématiques au Lycée de Sonfonia.

Les promoteurs de «Urban Afreeka» veulent faire de ce festival dédié aux musiques urbaines, la vitrine des aspirations de toute une génération en révolutionnant le domaine des industries culturelles et créatives en Guinée. □



Moussa M'Baye

«Cette première édition a comblé nos espérances...»

Rappeur, leader du groupe Degg J Force 3 et directeur général du festival «Urban Afreeka», Moussa M'Baye revient sur ses objectifs et dit sa satisfaction après la première édition.

Notre Afrik: Pourquoi avoir initié ce festival?

Moussa M'Baye: Nous sommes des artistes et nous avons besoin de développer la scène locale, de montrer un nouveau spectacle de la musique urbaine guinéenne. Tous les artistes sont passés en live, c'était obligatoire. Il fallait créer un événement rassembleur autour d'un rendez-vous culturel que nous ambitionnons sous-régional, voire international.

Comment avez-vous financé ce festival, étant entendu que les concerts étaient gratuits?

Pour cette première édition, nous avons compté sur les subventions. C'est un vieux projet qu'on a initié depuis longtemps mais qu'on n'a pas pu concrétiser faute de financement. Nous savons qu'il existe des subventions à travers le monde. Le plus important, ce n'est pas le côté financier, mais la diffusion au maximum d'œuvres des artistes. Certains partenaires, comme l'ambassade de France, le



Centre culturel franco-guinéen, Areeba-Guinée, commencent à croire en nous. Et on espère que d'autres suivront pour la prochaine édition. S'il y a beaucoup de partenaires pour nous soutenir, nous ferons en sorte que les

spectacles soient gratuits. Même sans sponsor, on peut réussir à organiser le festival «Urban Afreeka» chaque année.

Le public a-t-il fait le déplacement? Etes-vous satisfait?

Il y avait 30 000 personnes sur l'esplanade du Palais du peuple. Avec la tournée à l'intérieur du pays, on avait déjà atteint 25 000 personnes. Le festival aura donc drainé plus de 50 000 personnes! Pour une première édition, nous sommes au-delà de nos espérances et sommes très contents de ce résultat. A présent, nous avons la pression parce que l'année prochaine, il faudra que cela soit plus important, plus grand. Nous sommes des artistes, des perfectionnistes à l'infini.

Vos perspectives?

On est déjà parti pour la deuxième édition. On commence toujours par la tournée, qui aura lieu du 19 novembre au 4 décembre 2011 pour la Basse-Guinée et la Moyenne-Guinée. Pour cette première édition, on avait fait la Haute-Guinée et la Guinée forestière. C'est à cause des élections que le calendrier a été décalé.

Propos recueillis par S.D

Valery Ndongo et Major Asse

Les deux humoristes qui font rire le Cameroun

ILS ÉCUMENT LES SCÈNES DEPUIS 2000, MAIS CE N'EST QU'À PARTIR DE 2008 QUE LES DEUX JEUNES HUMORISTES ONT ASSIS LEUR RÉPUTATION GRÂCE AU CONCEPT «STAND UP NIGHT SHOW», QUI LEUR SERT DE CADRE D'EXPRESSION ET FAIT COURIR LES FOULES.

*Par Dorine Ekwè,
correspondante au Cameroun*

COMMENT CES DEUX POÈTES ONT-ILS

réussi à se transformer en comiques invétérés et mettre le public du triangle camerounais à leurs pieds? Pour Valery Ndongo, il ne fait pas de doute: «Nous avons le rire dans la peau. Notre passage à la ronde des poètes nous a surtout permis de nous roder et de découvrir l'univers du stand up». C'est en effet dans ce cercle de rencontre entre poètes que les deux hommes vont se connaître, entre deux déclamations. Le contact s'établit aisément et ces joveaux décident de faire chemin ensemble. Bien que de tempéraments différents, ils ont subi les mêmes influences, notamment celle de l'humoriste de regrettée mémoire Essindi Mindja, auprès de qui ils ont fait leurs classes. Alors que l'un (Valery) rêve d'être acteur de cinéma, l'autre (Major) se voit bien sur les planches de théâtre.

Chacun tente une expérience personnelle et, finalement, en 2008, ils décident de lancer le «stand up night show». Dès le premier spectacle, le public est conquis! Il ne se compte plus lorsque les deux compères sont annoncés sur scène. Cela a encore été le cas en décembre 2010, à l'occasion de la troisième édition du «stand up night show». Les deux passages organisés à guichets fermés dans la salle de 300 places du Centre culturel français de Yaoundé et celui de Douala à Douala-Bercy ne semblent pas avoir étanché la soif de rire de ces fans qui sortaient de la salle à reculons.



C'est qu'à chaque fois, les deux comiques explorent le mal social avec ce zeste d'humour qui rend son hideur acceptable et donne la force de l'affronter. «Je pense que notre mérite est de faire de l'humour contemporain avec des jeunes qui traitent des sujets d'aujourd'hui mais qui resteront dans le temps», affirme Valery Ndongo qui s'est révélé au public en 2004 avec son spectacle «Histoire d'Obegue», et a par la suite été à l'origine de la création du «stand up tour». «Valery et moi avons des styles totalement opposés. Je pense que c'est pour cette raison que sur scène, nous faisons toujours de l'effet», estime pour sa part Major Asse.

De fait, bien que tous les deux puisent l'essentiel de leur inspiration dans les faits sociaux, sur scène, Valery et Major présentent des personnalités diamétralement opposées, tant dans la gestion de la scène que sur la qualité de leurs textes respectifs. Valery Ndongo, le

gars du quartier (kwatt pour la scène) se plaît à raconter aux «gars» l'histoire quotidienne des quartiers camerounais «qui s'apparentent désormais à une jungle et où les plus forts écrasent les plus pauvres». Sur scène, il se mue en vulgaire voyou aux manières rustres et qui préfère le camfranglais (parlé commun local) au français classique. Tandis que Major, lui, se plaît à croquer les femmes dans toutes leurs contradictions. Deux personnalités qui garantissent donc au public un régal, quelles que soient ses préférences.

Après avoir conquis le Cameroun, les deux jeunes gens comptent également se faire connaître dans d'autres pays africains ainsi qu'en Europe. Aussi projettent-ils, en 2012, d'entreprendre une tournée au Mali et en France, pour un début. Un saut qu'ils appréhendent un tout petit peu: seront-ils autant appréciés qu'au Cameroun? Il n'y a pas de raison d'en douter! □

Jean-Pierre Guingané

Le «Fou du peuple» s'en est allé!

PROFESSEUR DE LETTRES ET CÉLÈBRE HOMME DE THÉÂTRE, JEAN-PIERRE DAOGO GUINGANÉ S'EST ÉTEINT LE DIMANCHE 23 JANVIER 2011 À OUAGADOUGOU. L'AUTEUR DE LA CÉLÈBRE PIÈCE «LE FOU», SACRÉ ARTISTE DU PEUPLE POUR AVOIR ÉTÉ LAURÉAT, À TROIS REPRIS, DU GRAND PRIX NATIONAL DES ARTS ET DES LETTRES (GPNAL), VENAIT DE SOUFFLER, LE 31 DÉCEMBRE 2010, SA 63^e BOUGIE...

Par Désiré Théophane Sawadogo, Correspondant au Burkina Faso

UNE NOUVELLE QUI TOMBE COMME UN COUP DE TONNERRE

et qui se propage à la vitesse de l'éclair. Une foule d'artistes, d'hommes de culture et de proches, encore abasourdis, qui prend aussitôt d'assaut le domicile du défunt au quartier résidentiel de la Zone du bois, à Ouagadougou, pour y verser des larmes d'orphelins ravagés... Pour le monde des arts du spectacle, Jean-Pierre Guingané aura vécu son art jusqu'à son dernier souffle.

«La disparition soudaine du Pr Jean-Pierre Guingané est un véritable coup de théâtre qui, servi par l'expert qu'il était, ne pouvait manquer d'être efficace. Sans doute croyait-il à la suite de Tristan Bernard qu'au théâtre, les gens veulent être surpris...», témoigne ainsi le Pr Amadou Bissiri, ancien collaborateur de «John», comme l'appelaient certains de ses proches. Une sortie de scène définitive pour un véritable homme-orchestre: enseignant-chercheur, créateur, dramaturge, acteur, metteur en scène, promoteur de théâtre-débats, fondateur d'une école de formation d'acteurs... Jean-Pierre Guingané se définissait avant tout comme un homme de théâtre. Membre fondateur et directeur du Festival international de théâtre et de marionnettes de Ouagadougou (Fitmo), il était également le promoteur de Radio Gambidi et dirigeait l'espace culturel du même nom. Auteur de la première thèse sur la pratique du théâtre en Haute-Volta (actuel Burkina Faso), il est en outre le premier enseignant à avoir atteint, en 2001, le grade de professeur titulaire en études théâtrales.

C'est dès 1975, alors qu'il enseignait la littérature au Lycée municipal de Ouagadougou, qu'il crée, dans cet établissement, une troupe de théâtre,

terreau sur lequel bourgeonnera le «Théâtre de la Fraternité» qui, avec l'«Atelier théâtre burkinabè» (ATB) du professeur Prosper Kompaoré, constituent actuellement le fleuron des troupes théâtrales du Burkina Faso.

Un avant-gardiste

Né le 31 décembre 1947 à Garango (province du Boulgou), Jean-Pierre Daogo Guingané effectue ses études secondaires au CEG de Bobo-Dioulasso, puis à l'École normale des instituteurs et institutrices de Ouagadougou, de 1966 à 1969. Après l'obtention du baccalauréat série A, il fréquente, de 1969 à 1972, le Centre d'enseignement supérieur (Cesup) de Ouagadougou, d'où il ressort avec une licence en Lettres modernes. Il migre ensuite pour la France où il décroche une maîtrise en Lettres modernes en 1973 et un doctorat de troisième cycle à l'Université Bordeaux III. C'est du reste dans cette même université qu'il soutient, en 1987,

sa Thèse d'Etat sur le thème «Théâtre et développement culturel en Afrique: le cas du Burkina Faso», un véritable catalogue de la pratique du théâtre au «pays des Hommes intègres» depuis 1919.

De retour au bercail en 1974, il enseigne au Lycée municipal de Ouagadougou. Parallèlement, à partir de 1977, il est vacataire au département de Lettres modernes de l'Université de Ouagadougou, chargé de cours de théâtre et ce, avant d'être nommé au poste d'Assistant de Lettres modernes. C'est également un «administratif», qui a occupé le poste de secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de 1980 à 1982, puis celui de secrétaire d'Etat auprès du président de la République, chargé des Arts et de la Culture en 1982.

Cependant, comme le souligne de manière fort éloquente Etienne Minoungou, comédien, conteur, metteur en scène, dramaturge moulé dans l'école de Jean-Pierre Guingané, «génération après génération, son talent et la force de ses idées ont permis de produire, de façonner et d'encourager ceux qui font aujourd'hui que le théâtre est un art fort, vivant, multiple, prolifique, au Burkina Faso et partout en Afrique». □



Pépita D

D comme...
Dé et Design!

L'INTÉRÊT DE PÉPITA DJOFFON POUR LES TRAVAUX MANUELS REMONTE À SON ENFANCE. SA PASSION POUR LA MODE A FAIT LE RESTE, AU POINT QU'ELLE DÉCIDE, APRÈS LE BACCALAURÉAT, DE S'Y CONSACRER ENTIÈREMENT. ET C'EST AVEC BEAUCOUP D'ENTRAIN QU'ELLE COMMENCE, AVEC L'AIDE DE SA MÈRE, À HABILLER LES COPINES, PUIS LES ÉLÉ-GANTES DAMES DU BÉNIN ET D'AFRIQUE. PLUS RIEN NE POUVAIT DÉSORMAIS ARRÊTER CETTE JEUNE BÉNINOISE PÉTRIE DE TALENTS, QUI S'INSTALLE À PARIS ET PART À LA CONQUÊTE DE L'EUROPE ALORS QU'ELLE N'AVAIT QUE 19 ANS!

C'EST DÈS 1988 EN EFFET, QU'ELLE PRÉSENTE SA PREMIÈRE COLLECTION À PARIS ET S'INSCRIT À ESMOD D'OÙ ELLE SORT, EN 1990, DIPLÔMÉE DE STYLISME. DÉSORMAIS, ELLE S'EXPRIMERA SUR LES «T» D'AFRIQUE ET D'EUROPE SOUS LE LABEL «PÉPITA D.» ELLE DEVIENT TRÈS VITE UNE VÉRITABLE AMBASSADRICE DE LA MODE À TRAVERS LE MONDE ET S'IMPOSE PAR SES PARTICIPATIONS À DIFFÉRENTS SALONS SUR LE PLAN INTERNATIONAL. RÉCEMMENT ENCORE, EN DÉCEMBRE 2010, ELLE ÉTAIT AU TROISIÈME FESTIVAL MONDIAL DES ARTS NÈGRES (FESMAN) À DAKAR, APRÈS AVOIR ACTIVEMENT PRIS PART AU GALA D'OR DU CINQUANTAIRE DE L'INDÉPENDANCE DE SON PAYS, LE BÉNIN, ET À «ÉCRAN'60», FESTIVITÉ CULTURELLE DU CINQUANTAIRE DE L'INDÉPENDANCE DU BURKINA FASO.

EN CETTE ANNÉE 2011 OÙ ELLE TOTALISE 20 ANS D'UNE CARRIÈRE MENÉE TAMBOUR BATTANT, CELLE QUI EST MEMBRE DE LA FÉDÉRATION DES CRÉATEURS AFRICAINS ET QUI A ÉGALEMENT ÉTÉ AMBASSADRICE DE LA REPRÉSENTATION BÉNINOISE DU FONDS DES NATIONS UNIES POUR LES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE POPULATION (FNUAP) POUR LA CAMPAGNE DE SENSIBILISATION DES JEUNES FILLES EN MILIEU URBAIN (IST ET SCOLARITÉ DES FILLES) DE 2002 À 2005, VOIT L'AVENIR AVEC SÉRÉNITÉ, SOUS LE SIGNE D'UNE PLUS GRANDE CRÉATIVITÉ...

SHOW ROOM: AVENUE STEINMEITZ, COTONOU





L'ESCALE PICTURALE DE NATHALIE REY

Au pays des masques et des cauris

Ce mois-ci, nous nous arrêtons, le temps d'une courte escale, au pays des masques et des cauris... La danse des masques de mon Afrique et le reflet des masques asiatiques. Mais aussi, pas loin, le son spécifique des cauris qui retombent sur le sol balisé et dont le devin interprètera, bientôt, les signes... Fascinée mais aussi amusée dès mon plus jeune âge, je contemplais toutes ces merveilles remplies de mystères et de secrets.



→ Le masque africain

Je l'observais. Il avançait lentement. Il avait fière allure. Son visage mystérieux me rappelait les masques des guerriers d'antan. Des masques emplis de souvenirs, de chants et de danses des guerriers. Il me fascinait car il émanait de lui une présence presque irréelle... sublimée par cette parure d'or qui lui couvrait le cou. Son visage, comme blessé par endroits, n'était pas parfait: reflets des douleurs du passé sans doute...

→ Le masque asiatique

Il semblait apaisé: son visage détendu trahissait cependant une légère préoccupation. La semaine lui a semblé une éternité: vibrante et étourdissante. Alors il aimait ces moments où il pouvait s'isoler un peu... L'espace de quelques minutes pour retrouver la sérénité. Il méditait... Ses yeux étaient fermés. Il respirait lentement et écoutait autour de lui: chaque son avait son utilité, sa propre définition et il aimait s'imprégner de ces instants uniques... magiques... Avec la nature.



→ Masques et cauris

Son des tam-tams, danses et chants, cauris portés en parure, froissement de tissus et couleurs vives... Ainsi s'achève notre escale aux pays des masques.

SANTÉ



Le VIH et le Sida

Ce qu'il faut savoir

Depuis sa découverte dans les années 1980, le virus du Sida a tué 25 millions de personnes à travers le monde. Sa prévalence dans le monde s'estime à un peu plus de 33 millions de personnes, et l'Afrique subsaharienne demeure la région la plus touchée, avec près de 25 millions de personnes vivant avec le VIH, dont deux millions d'enfants âgés de moins de 15 ans. Environ 16 000 personnes sont nouvellement infectées chaque jour.

Par Dr Frédérique Etogo-Asse

QU'EST-CE QUE LE VIH/SIDA?

Le VIH fait partie des infections sexuellement transmissibles. Une personne est séropositive lorsqu'elle a été en contact avec le virus et que celui-ci s'est introduit dans son organisme et s'y multiplie. L'organisme réagit alors en produisant des anticorps; ce sont ces derniers qui sont détectés dans l'analyse sanguine et qui permettent de diagnostiquer l'infection. Le stade de séropositivité peut durer plus de dix ans, et la personne contaminée ne présente pas de symptômes particuliers car le système immunitaire parvient à lutter contre le virus. Le Sida ou syndrome d'immunodéficience acquise résulte de l'attaque du système immunitaire par le VIH. L'organisme s'affaiblit et la personne infectée commence à développer des maladies dites «opportunistes».

COMMENT SE TRANSMET LE VIRUS?

-Par voie sexuelle (vaginale, anale ou orale). Le risque est augmenté en cas de lésions vaginales ou pendant les règles. Il est important de savoir que le liquide séminal (liquide transparent qui s'écoule au début de l'érection) contient aussi le virus, et qu'il peut donc y avoir risque de contamination avant l'éjaculation.

-Par contact direct avec le sang d'une personne contaminée: partage de seringues ou d'autre matériel coupant (rasoirs, tondeuses...) contaminés; transfusion de

sang infecté; ustensiles chirurgicaux ou de tatouages/piercings non désinfectés; plaie accidentelle ou coupure avec du matériel infecté (personnel de santé)...

-Pendant la grossesse (par voie sanguine), l'accouchement (par voie sanguine et via les sécrétions vaginales) ou l'allaitement, si la mère est séropositive.

COMMENT NE SE TRANSMET PAS LE VIRUS?

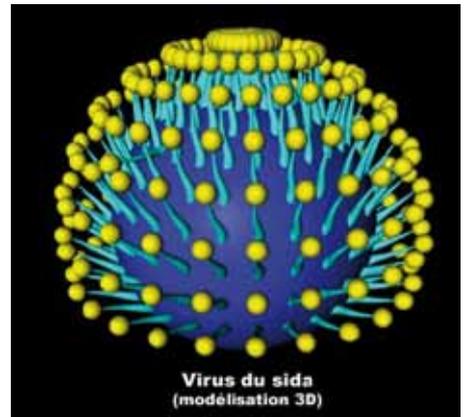
Le VIH ne se transmet pas par les larmes, la sueur, la salive, la toux et les éternuements, par les piqûres d'insecte, ni par les poignées de mains, les baisers, les massages, ou la masturbation. Il n'y a pas de risque de contamination juste en dormant dans le même lit, en buvant dans le même verre ou en mangeant dans le même plat, ni lors de la baignade, ou par le contact avec la lunette des toilettes.

COMMENT SE PROTÉGER?

Le préservatif est le seul moyen de protection efficace contre le sida et les autres infections sexuellement transmissibles. Il doit être utilisé lors de la pénétration vaginale ou anale, et lors de la fellation.

QUAND FAIRE LE TEST ET QUE FAIRE SI L'ON A PRIS UN RISQUE?

En cas de prise de risque, en particulier avec



un partenaire séropositif (déchirure de préservatif par exemple), il existe actuellement des traitements d'urgence permettant de réduire le risque de contamination par le virus. Il faut pour cela de toute urgence consulter endéans les 72 heures. Le médecin évaluera si ce traitement, qui est lourd, cher et à suivre pendant un mois, est indiqué. Il est conseillé d'attendre trois mois après la prise de risque pour faire le test, et obtenir un résultat fiable. En effet, il faut environ trois mois pour que le corps puisse produire les anticorps détectables par le test. Pendant cette période d'attente, il est évidemment important d'avoir des relations sexuelles protégées pour éviter de contaminer son ou sa partenaire en cas de séropositivité.

EXISTE-T-IL DES TRAITEMENTS?

Il n'existe pas de traitement qui guérit de l'infection par le VIH. Les médicaments antirétroviraux qui existent servent à bloquer, dans la mesure du possible, l'évolution du virus dans l'organisme, et à ralentir ou éviter l'apparition du stade de Sida. Le début de ces traitements et leur choix dépendent de l'état immunitaire de chaque patient. □

**LE SIDA NE SE GUÉRIT PAS ENCORE.
PENSEZ À VOUS PROTÉGER.**



FOCUS



Cinquantenaire de l'indépendance du Burkina La fête continue en Belgique

Deux mois après la célébration officielle du cinquantenaire de l'indépendance du Burkina Faso, le 11 décembre 2010, l'ambassadeur du Burkina en Belgique, Kadré Désiré Ouédraogo, a convié la communauté des diplomates de Belgique ainsi que l'ensemble des Burkinabè résidant au pays des moules et des frites à une soirée riche en couleurs et en émotions. C'était le 6 février dernier au Palais des Colonies de Bruxelles. Placée sous le thème «50 ans de construction d'une nation: Souvenir et Espérance», cette manifestation a en effet permis de sacrifier à un devoir de mémoire envers ceux et celles qui ont contribué à la reconstruction du pays, tout en commémorant le triomphe de l'esprit républicain du peuple burkinabè. L'amitié entre les peuples et la coopération entre Etats a également été célébrée.

Arrêt sur images...

Crédit photos: Ghislain Zobiyo





Pr Etienne Cerhexe, consul du Burkina à Namur, et son épouse



Karim Passingré Ouédraogo, fondateur de l'Université libre internationale (ULI) et son épouse



Mme Sara Affoue Amani, représentante d'Allassane Ouattara en Belgique et l'ambassadeur du Burundi



Au cours de la soirée, trois personnes ont été élevées au rang de chevaliers de l'Ordre du mérite burkinabè



Paul Tiendrébéogo



Paul Claver Ouédraogo



Kirsyamba Ouédraogo

POINT DE VUE



Par Emmanuel Babissagana *



Révoltes au Maghreb: l'inévitable contagion!

LES RÉVOLTES TUNISIENNES et égyptiennes semblent inaugurer une nouvelle ère au Maghreb, celle du dégage- ment ou, pour parler local, du «digage- ment» des dictateurs. «Digage Ben Ali!», «Digage Moubarak!», «à qui le tour?», se demande-t-on désormais. Ce vent de révolte s'étendra-t-il en effet au reste du continent, dont 90% des pays sont réputés être sous la coupe de dirigeants tout aussi autoritaires? La réponse, nous semble-t-il, est indéniablement affirmative. Pourquoi?

Le premier élément de réponse tient à la similitude des problèmes socioécono- miques et politiques dans la plupart des Etats africains. Pauvreté et misère endé- miques, chômage chronique, notam- ment chez les jeunes, accaparement des richesses par une minorité, corruption, etc. Au plan politique, trucage systéma- tique des élections quand elles ont lieu, règne de la gérontocratie, avec des diri- geants qui, au fil du temps, finissent par perdre le sens des réalités, jusqu'à deve- nir irrémédiablement autiste, et patho- logiquement insensible au ridicule. On pourrait ainsi indéfiniment égrener ce chapelet de problèmes communs aux sociétés africaines qui, en Tunisie, en Egypte et demain ailleurs, ont produit et produiront fatalement les mêmes ré- voltes sociales et à terme, on l'espère, les mêmes révolutions politiques.

Mais entre-temps, **deuxième élément de réponse**, la lassitude et même la haine des peuples africains vis-à-vis des dictatures sont de plus en plus grandis-

santes et visiblement irréversibles. Les émeutes dites de la faim qui secouent le continent depuis quelques années en sont une illustration; et les révoltes tuni- siennes et égyptiennes n'en constituent, en réalité, que la forme réussie. Aussi Tunisiens et Egyptiens nous donnent- ils, en définitive, le vade mecum pour «digager» les dictateurs: 1- Faire foule; 2- Résister (et si nécessaire jusqu'au mar- tyre) à la répression; 3- Rester déterminés et vigilants jusqu'au départ du dictateur; car dès lors qu'un dictateur ne se sent plus craint, il use de tous les stratagèmes possibles pour se faire aimer, (revalorisa- tion salariale, baisse des prix des denrées alimentaires, changement de gouverne- ment, etc.).

Il en résulte, **troisième élément de réponse**, que les révoltes tunisiennes et égyptiennes ont profondément un double effet, la modélisation des ré- voltes sociales à venir sur le continent, et la structuration de l'irrépressible désir d'émancipation de nos peuples. Car en réalité, il en est des peuples comme des individus. Bébés, ils sont heureux à l'intérieur du domicile fami-

«... Comme le vent qui souffle sans que l'on sache d'où il vient ni où il va, les révoltes maghrébines ont vocation à se produire n'im- porte où et à tout moment sur le continent. »

lia; grandissant, ils apprennent à sortir de la maison et découvrent le plaisir de jouer dans la cour; plus tard, ils désirent aller plus loin, et toujours plus loin... C'est pourquoi l'émancipation de nos peuples aujourd'hui sous dictatures est en réalité inévitable, parce qu'elle relève tout simplement de leur évolution natu- relle. Chaque peuple y va à son rythme, et devra peut-être s'y reprendre par deux, trois ou quatre fois pour réussir sa révolu- tion. Tout dépend des catalyseurs dont il dispose, et de la capacité ou du temps que mettront ses foules à faire foule. C'est en ce sens, pourrait-on dire, que les peuples ont les dictateurs qu'ils méritent ou, tout au moins, qu'ils laissent faire...

Mais en réalité, les peuples ne laissent jamais faire que le temps que mure l'esprit de révolte, son éclosion pouvant survenir à tout moment, et sans signes annonciateurs. Aussi, comme le vent qui souffle sans que l'on sache d'où il vient ni où il va, les révoltes maghrébines ont- elles vocation à se produire n'importe où et à tout moment sur le continent.

L'histoire des dictatures nous apprend en effet que leur renversement par le peuple est généralement aussi inévitable qu'im- prévisible. C'est là une des plus grandes ruses de la nature et de l'histoire même des peuples, qui nous apprennent, comme l'aurait dit Abraham Lincoln, qu'on peut asservir tout le peuple un certain temps, qu'on peut aussi asservir une partie du peuple tout le temps, mais qu'on ne peut asservir tout le peuple tout le temps... □

* *Philosophe, enseignant à l'Université catholique de Yaoundé, chercheur aux Facultés universitaires Saint-Louis de Bruxelles.*



SOCOTRAM

SOCIÉTÉ CONGOLAISE DE TRANSPORTS MARITIMES

POINTE-NOIRE

Siège Social
République du Congo
Tél. : (242) 628 01 50
(242) 628 01 51
E-mail : sctmpnr@socotram.com

Agence maritime
Consignation
Transit
Manutention
Tél. : (242) 628 01 52
(242) 628 01 53
E-mail : sctmagency@socotram.com

PARIS

19, rue Marbeuf
75008 PARIS
Tél. : +33 (0) 1 56 59 66 29
Fax : +33 (0) 1 56 59 66 24
E-mail : info@socotram.com

l'armement national au service des opérateurs économiques

VOTRE PARTENAIRE AU CONGO POUR LE TRANSPORT MARITIME

NOUVELLES DESTINATIONS



Redécouvrez le ciel
www.flyasky.com

ASKY vous ouvre les portes de l'Afrique, mieux que nulle autre compagnie aérienne grâce à son réseau toujours plus étendu. Pour plus d'informations, contactez votre agence de voyage habituelle ou retrouvez-nous sur notre site internet : www.flyasky.com

Autres destinations :

Abidjan, Accra, Banjul, Bamako, Brazzaville, Conakry, Cotonou, Douala, Freetown, Kinshasa, Libreville, Lagos, Lomé, Monrovia, Niamey, Ndjamena, Ouagadougou.